

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

COMMENTAIRE & CRITIQUE

DE LA LÉGISLATION CONCERNANT LES
VAGABONDS NOMADES & GENS SANS AVEU

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le mardi 1^{er} août 1899, à 2 heures de l'après-midi.

PAR

P. LE ROY

Avocat

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

—
1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026



COMMENTAIRE & CRITIQUE

DE LA LÉGISLATION CONCERNANT LES

VAGABONDS NOMADES & GENS SANS AVEU

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le mardi 1^{er} août 1899, à 2 heures de l'après-midi



PAR

P. LE ROY

Avocat

CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN

7 ET 9, RUE AU CANU

1899

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1898-1899

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), correspondant de l'Institut
membre du Conseil supérieur de l'Instruction
publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (✱, I. ✱), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. ✱), professeur de *Droit commercial* et
de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Économie
politique*, chargé du cours de *Droit constitu-
tionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☉, A. ✱), professeur de *Droit
romain*, chargé d'un cours de *Code civil*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱), professeur de *Code civil*.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Code civil* (député du
Calvados, ancien Garde de Sceaux, Ministre de la
Justice).

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international
public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

MARIE (I. ✱), assesseur du doyen, professeur de
Droit criminel, et chargé du cours sur la
Coutume de Normandie.

MM. Ambroise COLIN (I. ☿), professeur de *Code civil*,
et chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

BIVILLE (A. ☿), professeur de *Procédure civile*, et
chargé du cours d'*Histoire générale du Droit
français*.

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain*
(en congé).

René WORMS (A. ☿), chargé des cours d'*Histoire
des Doctrines économiques* et d'*Économie poli-
tique*.

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public
français* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit Romain* et du
cours de *Pandectes*.

CHARGÉ DE COURS :

M. SUMIEN, chargé d'un cours de *Droit romain* et
du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☿), secrétaire de l'Université de Caen.



A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PARENTS

A MON PÈRE — A MA MÈRE

A MA SŒUR — A MES FRÈRES

A MA FIANCÉE

JURY D'EXAMEN

MM. EDMOND VILLEY, *professeur-doyen*, PRÉSIDENT
DE LA THÈSE.

J. MARIE, *professeur*.

BIVILLE, *id.*

BIBLIOGRAPHIE

- G. BERRY. — *L'assistance par le travail en Allemagne. Auberges et stations de secours.* — Paris, Dumont, in-12.
- G. BERRY. — *Les mendiants et les colonies d'indigents* — Paris, Arnoult, in-12.
- DE BLAVETTE. — *L'œuvre de l'hospitalité de nuit.* — Paris, May et Motteroz.
- Comte DE CHABROL. — *De la répression du vagabondage.* — Riom, Jouvet 1894, in-12.
- E. CHEVALLIER. — *La loi des pauvres et la société anglaise.* — Paris, Rousseau, 1895.
- COURMOT. — *Mendiants et vagabonds professionnels.* — Angers 1895, in-8.
- DRAGE GEOFFREY. — *The unemployed.* — Londres, Macmillan, 1894, in-8.
- LOUIS EGGER. — *L'assurance contre le chômage et la société moderne.* — Neuchâtel, Attinger, 1894, in-8.
- GARRAUD. — *Précis de droit criminel.* — Paris, Larose, 1898.
- GRANIER. — *Essai de bibliographie charitable.* — Paris, Guillaumin, 1891.

- GILBRIN. — *De la création d'un casier général pour la recherche et la surveillance des malfaiteurs.* — Mantes, Beaumont frères, in-8.
- HÉLITAS. — *Le vagabondage et les moyens pratiques d'y remédier.* — Limoges, Imprimerie du Courrier du Centre, 1898.
- JOHN HOBSON. — *The problem of the unemployed, an enquiry and an economic policy.* — Londres, Methuen, 1896, in-8.
- HOMBERG. — *De la répression du vagabondage.* — Paris, Durand, 1862.
- PAUL HÉRY. — *Retraites ouvrières et chômage.* — Paris, 1896, in-8.
- LÉON LEFÉBURE. — *Les sans travail. La lutte contre le vagabondage et la mendicité.* — Paris, Lévy, 1896, in-8.
- MAYARD et VOUGLAND. — *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel.* — Paris, Mérisot, in-folio, 1780.
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire des parquets.*
- PAUL OTLET. — *Le chômage involontaire.* — Paris, 1895, in-8.
- A. OUBERT. — *Les moyens de prévenir et de réprimer le vagabondage et la mendicité.* — Dijon, Barbier-Marilier, 1898.
- PASSEMENTIER. — *La répression du vagabondage et de la mendicité, d'après la loi belge du 27 novembre 1891.* — Paris, 1894, in-8.
- PUYBARAUD. — *Les malfaiteurs de profession.* — Paris, Flammarion, in-12.
- DU PUY. — *Vagabondage et mendicité.* — Paris, Larose, 1899, in-8.

REGNARD. — *De la suppression des délits de vagabondage et de mendicité.* — Paris, Larose, 1899, in-8.

Maurice VANLAËR. — *Le chômage de l'ouvrier et l'assistance par le travail, essais en France et à l'étranger.* — *Le Correspondant* des 10 septembre, 25 septembre, 25 novembre 1892, 10 janvier 1893.

JOURNAUX ET REVUES

Journal officiel. — N° du 8 décembre 1874, — n° du 29 mars 1898, — n° du 25 janvier 1899. (Débats parlementaires.)

Revue des Deux-Mondes. — N° du 1^{er} juillet 1863, article de M. Reybaud, — n° du 15 mars 1890, article de M. Fourquet.

Journal La Nature. — Volume de 1893, 2^e sem., article de M. Coupin.

Journal des économistes. — N° de mai 1892.

Revue pénitentiaire. — 1878, page 7, — 1886, pages 176, 751, 844, — 1892, page 778, — 1893, pages 650, 1100, — 1894, page 49, — 1895, pages 12, 110, 178, 846, — 1896, page 45.

L'agriculture moderne. — N° du 16 mai 1897, article de M. Gomot.

Le Droit. — N° du 31 décembre 1890, note de M. Didier.

L'économiste français. — Année 1880, t. II, p. 3, article de M. Michel, n° du 5 octobre 1889.

Gazette des Tribunaux. — N° du 10 février 1890,
article de M. Pascaud.

Revue politique et parlementaire. — N° du 10 mai
1896, article de M. Jay, — n° du 10 décembre 1896,
article de M. Numa Droz, — n° du 10 mai 1899,
article de M. Rivière.

Archives d'anthropologie criminelle. — Les transfor-
mations de l'impunité, par M. Tarde, 1898, note
de M. Bérard, n° 78, 15 novembre 1898.

Musée social, circulaire 11, série B, 15 juillet 1897,
31 août 1896, et le travail de M. Horace Micheli.



INTRODUCTION

Le vagabondage est une plaie sociale, et cette plaie est déjà invétérée ; tous les pays à toutes les époques en ont souffert. Depuis longtemps déjà, le nombre des vagabonds augmente sans cesse et, à l'heure actuelle, plus de 100.000 individus interlopes errent chaque jour sur les grandes routes, toujours prêts aux mauvais coups et la menace à la bouche. Il y a donc là un véritable péril social qu'il importe de conjurer.

Qu'est-ce donc qu'un vagabond ?

La définition du vagabondage nous est donnée par le Code pénal, dans l'article 270 : « Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession. »

Cette définition confond, comme on le voit, les vagabonds et les gens sans aveu, deux

catégories d'individus que, jusque-là, la loi avait soigneusement distinguées, les gens sans aveu ayant un domicile, les vagabonds n'en ayant pas.

A côté de cette définition légale, il en existe d'autres qui font ressortir les caractères typiques du vagabondage.

Pour Julius Clarus, l'absence de domicile est le point saillant de ce caractère : *Ille qui non habet certum domicilium in quo habitat, — qui habitationem non habet, dicitur vagabundus.* Il semble bien que, chez les jurisconsultes romains, l'absence d'habitation ait été la caractéristique du vagabondage, car Farinacius donne la même définition que Julius Clarus : *vagabundus proprie dicitur, qui per mundum vagatur, nec certum habet domicilium.*

Les définitions contenues dans les ordonnances ou lois françaises font mieux connaître les éléments constitutifs du délit. C'est ainsi que la Déclaration du 5 février 1737 définit le vagabond : « Celui qui, n'ayant ni profession, ni domicile certain, ni biens pour subsister, ne peut être avoué ni se faire certifier de ses bonnes vie et mœurs par personnes dignes de foi. »

Au point de vue juridique, la définition de l'article 270 du Code pénal, que nous avons

reproduite, a l'avantage d'énumérer les trois éléments constitutifs du délit, sur lesquels nous devons revenir dans la suite.

Le vagabondage est un fait extrêmement complexe, et qui constitue pour le législateur un problème de la plus grande difficulté. C'est qu'en effet, à côté de la légion des vagabonds volontaires et incorrigibles, il y a ceux qu'on a appelés les vagabonds accidentels, les ouvriers victimes du chômage par exemple ; il y a aussi les invalides de toute espèce, enfants, vieillards, infirmes, et on comprend que, pour toutes ces catégories, la loi doit être, non pas rigoureuse, mais très indulgente. C'est ce que rappelait aux magistrats, dans une récente circulaire du 2 mai 1899, M. Lebreton, Garde des Sceaux : « Je crois devoir appeler votre attention, écrit M. le Ministre aux Procureurs généraux, sur le tact et le discernement qu'exige, en cette matière délicate à certains égards, l'exercice de l'action publique. »

Rien n'est plus exact. Comme l'ajoute M. Lebreton, notre Code est bientôt vieux d'un siècle et les idées qui avaient cours lors de sa rédaction ne sont plus, sur bien des points, celles de notre temps. On s'inspire davantage aujourd'hui qu'alors, des idées d'huma-

nité, et un courant s'est manifesté en faveur des pauvres et des malheureux. Or, il n'est pas possible de se faire illusion : la plupart des vagabonds sont beaucoup plus malheureux que coupables. Sans doute, la race est nombreuse des paresseux incorrigibles qui vivent volontairement aux dépens de la collectivité, se refusant systématiquement à produire un travail quelconque, et, à leur égard, la loi ne saurait être trop rigoureuse. Mais combien d'autres sont dans l'impossibilité absolue de travailler, soit que leurs infirmités physiques les en empêchent, soit encore qu'ils se heurtent à des difficultés matérielles insurmontables. C'est à ceux là que la loi doit une protection.

Il y a, on le voit, à opérer une distinction qui exige beaucoup de tact et de mesure.

Mais, qu'ils soient vagabonds par accident ou volontairement, les gens qui errent sans cesse par monts et par vaux constituent un grave danger et une perpétuelle menace pour la société. Leur nombre s'accroît sans cesse, et les statistiques sur ce point sont effrayantes. Le congrès du patronage des libérés, tenu à Lyon en 1894, nous a édifiés sur ce point. M. Dreyfus, dans son rapport, donnait alors la progression suivante :

De 1861 à 1865, 22.011 condamnés pour vagabondage ;

De 1865 à 1890, 51.404, soit une augmentation de 120 % en matière de vagabondage. La récidive s'est accrue de 57 %, de 1861 à 1865, et de 76 % de 1887 à 1889. Depuis cette époque, la progression est rapide : en 1875, il y a eu 8.886 vagabonds condamnés ; en 1882, il y en a 14.069 ; on en compte 18.220 en 1887 et 19.723 en 1894. La marche ascendante est incessante, et ces chiffres sont officiels ¹.

Mais ce n'est pas assez de constater le mal ; il faut proposer des remèdes. On n'a pas manqué de le faire. Jamais plus qu'à l'heure actuelle, on n'a étudié le problème du vagabondage ; jamais on ne s'est tant préoccupé de la situation des malheureux, ni fait davantage pour l'améliorer. L'initiative privée a pris un essor admirable ; l'assistance publique s'est puissamment développée, et dispose aujourd'hui de ressources imposantes. Les hommes les plus éminents de tous pays, réunis en congrès, ont inscrit le vagabondage dans leurs programmes.

Des députés et des sénateurs, formant une

1. *Revue des Deux-Mondes* du 15 mars 1890, étude de M. Fourquet,

commission extraparlamentaire, ont dirigé vers le même but des enquêtes et des recherches minutieuses. Enfin, tout récemment, M. le député Cruppi a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi qui est à l'étude, et renvoyée à la Commission de législation criminelle.

Nous aurons à examiner et à critiquer les réformes que l'on propose. Pour cela, nous exposerons le système de notre législation actuelle en montrant les lacunes qu'il offre. Nous jetterons un coup d'œil sur les législations étrangères qui nous ont, pour la plupart, devancés dans la voie du progrès. Enfin, dans une troisième partie, nous passerons en revue les diverses idées ou propositions mises en avant, essayant de présenter, sous forme de conclusion, un système d'ensemble qui soit, non seulement applicable en pratique, mais efficace dans ses résultats.

Il n'est peut-être pas inutile auparavant de faire très rapidement l'historique du vagabondage. On verra ainsi ce que, depuis l'origine des sociétés civilisées, les États ont tenté pour la suppression de ce fléau, qui les a toujours menacés. L'utilité et l'importance de ces études en ressortiront davantage ; car, si les gouvernements ont lutté vainement, depuis des

siècles, contre cette armée de gens errants, et si, malgré leurs efforts, le mal n'a fait que s'accroître constamment, c'est donc que ce mal est bien grave et cette armée bien redoutable.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE

Parmi les législations anciennes qui ont prévu et réglé la condition juridique des vagabonds, il faut citer les lois égyptiennes, grecques et romaines.

Les lois d'Amasis, en Égypte, étaient de ce chef de la dernière rigueur. Chaque citoyen était tenu de rendre compte au juge de sa profession et de ses moyens d'existence. Les faîneants, c'est-à-dire ceux qui ne pouvaient justifier d'un métier habituel, étaient bannis à jamais après avoir subi des peines très sévères, et la peine de mort était prononcée contre les paresseux incorrigibles¹.

Chez les Grecs, les mendiants et les vagabonds étaient proscrits par Lycurgue. Le tribunal de l'aréopage avait le droit de contrôler l'emploi du temps de chaque citoyen, et

1. HOMBERG. *De la repression du vagabondage*, p. 9.

punissait l'oisiveté. Et pourtant, s'écriait Aristophane, « la pauvreté et la mendicité sont sœurs !¹ »

Dans le même ordre d'idées, Platon proscrivait de sa République les sujets inutiles ; et les lois de Dracon ne s'étaient pas départies à leur égard de leur rigueur excessive.

Le peuple romain connut d'assez bonne heure les ravages du vagabondage, bien que l'organisation de la famille eût dû, à ce qu'il semble, l'en préserver. L'esclave était nourri par son maître ; celui-ci avait sur lui le droit de vie et de mort, mais ne pouvait l'abandonner sans nourriture. Quant à l'affranchi, il recouvrait, avec sa liberté, le moyen d'en jouir.

Mais les habitudes d'oisiveté s'introduisirent dans les mœurs romaines : on sait que le forum fut bientôt encombré de la plèbe paresseuse ; la République se fit elle-même complice de cet état de choses en distribuant des vivres gratuitement. Les Patriciens orgueilleux affectèrent, de leur côté, de dispenser à profusion leurs largesses à la porte de leurs palais. On créa, pour obvier à ce mal, des censeurs spéciaux chargés de surveiller les oisifs. Leur mission était bien déterminée :

1. ARISTOPHANE. *Plutus*, v. 549.

Cavebant ne quis otiosus in urbe oberraret.
Ils ne purent arrêter le flot toujours montant.
Sous l'Empire, le peuple romain réclame des
jeux et une nourriture gratuite : *panem et*
circences !

Nerva et Trajan conçurent l'idée, nouvelle
alors, d'organiser l'assistance. L'Empereur
prêtait à intérêt modique aux propriétaires
qui voulaient hypothéquer leurs terres. Cet
intérêt alimentait la caisse des secours pu-
blics ¹. Ces généreux efforts ne réussirent pas
à enrayer le mal.

Justinien traqua les vagabonds et les men-
diants. La novelle LXXX, *De Mendicantibus*
validis, régit la matière. Elle traite de l'insti-
tution d'une classe nouvelle de magistrats,
les *quæsitores*, sorte d'inspecteurs de police
chargés d'inspecter les nouveaux venus dans
la capitale, et *percontari qui sint, aut inde vene-*
runt, et in qua occasione. S'ils ne sont venus
que pour mendier, on examine s'ils sont va-
lides. En ce cas, on expulsera les étrangers en
les renvoyant dans leur province. Quant aux
nationaux, ils seront envoyés chez les entre-
preneurs de travaux, chez ceux qui font le
pain ou qui cultivent les jardins, *simul autem*

1. Topographie du Latium, par M. Desjardins.

laborare, simul ali. C'est la première idée d'assistance par le travail ¹. Cette législation de Justinien est, comme le dit fort bien M. Granier, la source de la matière ².

Ces mesures, si sages qu'elles fussent, ne purent guérir l'empire. Les successeurs de Justinien, notamment Constantin, prirent des mesures plus rigoureuses sans obtenir un meilleur résultat ; et l'Empire romain, affaibli et corrompu, s'écroula avant qu'on ait pu le débarrasser de la plèbe vagabonde et dange-reuse.

Le besoin d'une réglementation sévère au point de vue qui nous occupe ne se fit guère sentir au début de la féodalité française. Comme autrefois l'esclavage romain, le régime féodal prêtait peu au développement du vagabondage : le serf est attaché à son maître et seigneur, et à sa terre. Toutefois, dans les capitulaires de Charlemagne, c'est-à-dire dès les premières sources de notre droit français, et avant l'apparition de la féodalité, il est interdit aux mendiants d'errer dans le pays. Les aumônes ne seront distribuées qu'à ceux qui veulent travailler ; les mendiants valides qui

1. JUSTINIEN, *Novelle* 99, tit. 9, c. 5. *De mendicantibus validis.*

2. GRANIER, *Essai de bibliographie charitable*, p. 29. Paris, Guillaumin, 1891.

se refusent au travail ne seront pas secourus.

Charlemagne pose, en outre, le principe de l'assistance communale ; et, reproduisant les prescriptions du Concile de Tours, tenu en 570, il impose à chaque paroisse l'obligation de « nourrir et entretenir ses pauvres », et interdit à ces paroisses de laisser circuler les mendiants.

La féodalité, qui apportait des entraves au vagabondage par les liens étroits qu'elle créait entre le serf et la terre, se relâcha peu à peu. Au XIII^e siècle, vers 1270, saint Louis édictait les dispositions suivantes dans ses Chartes : « Se aucuns est qui n'ait rien et soit en la ville sans rien gagner et il hante tavernes, la justice doit le prendre et demander de quoi il vit. Et se elle entend qu'il mente et qu'il soit de mauvaise vie, elle le doit jeter hors la ville ¹. »

Malgré cette mesure de rigueur, le nombre des vagabonds ne fait qu'augmenter sans cesse pendant le siècle suivant. Ce mouvement ascendant fut alors favorisé par les circonstances politiques. Nos guerres fréquentes et malheureuses avec les Anglais, les dissensions intérieures qui amenèrent le

1. Ch. 34 des Établissements de saint Louis.

inassacre des Vêpres siciliennes sous Philippe III, l'affranchissement des communes sous Philippe le Bel, l'abolition par Clément V de l'ordre des Templiers, qui était devenu un foyer d'oisiveté et de corruption, et enfin la peste de 1348 amenèrent une recrudescence de vagabonds.

Sous Jean le Bon, le vagabondage est devenu une calamité publique. Les campagnes accusent la noblesse de leur misère. Jacques Bonhomme (c'est ainsi que les nobles appelaient le peuple des campagnes) parcourt les provinces, pille et brûle les châteaux, rançonne les bourgs et les villes, égorge les seigneurs : le nom de Jacquerie est resté aux atrocités de cette révolte. En même temps, des bandes d'aventuriers de toutes nations, les troupes de mercenaires que la bataille de Poitiers avait laissés sans solde, infestaient les routes en répandant la dévastation : c'étaient les grandes compagnies.

C'est aussi à la même époque que les historiens placent l'invasion de l'Europe, et notamment de la France, par ces bandes innombrables venues du Nil, qui furent le type et le point de ralliement du vagabondage, et qu'on appelle les Bohémiens.

Le roi Jean, en présence de ces malheurs

publics, rendit une ordonnance par laquelle il accordait aux mendiants et vagabonds un délai de trois jours pour sortir de Paris ; après ce délai, ils étaient arrêtés et condamnés à trois jours de prison ; en cas de récidive, on les condamnait au pilori ; la troisième fois, on les marquait au front d'un fer chaud en les bannissant du royaume.

Du XII^e au XVI^e siècle, la France eut à lutter contre des bandes de toutes sortes, dont les noms ont varié selon les époques et les pays, mais dont les crimes furent toujours les mêmes : les tard-venus, les brabançons, les retondeurs, les écorcheurs, les cottereaux, les navarraï, les malandrins, les routiers, etc... Ces gens errants se livraient à l'intérieur du pays à des brigandages incessants ; les révolutions les trouvaient toujours prêts à tout. A l'occasion, ils devenaient bons soldats : ils combattirent à Cocherel sous les ordres de Du Guesclin ; ils s'enrôlèrent sous la bannière de la noblesse et du clergé pour les Croisades¹. Mais, à peine revenus de leurs

1. « La croisade ayant été prêchée en France avec plus de succès qu'en Espagne, Gautier sans Avoir, Pierre l'Ermite et un moine nommé Godescald prennent leur chemin par l'Allemagne, suivis d'une armée de vagabonds. » (VOLTAIRE, *Ann.*, Henri IV, 1096.)

expéditions, ils se livrent de nouveau au pillage.

De nombreuses ordonnances, des règlements et des arrêts de Parlement tentent, pendant des siècles, et en vain, d'extirper du royaume le vagabondage. Le pouvoir d'ailleurs sévit mollement, parce que ces tribus errantes s'enrôlent dans les armées du roi, et lui prêtent, comme soldats, un utile appui.

En 1455, les États du Languedoc envoient au roi leurs doléances, et le supplient de délivrer la France des vagabonds et des truffiens qui la dévastent. Ils réclament des peines énergiques, les galères et la privation totale de la liberté. Charles VII n'entendit pas leurs supplications. Mais Charles VIII, par une ordonnance du 6 juillet 1493, accorde à chaque bailli une garde de quarante hommes « choisis parmi les nobles et gens de pied, exemptés d'arrière-ban, pour arrêter les vagabonds ».

Louis XII, par une ordonnance de 1498, institue, pour la répression du vagabondage, la juridiction des baillis et sénéchaux. A partir de ce moment, des supplices sont organisés : l'ordonnance de Louis XII permet aux sénéchaux de s'adjoindre quatre conseillers de leur auditoire pour punir les vaga-

bonds de mort, de tortures ou de prison. François I^{er} met en vigueur le supplice de la roue. Mais, par un édit de 1545, il prescrit des mesures moins sévères : « Les mendiants valides seront appréhendés et employés ès œuvres les plus nécessaires de la ville de Paris..., les dits valides devant être contraints à faire leur devoir par diminution de leur salaire, emprisonnement ou enchaînement de leur personne. » Le même François I^{er} crée dans les grandes villes des bureaux de charité. Mais l'effet de cette organisation fut que les vagabonds, au lieu de diminuer en nombre, affluèrent en masse dans les centres.

Une ordonnance de Henri II, de 1556, intéresse plus particulièrement la région normande, et a pour but « d'oster aux valides toute occasion d'oisiveté et leur donner moyen de gagner leur vie ». Elle prescrit aux baillis de Rouen, Caen, Caux, Cotentin, Gisors et Alençon, « de faire dresser œuvres publiques en un, deux, trois ou divers lieux de chacune des dites bonnes villes, et de faire proclamer à son de trompe et cry public par les carrefours des dites villes et faubourgs que toutes personnes, soient femmes ou hommes, valides et puissantes, pour être employées à telles œuvres, ayent à eux retirer ès dits lieux

pour être employées à telles œuvres, travailler, besongner à salaire raisonnable. »

On retrouve ici une manifestation de l'idée d'assistance par le travail.

La célèbre ordonnance de Moulins, rendue en 1566 à l'instigation de Michel de l'Hospital, confirme la précédente.

Il serait trop long de citer et commenter toutes les ordonnances qui suivirent, sous Louis XIII, Louis XIV, Louis XV. L'ordonnance de 1612 contient, en notre matière, une très importante innovation. Elle crée, sous le nom d'hôpitaux enfermés, de véritables maisons d'assistance par le travail, où le travail était rigoureux et obligatoire pour les valides, à peine de corrections sévères infligées par le gouverneur de ces hôpitaux. Le culte était exercé dans ces maisons, et des prédications y étaient faites les dimanches et jours de fête.

Sous Louis XIV furent créés, à Paris, les hôpitaux généraux, où on reçut les vagabonds en les occupant à divers travaux. Ces établissements étaient reliés à un bureau central, et comprenaient : la maison de Saint-Denis, appelée la Salpêtrière ; celle de Saint-Jean-Baptiste, ou Bicêtre ; la maison de Scipion, la Savonnerie de Chaillot et Notre-Dame-de-la-Pitié. Dans ces maisons, « les pauvres des

deux sexes devaient être employés aux manufactures et autres travaux, selon leur pouvoir. » Des ouvriers étaient désignés par les corporations pour y enseigner un état ¹.

Le duc d'Orléans, pendant sa régence, voulut inaugurer un système nouveau ; ce fut la transportation des vagabonds à terme ou à perpétuité dans les colonies. Mais les transports étaient de mœurs dangereuses et barbares ; on redouta leurs méfaits, et la transportation ne fut jamais appliquée.* Le régent émit alors l'idée de les enrôler par escouades, sous des ordres sévères, pour la confection des ponts et des routes. Il suffit de lire le rapport de Larochefoucauld à l'assemblée constituante pour se convaincre à quels abus donna lieu ce système. La sécurité des voyageurs était menacée par ces malfaiteurs, placés sur les routes en quelque sorte à poste fixe ; et on dut licencier ces ouvriers trop dangereux.

Louis XV ne fut pas plus heureux. Il prit cependant des mesures remplies de sagesse et de prévoyance, notamment l'ordonnance du 18 juillet 1724. Au début de cette ordon-

1. MONNIER, *Histoire de l'assistance publique dans les temps anciens et modernes*, p. 344.

nance, est posé le principe de la distinction à opérer entre les valides et invalides. L'article 1^{er}, en effet, est ainsi conçu : « Il est enjoint à tous mendiants et vagabonds valides de trouver un emploi pour gagner leur vie. » — « Quant aux invalides, enfants, nourrices et femmes grosses, il leur est enjoint de se présenter aux hôpitaux les plus voisins de leur demeure, et là, ils devront être reçus gratuitement et employés, au profit desdits hôpitaux, à des ouvrages proportionnés à leur âge et à leur force pour subvenir, du moins en partie, à leur subsistance et à leur entretien. »

La déclaration de 1764 crée, dans chaque généralité du royaume, un dépôt de mendicité. Louis XV, malgré ses généreux efforts, ne réussit pas à enrayer le fléau du vagabondage. Il eut à lutter contre les événements malheureux qui accrurent le nombre des misérables : la peste de 1720, et la cherté des grains qui se prolongea durant tout le cours de son règne, en accroissant la misère publique.

Louis XVI, secondé par Malesherbes et Turgot, s'occupa à son tour des indigents. Il signa l'ordonnance du 13 juillet 1777, qui punissait les vagabonds des galères. Plus tard, il supprima cette peine rigoureuse, et institua de nombreux ateliers de travail, qui

étaient une sorte d'intermédiaire entre la prison et l'hôpital. La Constituante augmenta encore le nombre de ces ateliers de travail.

La loi du 19 mars 1793 est importante à noter, parce que, s'inspirant des idées émises par J.-J. Rousseau, elle érige en principe le droit à l'assistance : « L'assistance du pauvre, y est-il dit, est une dette nationale. »

Les lois qui furent votées pendant la période révolutionnaire sont nombreuses, et n'offrent aucune particularité. Tout au plus celle du 24 vendémiaire an II est-elle à noter, en ce qu'elle instituait la compétence du juge de paix : ce magistrat a la mission de rapatrier les vagabonds dans leur lieu d'origine. Mais, en cas de récidive, les peines augmentent rapidement, et vont jusqu'à la transportation.

Sous le Consulat, un arrêté du 12 messidor an VIII permet aux commissaires généraux de police de faire enfermer les vagabonds dans les maisons de détention.

Le 5 juillet 1808, Napoléon I^{er}, qui n'avait pas encore rencontré d'obstacles sans les vaincre, résolut de s'attaquer à la mendicité et au vagabondage. Son décret, en date de ce jour, est demeuré célèbre,

En exposant à la fois le but que se proposait l'Empereur et les moyens qu'il instituait, le ministre de l'Intérieur Comte Crétet prononçait au Corps législatif cette phrase solennelle : « Pour prix de ses efforts, le Gouvernement a la confiance que, dans quelques années, la France offrira la solution, si inutilement cherchée jusqu'à ce jour, du problème de l'extinction de la mendicité et du vagabondage dans un grand État. » Le moyen proposé était la création dans chaque département d'un dépôt de mendicité. Ces dépôts ne furent organisés que dans peu de départements, et ils n'ont pas d'ailleurs donné les résultats qu'on attendait d'eux. Leur nombre a diminué peu à peu : en 1830, il n'en restait plus que sept. La monarchie de juillet en rétablit un certain nombre, mais qui disparurent à leur tour sous le second empire. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 24.

On voit, par cet aperçu historique, que tous les Gouvernements se sont préoccupés de la question du vagabondage. Malgré cela, la parole du ministre Crétet ne s'est pas réalisée. La mendicité n'est pas extirpée de France, et les vagabonds y sont plus nombreux que jamais. La législation qui nous régit à l'heure actuelle n'a donc pas produit

de meilleurs résultats que les ordonnances antérieures.

Le Code de 1810 a, sur la matière qui nous occupe, besoin d'être refondu dans ses dispositions essentielles. M. le Garde des Sceaux l'a bien compris lui-même, ainsi que nous l'avons constaté, et il écrivait dans sa récente circulaire aux Procureurs généraux : « J'ai le ferme espoir que les différents projets de loi dont le Parlement est saisi aboutiront prochainement à une réforme généreuse et féconde. »

CHAPITRE II

EXPOSÉ DU SYSTÈME DE LA LOI

Avant d'examiner quelles sont les réformes qui s'imposent et quelles sont celles que l'on propose, nous devons présenter un tableau d'ensemble de la législation actuelle concernant les vagabonds. Pour cela, il faut que nous connaissions à quelles conditions on est vagabond, et de quelles peines le vagabond est puni.

§ 1^{er}

A QUELLES CONDITIONS ON EST VAGABOND

L'article 270 du Code pénal, par la définition qu'il donne du délit de vagabondage, énumère les trois éléments constitutifs de ce délit. Reprenons cette définition: « Les vagabonds ou

gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession. » Il ressort de ce texte que, pour être un vagabond, il faut et il suffit de n'avoir ni métier régulier, ni domicile fixe, ni ressources pécuniaires. L'absence de l'un de ces éléments suffirait à faire tomber la prévention.

Dans les articles 277 à 283, la loi prévoit des causes d'aggravation des peines édictées contre les vagabonds. Ce sont les cas où les circonstances qui l'entourent rendent le vagabond plus dangereux. On a appelé ce vagabondage « vagabondage qualifié ».

Enfin, la loi du 27 mai 1885 a créé une troisième catégorie de vagabonds ; ce sont ceux que, jusqu'alors, la loi pénale ne pouvait atteindre parce qu'ils ont des ressources et un métier, mais d'une origine inavouable : tel est le cas des souteneurs, des bonneteurs et des bookmakers. Ces gens sont, à proprement parler, plutôt des gens sans aveu que des vagabonds. On les a appelés vagabonds spéciaux ; il eût été plus logique de les appeler vagabonds assimilés.

Il y a donc, à l'heure actuelle, au point de vue du délit qui nous occupe, trois espèces

bien distinctes de vagabondages : le vagabondage simple, le vagabondage qualifié, le vagabondage spécial.

La première question qui se pose est celle de savoir si la société a le droit de punir les vagabonds. Cette question est fort grave et il y a été répondu bien diversement. On a critiqué les dispositions répressives du Code pénal contre les vagabonds, et on a soutenu que le vagabondage ne pouvait en aucun cas faire l'objet d'une incrimination.

Il ne peut y avoir de délit, a-t-on dit, là où il n'y a pas de fait immoral, là où il n'y a même pas d'acte matériel. En quoi le fait de n'avoir ni profession, ni domicile, ni moyens de subsistance est-il immoral et dès lors punissable ? Vous attendez à la liberté. S'il me plaît d'aller et de venir, si je préfère la vie nomade à la vie sédentaire, la loi n'a pas le droit d'entraver ni à plus forte raison de punir le genre de vie que je me suis librement choisi. D'autant plus que vous en arrivez forcément, avec la théorie de la loi, à l'injustice et à l'inégalité juridique des citoyens. Car enfin, le riche qui ne travaille jamais et qui promène sa vie oisive de littoral en littoral, ne tombe pas sous l'application de la loi. Au contraire, le pauvre trimardeur qui parcourt

les routes en traînant péniblement son mince bagage, commet un délit. Qui ne voit ce qu'a de révoltant cette situation inégale ? « Au premier abord c'est injuste, » a pu dire Maxime du Camp ¹.

Certains criminalistes vont encore plus loin notamment les docteurs Meige et Lombroso. Le docteur Meige a défini les vagabonds des névropathes possédés du besoin de voyager. « On en a vu souvent, dit-il, à la Salpêtrière, attirés qu'ils sont par la réputation universelle de M. Charcot. »

« Leur physionomie exprime la lassitude et le désespoir : la face amaigrie, les pommettes saillantes, les joues creuses, les rides du front se retrouvent chez tous ces malades. Au point de vue pathologique, ce sont des épuisés nerveux, des neurasthéniques, dont ils présentent tous les stigmates physiques et psychiques. » Nous ne nous étendons pas sur cette théorie, qui nous semble particulièrement dangereuse en ce qu'elle tend à nier le libre arbitre, et ramener tout fait délictueux à un vice de conformation physique ou à la

1. La même théorie est soutenue dans une brochure toute récente et d'une violence inouïe, intitulée *De la suppression des délits de vagabondage et de mendicité*, par REGNARD. (Paris, Larose, 1899.)

maladie. D'ailleurs, dans la plupart des cas, l'absence de ressources tient à l'incorrigible paresse du vagabond, et cette paresse lui est imputable. Et, puisque nous sommes en matière de délit, ce qui oblige le juge à tenir compte de l'intention, celui-ci acquittera ou sera très indulgent quand il se trouvera en présence d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure.

La première objection, celle qui nous représente l'article 270 comme contraire aux principes, en ce qu'on ne peut punir un genre de vie volontairement choisi, ne nous embarrasse pas davantage. Ce qu'on punit dans le vagabondage, c'est un état, un *modus vivendi*, contraire à l'ordre public. La loi pénale a pour mission de préserver et de conserver les sociétés. L'individu qui n'a ni profession, ni domicile, ni ressources constitue un danger pour la collectivité : la faim est mauvaise conseillère. Bien qu'un peu exagérée, cette phrase de V. Hugo dans *Les Misérables*, contient un fonds de vérité : « Le crime de l'homme commence au vagabondage de l'enfant. » C'est précisément parce que les vagabonds sont dangereux que la loi les punit. Le vagabondage est un délit non *in committendo*, *sed in omittendo* ; il est puni

comme moyen occasionnel de commettre des délits ¹.

En ce sens, on peut dire, avec M. Faustin Hélie : « Le vagabondage est moins un fait criminel en lui-même qu'un genre de vie que la loi a dû réprimer à raison de ses périls. »

Nous irons même plus loin, et nous dirons que la situation du vagabond est immorale. La Société impose à chacun de ses membres des obligations qu'ils sont tenus de remplir, et l'une de ces lois sociales est précisément celle du travail. Il n'est pas nécessaire d'assassiner ou de voler pour commettre un délit ou un crime ; il suffit de transgresser la loi du travail pour commettre le délit de vagabondage. D'ailleurs, que disait la Constitution de 1848 ? « Les citoyens doivent s'assurer par leur travail des moyens d'existence, et par la prévoyance des ressources pour l'avenir. »

On nous a objecté l'exemple du riche qui se promène impunément au gré de ses désirs. Mais on oublie que le riche a des ressources : il ne produit pas, il est vrai, mais il paie ce qu'il consomme. Il ne vit pas, comme le vaga-

1. GARRAUD, *Droit pénal*, T. IV, p. 88.

bond, aux dépens de la collectivité ; donc on ne peut le punir.

Les peines édictées contre les vagabonds sont donc légitimes. Cependant nous devons faire encore une observation générale. Le vagabondage étant un délit et non pas une contravention, il faut, de toute nécessité, pour qu'il soit imputable, que l'agent se soit mis volontairement dans la situation que la loi incrimine. Ce serait à l'inculpé à prouver qu'il n'a pas eu l'intention délictuelle. Il pourrait, comme nous le disions tout à l'heure, alléguer l'excuse tirée de la force majeure, par exemple l'inondation, l'incendie, le naufrage, la guerre. Mais il ne faudrait pas non plus que la nécessité de l'intention délictuelle devînt pour les vagabonds un moyen facile d'éluder toute responsabilité. C'est aux tribunaux qu'il appartient de décider s'il y a, oui ou non, un délit de commis. Un ouvrier qui a terminé un travail doit avoir le temps matériel d'en trouver un autre : c'est là une question de fait.

Les Parquets se montreront dorénavant très circonspects dans les poursuites, ainsi que le leur recommande, dans sa circulaire du 2 mai 1899, M. le Garde des Sceaux : « Les magistrats du Parquet ont le devoir, chaque

fois qu'ils ont à statuer sur le sort d'un prévenu traduit devant eux pour vagabondage, de ne le renvoyer devant le Tribunal correctionnel que lorsqu'ils ont acquis la conviction qu'ils sont en présence d'un incorrigible et d'un fainéant invétéré. »

La loi a donc incontestablement le droit de punir les vagabonds, et les juges doivent, dans chaque cas particulier, proportionner la peine à la perversité des délinquants.

Pour savoir à quelles conditions on est vagabond, il nous est indispensable d'analyser, le plus brièvement possible, les éléments qui composent les trois catégories de vagabondages : le vagabondage simple, le vagabondage qualifié, le vagabondage spécial.

I. — Vagabondage simple

L'existence des trois éléments constitutifs du délit de vagabondage simple est une question de fait à résoudre souverainement par le juge dans chaque cas spécial. Il suffit de lire la loi pour comprendre que la notion de ces éléments est très vague. On est, depuis un temps plus ou moins long, sans domicile ; il y a plus ou moins longtemps qu'on n'a exercé

son métier : or, la loi n'impartit aucun délai. On a peu ou point de ressources : or, la loi ne fixe pas de maximum ou de minimum. La jurisprudence a comblé ces lacunes par des décisions d'espèce.

En ce qui concerne le domicile, de nombreux arrêts de Cours d'appel ont décidé qu'il faut, pour faire tomber la prévention, un domicile d'habitation, c'est-à-dire un domicile actuel et effectif¹. S'il en était autrement, tout le monde aurait un domicile, ne fût-ce que le domicile d'origine que chacun a forcément conservé. Mais ce serait exagérer la loi que d'exiger la continuité dans l'habitation. Il y a un grand nombre de professions qui exigent, pour leur exercice, des déplacements incessants : ainsi les commis voyageurs, les colporteurs, les marchands ambulants. Il va sans dire qu'en aucun de ces cas, le vagabondage ne saurait être relevé, à moins que l'exercice de la profession ne soit qu'un vain prétexte, et qu'on ne pût justifier d'aucun commerce effectif : en ce cas, il y aurait un véritable délit de vagabondage.

Pour l'absence de métier ou profession,

1. Caen, 30 novembre 1875 (D. 77, 2, 72). — Poitiers, 16 juillet 1875 (D. 76, 2, 152),

on conçoit que c'est une question assez délicate à résoudre par les tribunaux. Dans son rapport au nom de la commission extraparlémentaire, M. de Marcère disait qu'un vagabond qui prendrait soin de tenir en réserve dans son gousset une pièce de monnaie, éluderait ainsi les dispositions répressives de la loi. Il ne pourrait jamais être arrêté, puisqu'il posséderait des ressources.

Il y a la plus grande utilité à ce que le juge s'attache moins à l'apparence qu'à la réalité des faits. Comme le dit fort bien M. Blanche : « L'apparence ne doit pas être prise pour la réalité. L'inculpé pourra être dépourvu sur lui de ressources et en avoir d'effectives et de sérieuses. De même, il peut être porteur de quelques marchandises et de quelques pièces de monnaie et ne pas avoir cependant, en réalité, de moyens de subsistance. » La jurisprudence n'a pas toujours très bien discerné les ressources apparentes et les ressources effectives. C'est ainsi que la Cour de Caen, par un arrêt du 3 juin 1874, a décidé que le titulaire d'une pension alimentaire ne peut être déclaré en état de vagabondage, alors même que, sans profession et sans domicile, il aurait l'habitude de dissiper immédiatement le trimestre qu'il touche.

Il faut en outre que le caractère de permanence et de continuité existe dans les ressources. On n'en pourrait douter après la lecture du rapport fait au Corps législatif par M. Noailles, en présentant le vœu d'adoption émis par la commission législative sur le ch. 3, tit. 3, liv. 3 du Code pénal. (Séance du 16 février 1810.) « Les vagabonds, disait le rapporteur, sont ceux qui n'ont ni domicile ni moyen de subsistance *assuré*. » Pour que le moyen de subsistance soit assuré, il faut qu'il soit continu et permanent ¹.

Mais, s'il faut que les ressources soient actuelles et réelles, il n'est pas nécessaire d'en avoir la possession immédiate : tel serait le cas d'un inculpé auquel il serait dû une somme exigible. Pas plus que le porteur de deniers, il ne serait en état de vagabondage.

Sur l'absence de métier ou profession, la loi semble avoir voulu laisser au juge une plus grande latitude encore, en plaçant dans le texte les mots « habituellement ». Ce que la loi exige, c'est l'exercice *habituel* d'un métier. Mais aucune notion n'est plus vague. La jurisprudence, de ce chef, varie de tribunal à tribunal. Certains tribunaux retiennent le dé-

1. Bourges, 22 février 1889 (D. 90, 2, 13).

lit de vagabondage après 10 ou 15 jours d'inertie ; d'autres , au contraire , accordent jusqu'à 25 et 30 jours. Nous ne saurions trop répéter qu'il faut avant tout avoir égard au passé et aux habitudes du prévenu. Certains métiers ne peuvent être exercés que temporairement, et d'autres exigent aussi de longs et continuels voyages, parce qu'ils ne peuvent être exercés que dans telle ou telle région. En ce cas, il est bien certain qu'aucun tribunal ne condamnera. Au contraire, même après une courte période d'inertie, on voit quelquefois très clairement chez le prévenu l'intention délictuelle et le désir bien arrêté de ne rien faire. En ce cas, on condamnera.

Notons que le juge, sauf les cas prévus par la loi de 1885, et sur lesquels nous reviendrons, n'a pas à juger si le métier est moral ou la profession licite. La jurisprudence considère comme suffisant, pour faire écarter le délit, le travail passager et accidentel fait dans les ateliers de charité et dans les établissements privés d'assistance par le travail, ce qui est très logique. Il faut bien que l'ouvrier victime du chômage fasse par intervalles quelques heures de travail ; autrement, on le forcerait à mendier.

II. — Vagabondage qualifié

Le vagabondage qualifié est celui qui est accompagné de circonstances aggravantes qui le rendent plus dangereux, ou qui font présumer chez le délinquant une perversité plus grande. Les articles 277 à 280 augmentent notablement la peine lorsque le vagabond est porteur d'armes ou outils propres à commettre des délits ou des crimes, porteur d'effets supérieurs à cent francs, ou bien encore quand le vagabond est travesti, ou lorsqu'il a exercé des violences contre les personnes. Ce sont là les circonstances aggravantes prévues par la loi.

La première, dans l'ordre du texte, consiste dans le travestissement ou le port d'armes et instruments propres à commettre des vols ou autres délits, ou à pénétrer dans les maisons : « Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque, ou porteur d'armes..., ou muni de limes, crochets, etc... » (Article 277.) Une première difficulté est née de la rédaction même de ce texte. Il faut que le vagabond ait été *saisi* ; donc, on n'appliquera cet article qu'au

cas de flagrant délit. Cette théorie est soutenue par d'excellents auteurs, notamment MM. Chauveau et Hélie, et consacrée par diverses décisions de la jurisprudence ¹. Mais un revirement s'est heureusement produit. Qu'importe, en effet, que le vagabond soit ou non en état de flagrant délit ? Ne suffit-il pas que le ministère public prouve que, antérieurement, le vagabond s'est travesti ou a porté des armes prohibées ?

Il suffit que le vagabond soit porteur de ces armes, et point n'est besoin qu'il en ait menacé. En effet, s'il a menacé, c'est l'article 308, et non l'article 277, qui s'appliquera.

On a beaucoup disserté sur le point de savoir quelles armes et surtout quels instruments rentraient dans la définition de l'art. 277. La jurisprudence est aujourd'hui fixée sur tous ces points. Notamment, elle applique les peines du vagabondage qualifié au vagabond porteur de bâtons noueux ou ferrés, qui sont véritablement des instruments contondants.

La loi considère également comme une circonstance aggravante du vagabondage le port d'une somme d'argent supérieure à cent

1. Riom, 22 janvier 1862 (D. 62, 2, 101).

francs. Cette disposition a été très vivement critiquée par certains auteurs qui ont vu entre les articles 270 et 278 une contradiction flagrante. D'une part, ont-ils dit, vous exigez à peine de délit que le vagabond ait des ressources, et, d'autre part, vous lui interdisez d'avoir sur lui plus de cent francs : c'est une loi arbitraire, et ces deux exigences sont contradictoires. Ces auteurs ont oublié que les vagabonds porteurs de plus de cent francs sont plus suspects que d'autres. D'ailleurs, ces vagabonds n'ont, pour faire tomber la circonstance aggravante de l'art. 278, qu'à prouver l'origine régulière des ressources.

En ce qui concerne les vagabonds qui ont tenté d'exercer des violences contre les personnes, ou qui en ont exercé effectivement, la loi du 13 mai 1863 a tempéré les rigueurs excessives du Code de 1810. Le vagabond était en ce cas, sous l'empire de l'ancien article 279, condamné à la réclusion ; aujourd'hui, la tentative de violences est demeurée une circonstance aggravante comme les violences elles-mêmes, mais moins rigoureusement punie.

Indépendamment du délit ou du crime qui consiste soit à fabriquer des pièces et papiers destinés à constater l'identité, soit à

s'en servir, ces faits constituent une circonstance aggravante du vagabondage. On a voulu soutenir que pour cela il était nécessaire que le vagabond fût l'auteur des pièces fausses. Mais les termes de l'art. 231 sont assez formels pour ne laisser aucun doute à cet égard : la loi dit « les individus porteurs ». Donc le port de ces faux papiers suffit, indépendamment de leur fabrication, et on se demande comment cette solution a pu être sérieusement contestée.

Telles sont les circonstances aggravantes du vagabondage, c'est-à-dire les cas dans lesquels on doit relever contre le prévenu le délit de vagabondage qualifié.

III. — Vagabondage spécial

En exigeant, pour l'existence du délit de vagabondage, trois éléments précis et distincts, l'art. 270 du Code pénal laissait impunis un grand nombre d'individus suspects qui forment dans la société une classe plus particulièrement dangereuse. Ce sont les souteneurs, les bonneteurs et les bookmakers. Nous avons vu en effet que le tribunal n'avait pas à apprécier, en ce qui concerne les

vagabonds, la nature de la profession ou l'origine des ressources. Il en résultait que le souteneur ayant des ressources, de même que le bonneteur et le parieur de profession, échappaient à toute répression.

En présence de cet état de choses regrettable, la Cour de cassation avait dû étendre la loi. Elle était arrivée dans les derniers temps à examiner l'origine des ressources.

Dans un arrêt très remarqué du 23 août 1883,¹ la Cour de cassation avait assimilé le souteneur au vagabond. Mais on savait fort bien qu'en dépit de son désir d'atteindre la catégorie honteuse qui va nous occuper, elle étendait la loi en dehors de ses limites. Ses considérants, fort justes en fait, étaient en droit des plus critiquables. C'est ainsi qu'elle avait jugé que l'asile du souteneur chez une fille publique ne constituait pas un domicile fixe et certain. Dans un ouvrage intitulé « De la nécessité d'une modification de l'art. 270 du Code pénal », M. Sauvel réclamait l'intervention d'une loi nouvelle. Tous les auteurs se joignirent à lui, et leurs efforts aboutirent au vote de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation. Cette loi, dans l'art. 4, dernier para-

1. Cass., 23 août 1883 (S. 85, 1, 513).

graphé, assimile aux vagabonds les individus qui ne tirent leurs ressources que des jeux illicites et de la prostitution.

Nous devons insister plus longuement sur cette catégorie de vagabonds qu'on a appelés « vagabonds spéciaux », que sur les autres, à raison de la date plus récente de la loi qui va nous occuper.

Nous ne saurions mieux faire, pour démontrer le but et l'utilité de cette loi, que d'emprunter les paroles mêmes du rapporteur, M. Waldeck-Rousseau : « Il y a un vagabondage qui, loin de résulter de l'absence de domicile ou de travail, est à la fois une habitude et une industrie, un état voulu, nous dirions normal, si ce n'était la chose la plus contraire à toute morale. » Et le rapporteur parle de « cette phalange de déclassés volontaires, chevaliers d'industrie inavouable, émigrant chaque nuit de garni en garni, vivant du vice, aujourd'hui du jeu clandestin organisé dans quelque carrefour, demain de la débauche qu'ils encouragent, et dont ils perçoivent les profits ». Ce sont précisément ces gens sans aveu que la loi a voulu atteindre. Si on admet, avec M. le sénateur Roussel, qu'il y ait cinq étapes successives dans le déclassement et la perversité des individus, l'oi-

siveté, le vagabondage, la mendicité, le vice et le crime, les gens dont nous parlons sont arrivés à la quatrième de ces étapes, le vice. Rien de plus exact. Ces malfaiteurs, dans leur langage expressif, se désignent eux-mêmes sous le nom de haute et de basse pègre, de *pigritia*, paresse ; et, comme le dit fort bien M. Joly, juge d'instruction à Paris : « Si la paresse est la mère de tous les vices, le vice est très souvent de son côté le père du crime. »

Avant d'examiner spécialement chacune des trois catégories que nous avons énumérées, il est des observations générales que nous devons présenter.

Le paragraphe 4 *in fine* de la loi du 27 mai 1885 est ainsi conçu : « Sont considérés comme gens sans aveu et punis des peines édictées contre le vagabondage tous les individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou de faciliter, sur la voie publique, l'exercice des jeux illícites ou la prostitution d'autrui sur la voie publique. »

On voit *a priori* qu'une nouvelle catégorie d'individus est en quelque sorte distinguée et punie par la loi. Nous avons dit, au début de cette étude, que le législateur de 1810

avait confondu dans une même définition deux classes d'individus que les législations antérieures avaient soigneusement distinguées, les gens sans aveu et les vagabonds. Aujourd'hui, cette confusion n'existe plus. Les vagabonds sont ceux que punit le Code pénal, et les gens sans aveu sont ceux que punit la loi de 1885, et que nous appelons aussi vagabonds spéciaux ou assimilés.

Au point de vue juridique, trois éléments distincts composent le délit qui nous occupe. Ces éléments diffèrent de ceux qui caractérisent le vagabondage ordinaire. Peu importe que le vagabond spécial ait ou non un domicile (la loi que nous venons de transcrire le dit en termes formels) ; peu importe qu'il ait ou non des ressources, qu'il ait ou non un métier. Les seuls éléments exigés pour l'existence du vagabondage spécial, sont :

1° Le fait d'exercer des jeux illicites ou de favoriser la prostitution d'autrui ;

2° Que les jeux soient exercés ou la prostitution facilitée sur la voie publique ;

3° Que l'exercice des jeux ou le fait de faciliter la prostitution soient *habituels*. Il y a dans l'énoncé de ces éléments un certain vague qu'il faut éclaircir.

Il faut, nous l'avons dit, pour que le délit

puisse être retenu, que les jeux illicites aient été exercés ou facilités sur la voie publique. Que faut-il entendre par là ? Ces mots ont un double sens. Le premier, sur lequel il ne saurait y avoir de contestation possible, c'est que le délit doit être commis sur la voie publique, c'est-à-dire là où le public doit être naturellement admis : tels seront les rues, chemins, boulevards, places, passages, promenades, jardins publics, etc.... Le second, c'est que le délinquant soit pris sur le fait sur la voie publique. Il faut, a dit M. Waldeck-Rousseau, « que le vagabond soit trouvé en une espèce de flagrant délit ».

Il faut, en second lieu, que le vagabond spécial tire ses ressources habituelles du fait de pratiquer ou faciliter les jeux illicites ou la prostitution. C'est, en d'autres termes, un délit d'habitude. C'est pourquoi on ne saurait poursuivre un individu qui, en dehors de son métier honteux, exercerait régulièrement un métier avouable et rémunérateur. En effet, à côté des ressources qu'il retire de la prostitution ou du jeu, cet individu a d'autres ressources, celles-là régulières et légales ; il est hors de la loi pénale. Une certaine catégorie des gens qu'on a voulu punir ne peut, pour cette raison, être atteinte, et, le 27 mai 1885, le

jour même du vote de la loi, M. Bérenger constatait cette lacune à la tribune du Sénat en déposant une proposition de loi sur la prostitution. Le Sénat a voté cette proposition, mais elle n'a pas encore vu, à la Chambre des députés, le jour de la discussion.

Nous dirons quelques mots de chacune des trois catégories distinguées par la loi.

A. — *Souteneurs*

La race des souteneurs est nombreuse et dangereuse. « Tout souteneur est plant de criminel. Il y a des plants de diverses qualités ; les uns poussent dans le ruisseau, les autres dans l'atelier ou derrière le comptoir. Pourquoi ne pas le dire ? quelques-uns croissent dans les salons, et s'y développent admirablement¹. » Partant de cette idée, M. Puibaraud distingue trois catégories de souteneurs : les souteneurs de bas étage, les souteneurs d'apparence correcte qui, en cas de besoin, exhibent leur contrat de mariage comme une arme offensive, et enfin les souteneurs en habit noir.

1. PUIBARAUD, *Les malfaiteurs de profession*. Paris, Flammarion, éditeur.

Qu'ils soient de l'une ou de l'autre de ces catégories, leur procédé est toujours le même. Une fille de la campagne vient-elle à la ville se placer comme servante, une fille de magasin se trouve-t-elle momentanément sans place, qu'elles prennent bien garde à elles ; le souteneur les épie. La femme qu'une série de circonstances malheureuses ou l'entraînement de ses mauvais instincts a fait sortir de la vie régulière, aura le plus souvent recours aux débuts de sa vie de prostituée au souteneur, qui l'aide et l'encourage. Dès lors, elle est sa proie ; ce sera le souteneur qui favorisera ses tentatives d'embauchage : par des avertissements adroitement donnés, il signalera la venue toujours redoutée de la police et des agents des mœurs ; il sera l'agent complaisant qui aide au racolage. Enfin, de concert avec la fille, il conçoit et met à exécution les plans de chantage ; et on voit par là combien sa protection est utile à l'ignoble métier de la prostituée. Mais en revanche il se fait payer cette protection. Il exige une large part des bénéfices réalisés. Amant complaisant, il est rétribué de ses complaisances. La vie de ces hommes est une longue suite de turpitudes, de violences et d'infamies. A ce seul titre le souteneur est un fléau social dangereux.

Mais ce n'est pas tout: le souteneur, qui est l'initiateur souvent et l'appui toujours du vice glisse dans le crime par des affaissements successifs. L'appât de l'argent le pousse aux derniers actes, et on sait bien que l'assassinat est le dénouement presque fatal de ses agissements. Il a du reste plusieurs cordes à son arc. Lorsque la police a, dans une rafle, débarrassé la rue des prostituées qui la déshonorent, elle n'a pas pour cela enlevé le gagne-pain du souteneur. Celui-ci se rabat sur l'agression nocturne, le vol et le cambriolage. On connaît trop bien par les récits continuels des journaux, ces attaques quotidiennes, non seulement dans les quartiers excentriques de Paris et des grandes villes, mais même dans les centres les plus fréquentés, et qui témoignent d'une audace inouïe.

De 1873 à 1893, la Cour d'assises de la Seine a condamné à mort ou aux travaux forcés à perpétuité pour assassinat plus de cent souteneurs. La plupart d'entre eux n'avaient pas vingt ans. Quelques-uns sont demeurés tristement célèbres, et leurs crimes sont dans toutes les mémoires ¹.

La loi de 1885 a donc agi sagement en ran-

1. PUIBARAUD, ouvrage précité, p. 104 et 105.

geant dans la catégorie des vagabonds ces êtres ignobles et dangereux qui facilitent et favorisent la prostitution, qui n'est, comme l'a dit M. Reinach, « que le vagabondage des femmes ».

B. — Bonneteurs

Il ne faut pas confondre le délit spécial du bonneteur avec le délit prévu et réprimé par l'article 410 du Code pénal. En effet, comme nous l'avons dit, l'un des éléments essentiels pour que le vagabondage spécial commis par le bonneteur puisse être retenu contre lui est que le jeu illicite ait été organisé sur la voie publique. Au contraire, l'article 410 ne prévoit que la contravention aux règlements sur les maisons de jeu, c'est-à-dire les cercles ou maisons de jeu spéciales appelées les tripots. Il y a là deux délits bien distincts, si bien qu'antérieurement à la loi de 1885 le bonneteur restait complètement impuni.

Type de malfaiteur parisien, le bonneteur connaît admirablement la niaiserie de la foule qu'il exploite. De nombreux avertissements ont déjà été donnés au public par la police et par la presse. Mais l'appât d'un gain rapide, et il faut bien aussi l'avouer, la sottise hu-

maine, ont rendu illusoires les avertissements et les exemples.

On distingue trois espèces de bonneteurs, tous également dangereux, qui se désignent entre eux par des noms caractéristiques.

« La Cotterie » opère sur les avenues de Paris et les places publiques, les jours de fête. Les champs de fête de Neuilly, des Invalides, la foire au pain d'épice, la foire aux jambons, la berge d'Auteuil, en pullulent.

« Les Consolateurs » opèrent dans les trains de banlieue, au retour des courses. Ce sont eux qui essaient de voler les derniers écus des parieurs malheureux, sous prétexte de leur permettre de regagner leur argent.

« Les Castors » exercent leur métier dans les grands express, l'hiver, de Paris à Nice, Monte-Carlo, Monaco ; l'été, entre Dieppe, Trouville, Boulogne, les plages mondaines et Paris.

Le procédé du bonneteur est d'une simplicité sans pareille. Il opère avec trois cartes, deux noires et une rouge, qu'il place sur un tréteau ou même simplement sur ses genoux. Il s'agit pour le naïf qui s'y laisse prendre de trouver la carte rouge, le plus souvent l'as de cœur, parmi les deux cartes noires. Le bonneteur a un double talent. Par un

boniment plein de promesses, il séduit le public. Dans la foule qui l'écoute ou dans le wagon où il est installé, se trouve un compère (quelquefois même, il y en a plusieurs) qui fait la première mise de fonds. Naturellement, ce compère gagne, recommence l'enjeu, gagne encore, et la foule suit le mouvement.

Le second talent du bonneteur consiste à faire croire au badaud qu'il n'a pas perdu de vue l'as de cœur. Dans ce but, il emploie d'inqualifiables procédés. Ce sera, par exemple, le coup de la « cornanche », qui consiste à faire à la carte rouge une petite corne, en ayant l'air de vouloir se cacher du public, mais en faisant en sorte d'être bien vu. Le public, qui a aperçu ce tour, suit le mouvement de la carte cornée et met un fort enjeu, se croyant assuré du succès. Mais le bonneteur, en mêlant ses trois cartes, a, avec une habileté consommée, remplacé la corne faite à la carte rouge par une autre à la carte noire.

Ce sera encore le coup de la « marquouse ». Le compère fait sur la carte rouge une légère marque avec son doigt mouillé. Le bonneteur prend alors les cartes, les mêle longuement en redoublant de paroles, et donne ainsi à la marque le temps de sécher. Puis il fait pres-

tement sur une carte noire une marque pareille. L'or afflue sur le tapis, et le bonneteur ramasse tout. Le joueur, dépité de ses pertes successives, s'obstine de plus en plus ; il augmente sans cesse les sommes engagées, et ne s'arrête que lorsque son porte-monnaie est complètement vide. Souvent, à ce moment, il s'aperçoit qu'on l'a dupé ; mais il arrive aussi qu'en se retirant, il accuse la seule malchance, et rend mentalement hommage à la probité du joueur, son adversaire.

Quand les bonneteurs s'attaquent au riche public des plages et des courses, le mal est moins grand peut-être que lorsqu'ils dévalisent, dans les fêtes populaires, les ouvriers naïfs. Mais, en tout état de cause, ils commettent de véritables escroqueries par les procédés qu'ils emploient et les dupes qu'ils font¹.

C. — *Bookmakers.*

Nous les trouvons sur la plupart des champs de courses à côté des bonneteurs.

1. Nous avons sous les yeux des articles de journaux où sont racontées avec détails des scènes de bonneteau absolument révoltantes. On pourrait voir notamment : le journal *Le Temps* du 19 janvier 1886, le *Figaro* de la même date, le *Journal du Havre* du 17 janvier 1886, le *Figaro* du 11 novembre 1884, etc.

Leur attirail se compose d'un tréteau et d'une sacoche. Ce sont eux qui, dans la grande majorité des cas, font courir les faux bruits et les mauvais renseignements. Pendant ce temps, grâce aux paris auxquels ils ont fait suivre une fausse route, l'or afflue dans leur sacoche. Si la course est heureuse pour eux, ce qui arrive dans la plupart des cas, ils empochent l'argent du public. Que si, au contraire, avec leur grande habitude du sport, ils voient que l'issue sera désastreuse, leur léger attirail ne les embarrasse guère ; et, tandis que le public, attentif à l'arrivée au poteau, ne se préoccupe plus d'eux, ils n'hésitent pas à faire comme le cheval qu'ils ont trop fortement coté, c'est-à-dire à gagner du terrain. Quand le joueur heureux se précipite pour toucher le montant de son pari, le bookmaker est déjà loin. Le pari aux courses est, dans la plupart des cas, un vol organisé.

Au point de vue du délit spécial qui nous occupe, peu importe que la profession de bookmaker soit en elle-même une escroquerie ; par le fait même qu'un jeu est pratiqué sur la voie publique sans autorisation, ce jeu est illicite, et tombe sous le coup du paragraphe final de l'article 4 de la loi de 1885. M. Waldeck-Rousseau l'a formellement dit dans son exposé

au Sénat (séance du 13 février 1885). Nous irons même plus loin, avec M. Garraud, en disant que, si le jeu public constitue une escroquerie, il devra de ce chef faire l'objet d'une prévention spéciale.

La loi du 2 juin 1891 a autorisé le fonctionnement du pari mutuel, et l'a soumis à certaines réglementations. Le pari mutuel, en effet, présente les plus sérieuses garanties de solvabilité, et paie d'importants prélèvements à l'assistance publique.

Cette même loi du 2 juin 1891, postérieure par conséquent à la loi de 1885, qui a créé les vagabonds spéciaux, frappe les parieurs des peines de l'article 410 du Code pénal. Comme, d'un autre côté, il est incontestable qu'ils tombent sous le coup de l'article 271, la loi est armée contre eux d'une double pénalité.

De très récents incidents ont servi en quelque sorte de consécration officielle au système que nous venons d'exposer. Le Préfet de police fit expulser les bookmakers du champ de courses d'Auteuil. De là, grand émoi ; les parieurs, mécontents, se rendirent chez le Préfet pour lui remettre une pétition. Le Préfet de police répondit qu'il avait appliqué purement et simplement les lois existantes, et qu'il ne pouvait rien y changer. Les

bookmakers n'ont pas été poursuivis, mais on eût pu le faire. Leur pétition, tendant à une réforme de la loi, a été remise par le Préfet de police aux pouvoirs publics, et il n'y a pas été fait de réponse.

§ 2

DE QUELLES PEINES EST PUNI LE VAGABOND ?

Nous savons à présent à quelles conditions on est vagabond simple, vagabond qualifié ou vagabond spécial. Ce qu'il nous importe de connaître maintenant, ce sont les dispositions répressives de la loi en ce qui concerne chacune de ces catégories de délinquants. En d'autres termes, de quelles peines la loi actuelle punit-elle le vagabond ?

Pour examiner ces pénalités, il nous faut distinguer entre les majeurs et les mineurs, d'une part, et entre les Français et les étrangers, de l'autre.

A — *Français mineurs*

C'est une question fort grave et fort complexe, et peut-être l'un des problèmes sociaux les plus difficiles à résoudre que l'étude de

l'enfance vagabonde : « L'enfance criminelle et vagabonde est la source aujourd'hui reconnue, féconde et certaine, de ce monde d'adultes criminels contre lesquels la Société a à se débattre en vain par des moyens dont on ne peut que déplorer l'insuffisance ¹. »

Le Code pénal de 1810 ne renfermait aucune disposition relativement au vagabond mineur de seize ans. C'est pourquoi, on avait beaucoup agité la question, aujourd'hui sans importance, de savoir si le vagabondage pouvait être relevé contre les mineurs. Une loi du 25 avril 1832 a mis fin à cette controverse en ajoutant à l'ancien article 271 un paragraphe ainsi conçu : « Néanmoins, les vagabonds, âgés de moins de seize ans, ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement ; mais, sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront renvoyés sous la surveillance de la haute police jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis, à moins qu'avant cet âge, ils aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre et de mer. »

A son tour, la loi du 27 mai 1885 a supprimé la surveillance de la haute police, et l'a

1. Discours de M. Vidal, professeur à l'Université de Toulouse, dans son rapport au congrès pénitentiaire international d'Anvers, en 1890.

remplacée par l'interdiction de séjour. Il faut combiner ces textes avec l'article 66 du Code pénal.

La première question qui se pose en matière de minorité, pour le délit de vagabondage comme pour les autres, est celle du discernement. On l'a contesté, et quelques auteurs, notamment MM. Chauveau et Hélie, ont soutenu un système opposé. Pour ces auteurs, l'article 271, § 2, déroge à l'article 66. En effet, disent-ils, l'article 271 est écrit spécialement pour les mineurs de seize ans, et il ne parle pas de la question de discernement. Or, ce texte se suffit à lui-même puisqu'il est écrit pour un cas spécial, celui des mineurs de seize ans, et vous ne pouvez invoquer un texte général, en vertu de l'adage *Specialia generalibus derogant*.

Cet argument ne nous touche guère. L'article 66 est applicable au mineur vagabond, parce qu'il constitue un principe général, et on ne peut, sauf abrogation spéciale, priver les mineurs des dispositions générales qui les concernent. Et notre raisonnement sera d'autant plus fort, que nous sommes en matière pénale, et que la solution la plus favorable à l'accusé doit toujours être préférée.

Notre argumentation est aussi étayée par

la circulaire ministérielle du 4 janvier 1889, dans laquelle M. le Garde des Sceaux recommande aux Procureurs et substituts, de requérir le plus souvent possible un jugement de non-discernement: « Il est préférable de solliciter du tribunal l'acquittement de ces mineurs, comme ayant agi sans discernement et leur envoi, en correction pendant un temps assez long pour qu'il soit possible d'espérer leur amendement. » C'est donc que la question du discernement doit être posée.

Dès lors, de deux choses l'une : ou bien le tribunal estimera que le mineur vagabond a agi sans discernement, et la conséquence sera l'acquittement du prévenu ; ou bien il jugera que celui-ci a agi en connaissance de cause, et il appliquera les pénalités dont nous allons nous occuper, et qui diffèrent de celles des majeurs.

L'acquittement du mineur n'entraîne pas pour cela son élargissement complet. Le tribunal peut, il est vrai, remettre purement et simplement l'enfant à ses parents, et ce sera le parti le plus sage lorsque les parents réclameront leurs enfants et offriront de sérieuses garanties morales, et surtout lorsque l'enfant sera très jeune et n'aura fait antérieurement l'objet d'aucune poursuite.

Mais le tribunal peut aussi, conformément à la loi du 25 avril 1832, renvoyer l'enfant en correction jusqu'à l'âge de vingt ans.

Quand il est jugé que le mineur a agi avec discernement, l'article 271 contient en sa faveur une disposition spéciale : aucune peine d'emprisonnement ne pourra être prononcée. Le mineur sera renvoyé sous la surveillance de la haute police (aujourd'hui interdiction de séjour), pour une durée de cinq à dix ans. Mais on voit dès à présent apparaître une contradiction et presque une injustice dans les termes de la loi. En effet, le mineur qui a agi sans discernement peut être envoyé en correction jusqu'à l'âge de vingt ans, tandis que celui qui a agi avec discernement ne pourra être frappé que de l'interdiction de séjour. On astreint à de longues années de détention et on espère amender celui qui est le moins coupable, tandis qu'on laisse en liberté celui qui a fait preuve d'une perversité précoce (puisqu'il a agi avec discernement), sans s'occuper davantage de son amendement.

L'interdiction de séjour dont serait frappé le mineur de seize ans cesserait de plein droit par l'engagement que contracterait ce mineur dans les armées de terre et de mer. La loi du 15 juillet 1889 a ainsi fixé l'âge des engage-

ments volontaires : 16 ans pour les engagements dans l'armée de mer, et 18 ans pour l'armée de terre.

Cet énoncé des peines applicables au vagabond mineur ne suffit pas. Il faut savoir ce que le législateur a tenté pour prévenir le vagabondage de l'enfant. Dans cet ordre d'idées, il faut citer trois lois importantes : celle du 7 décembre 1874, celle du 24 juillet 1889, et enfin celle du 19 avril 1898.

Comme le disait fort bien un éminent avocat,¹ « le vagabondage est intolérable chez l'enfant. L'enfant n'a pas droit à la liberté, ou du moins à l'indépendance. A côté de chaque enfant, il doit exister un responsable. » Cela est incontestable. Aussi la loi du 7 décembre 1874, dont l'application n'est pas assez fréquente, est-elle ainsi conçue :

« Les pères, mères, tuteurs ou patrons qui auraient livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis, âgés de moins de seize ans, aux individus exerçant les professions ci-dessous spécifiées (acrobates, saltimbanques, charlatans, etc...) ou qui les auront placés sous la conduite des

1. Discours prononcé le 2 avril 1898 par M. Wulfran Jauffret, bâtonnier des avocats de Marseille.

vagabonds, des gens sans aveu ou faisant le métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article 1^{er} (emprisonnement de 6 mois à 2 ans et amende de 16 francs à 200 francs). La même peine sera applicable à quiconque aura déterminé les enfants âgés de moins de seize ans à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre les individus de professions susdésignées... »

Cette loi punit des mêmes peines le trafic et l'abandon d'enfants, sans distinguer entre les cas où l'abandon a eu lieu gratuitement et celui où il a eu lieu à prix d'argent. En effet, si précaire que soit la position des parents pauvres, leur devoir est le même à l'égard des enfants. Elle punit aussi les personnes qui ont provoqué les enfants à quitter le domicile paternel ; mais elle ne fait pas pour cela double emploi avec l'article 354 du Code pénal, qui prévoit les détournements de mineurs. M. Lenoël, député, rapporteur de la loi de 1874, s'est formellement expliqué sur ce point ¹. La loi que nous indiquons ne punit que les manœuvres « plus ou moins capiteuses qui ont pour but de déterminer l'enfant à quitter ses parents ».

1. Séance du 7 décembre 1874. *Journal officiel* du 8 décembre 1874.—D. P. 1875, 4, 57, note 1.

Cette loi, bien qu'excellente en théorie, n'a qu'une application pratique très restreinte. Il faudrait, pour étendre son champ d'application, surveiller étroitement les foires et fêtes publiques. Les Parquets arriveraient ainsi à connaître nombre de délits de ce genre.

La loi du 24 juillet 1889 est, dans le même ordre d'idées, une loi protectrice des mineurs; elle est intitulée : « Loi sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ». Antérieurement à cette loi, les tribunaux n'étaient investis, en ce qui touche la protection des enfants, que de pouvoirs très restreints. Ils pouvaient priver le père ou la mère du droit de garde pour en confier l'exercice à une autre personne, parente ou étrangère, quand l'enfant était en butte, au foyer paternel, à des traitements mauvais, de nature à compromettre sa vie ou même sa santé, ou quand l'enfant était témoin chez ses parents de scènes offensantes pour ses mœurs. Mais c'était tout : le tribunal ne pouvait aller au delà du droit de garde, ni retirer aux parents indignes, d'une façon complète, la puissance paternelle.

Le Code pénal de 1810 avait bien introduit dans nos lois un cas de déchéance partielle contre les pères et mères condamnés pour

avoir excité, favorisé ou facilité la prostitution ou la corruption de leurs enfants. (Art. 335, al. 2, C. p.) Mais il y a bien d'autres cas d'indignité que ceux-là. Et, même dans les cas prévus par l'article 335, les parents indignes n'étaient déchus de la puissance paternelle que vis-à-vis des enfants corrompus, sans la perdre à l'égard des autres enfants. La loi de 1889 a posé le principe de la déchéance de la puissance paternelle, en énonçant les cas dans lesquels cette déchéance est obligatoire et ceux dans lesquels elle est facultative.

Dans l'article 1^{er} sont énoncés les cas de déchéance de plein droit, et dans l'article 2 les cas de déchéance facultative. Sans entrer dans l'énumération de tous les cas prévus par la loi, nous pouvons les analyser et résumer de la façon suivante, en ce qui concerne le vagabondage des enfants, le seul point de vue auquel nous devons nous placer. Ce sont des cas de déchéance facultative.

Les pères et mères condamnés deux fois pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants, ou pour vagabondage, ou condamnés une seule fois par application de la loi du 7 décembre 1874, dont nous venons de parler, ou bien enfin ceux dont les enfants ont été envoyés en correction, peuvent

être déchus, à l'égard de leurs enfants et descendants, de la puissance paternelle et de tous les droits qui s'y rattachent.

Une même idée ressort de tous les cas que nous venons de citer.

La loi enlève aux parents indignes toute espèce de droits sur leurs enfants, pour soustraire ceux-ci aux mauvais conseils et aux mauvais exemples. Cette idée s'affirme davantage dans le dernier paragraphe de l'article 2, ainsi conçu : « En dehors de toute condamnation, seront déchus..... les pères et mères qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par des mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants. » On peut donc dire avec raison qu'en vertu de ce texte, les tribunaux ont un pouvoir de contrôle très étendu sur l'éducation que les parents donnent à leurs enfants. Non seulement ils peuvent sévir quand il est intervenu contre les parents une condamnation pour tel fait déterminé, mais même en dehors de toute condamnation, leur pouvoir s'exerce sur le *modus vivendi* des parents.

La jurisprudence est même allée très loin dans cette voie, et elle a déclaré déchue de la puissance paternelle un père qui laissait man-

quer son enfant des choses nécessaires à la vie¹. On a critiqué, avec raison, cette décision en disant que c'est là donner une extension exagérée à la loi pénale, qui est pourtant d'interprétation rigoureuse.

L'action en déchéance est intentée par les parents jusqu'au degré de cousin germain, ou par le Procureur de la République. C'est là le cas le plus fréquent. Le tribunal prononce en chambre du conseil, après avoir entendu les parents indignes et les témoins cités à l'appui de la requête.

L'effet de la déchéance est absolu : ce n'est pas seulement vis-à-vis de l'enfant qui a été maltraité que les parents sont déchus de la puissance paternelle, mais c'est encore vis-à-vis de tous les autres enfants qu'ils peuvent avoir. Et la loi leur enlève, avec l'exercice de la puissance paternelle, la jouissance même de cette puissance.

Quel sera le nouveau protecteur de l'enfant ? La loi a voulu laisser au tribunal une pleine et entière liberté. Si c'est le père qui est déchu, la mère peut être investie de la tutelle, mais elle ne l'est pas obligatoirement.

1. Agen, 6 février 1889 (D. 99, 2, 25, et la note de M. de Loynes).
— C. p. r. DIDIER, *Étude sur la loi du 24 juillet 1889* (*Le Droit* du 31 décembre 1893.)

Les juges apprécieront s'il y a lieu de redouter en ce cas l'influence du père. Si la mère n'est pas, pour une cause ou pour une autre, investie de la tutelle, le tribunal est encore libre de la constituer dans les termes du droit commun, et alors on est en présence d'une tutelle dative, ou de la confier à l'assistance publique.

La loi semble préférer la tutelle conférée à des tiers. Elle a voulu, en effet, favoriser le tuteur désigné par le tribunal en affranchissant ses biens de l'hypothèque légale. Elle lui laisse aussi la liberté d'accepter ou de refuser son mandat.

Si le tribunal le veut, il confie la tutelle de l'enfant à l'assistance publique. Celle-ci retient la tutelle, mais peut confier la garde de l'enfant à des établissements, et même à des particuliers. Toute personne peut solliciter du tribunal que la garde de l'enfant lui soit confiée ; en ce cas, la tierce personne devient un tuteur officieux.

Cette loi de 1889 constitue une garantie des plus sérieuses pour les enfants. Elle est d'une application très fréquente, et permet de donner une éducation et d'apprendre un métier à nombre d'enfants qui, sans elle, seraient livrés au vagabondage.

La loi du 19 avril 1898 a complété les mesures de protection en faveur des enfants. Il s'agit dans cette loi des cas où des crimes ou délits ont été commis par des enfants ou sur des enfants, et où le juge d'instruction est saisi. Ce sera le cas le plus fréquent. En effet, par une circulaire du 31 mai 1898, M. Miliard, alors Garde des Sceaux, recommande aux Procureurs de saisir dans la plupart des cas le juge d'instruction lorsqu'il s'agit de mineurs, et d'éviter le plus possible la procédure de flagrant délit.

D'après la loi nouvelle, le juge d'instruction a un plein pouvoir d'appréciation pour fixer le sort de l'enfant mineur pendant le cours de l'instruction, soit que ce mineur ait commis des crimes ou des délits, soit qu'il en ait été commis sur lui. Le juge statue par une ordonnance qui a pour but de confier à un tiers la garde de l'enfant; pour cela, le juge prend l'avis du Procureur de la République. La garde sera confiée soit à un parent, soit à un tiers, soit à l'assistance publique. La loi indique une série de personnes auxquelles est réservé le droit de faire opposition à cette ordonnance. Ces personnes sont les parents jusqu'au 5^e degré, le tuteur ou le subrogé tuteur et le ministère public. Au cas d'op-

position, le tribunal civil statue en chambre du conseil.

Il ne faut pas perdre de vue que le juge d'instruction n'a à statuer sur la garde du mineur que d'une façon provisoire ; c'est le tribunal ou la Cour saisie du délit ou du crime qui règle d'une manière définitive la garde de l'enfant. C'est donc la juridiction correctionnelle ou criminelle qui confie la garde de l'enfant, soit à un tiers ou parent, soit à l'assistance publique. Mais il ne s'agit ici que de la garde, et il n'est en rien dérogé à la loi de 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle.

Ces mesures prises pour la protection des mineurs sont-elles assez énergiques pour supprimer radicalement le vagabondage de l'enfant ? Nous ne le croyons pas, et nous verrons plus loin ce qu'a fait à cet égard l'étranger, et ce qu'on propose chez nous.

B. — *Français majeurs*

Il résulte de l'ensemble de la législation que trois peines différentes sont applicables au vagabond : l'emprisonnement, l'interdiction de séjour et la relégation. Mais, si on

examine le fond des choses, il n'y a en réalité qu'une peine efficace : l'emprisonnement. En effet, l'interdiction de séjour est sans portée au point de vue de la répression du vagabondage. Qu'importe au vagabond que l'accès de telle ou telle contrée lui soit interdit ? C'est précisément un des traits essentiels de son caractère que de promener du nord au sud et de l'est à l'ouest sa vie oisive ; si le nord lui est interdit, il séjournera dans le midi. La peine accessoire de l'interdiction de séjour a remplacé, en vertu de l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885, la surveillance de la haute police abolie. C'est une peine accessoire qui suit *inévitablement* la condamnation principale pour vagabondage. Sa durée est de 5 ans au moins et 10 ans au plus.

La relégation n'a guère plus d'efficacité que l'interdiction de séjour, et cela pour plusieurs raisons. La première est que le champ d'application de cette peine est véritablement trop restreint. La loi de 1885 ne frappe le vagabond que lorsque au délit même de vagabondage viennent s'ajouter d'autres crimes ou délits. L'article 4 de la loi, énonçant limitativement les cas dans lesquels la relégation est encourue, pose en principe que le vagabondage simple ne peut servir de base à une

condamnation perpétuelle. Le vagabond ne sera relégué que dans les conditions suivantes :

1° S'il a encouru une condamnation aux travaux forcés ou à la réclusion avant de commettre le délit de vagabondage, et, en outre, s'il a été condamné deux fois pour vagabondage *qualifié*. De plus, certaines circonstances aggravantes du vagabondage ne comptent pas pour la relégation. Ainsi, le port de valeurs supérieures à 100 francs et le port de faux papiers sont écartés.

2° S'il a subi quatre condamnations à plus de trois mois d'emprisonnement pour vagabondage qualifié. Le vagabondage simple est écarté.

3° S'il a subi sept condamnations, dont deux au moins pour vagabondage qualifié, conformément aux articles 277 et 279 du Code pénal, et les cinq autres pour vagabondage simple ou pour infraction à l'interdiction de résidence.

On voit, par cet exposé, qu'un vagabond récidiviste pour la trentième ou même la centième fois ne peut être relégué, s'il n'a été condamné au moins deux fois pour vagabondage qualifié. La peine de la relégation est donc sans portée en ce qui concerne les

vagabonds simples ; elle n'a d'efficacité qu'en ce qui a trait au vagabondage qualifié.

Il y a une autre raison à donner de l'inefficacité de la loi : c'est que la relégation, telle qu'elle existe, est trop onéreuse pour les finances de l'État. Et des mesures d'ordre administratif eussent dû intervenir, afin que le vagabond transporté pût, par un travail rémunérateur et minutieusement réglé, indemniser l'État des dépenses consenties pour lui.

Reste l'emprisonnement. L'article 271 punissait le vagabond de trois à six mois d'emprisonnement comme peine principale. L'article 463 permet aux tribunaux, en accordant les circonstances atténuantes même au cas de récidive, de descendre pour l'emprisonnement même au-dessous de six jours.

Les règles du droit commun, telles qu'elles sont posées par la loi du 26 mars 1891, sont applicables au vagabondage en ce qui concerne la récidive. Il y a donc lieu de distinguer entre la grande et la petite récidive. Il y a grande récidive lorsqu'un vagabond a déjà subi une peine d'emprisonnement de plus d'une année, et petite récidive lorsque la peine a été inférieure à un an.

Dans le premier cas, lorsque le vagabond aura, dans un délai des cinq années qui sui-

vront sa première condamnation, commis un nouveau délit de vagabondage, il sera passible d'une peine d'emprisonnement au moins égale au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Dans le second cas, le vagabond qui aura été condamné à une peine d'emprisonnement inférieure à un an, et qui commettra le même délit de vagabondage dans les cinq ans, sera passible d'une peine qui ne pourra être inférieure au double de celle qu'il a déjà subie, sans qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue.

L'article 58 du Code pénal, qui régit ainsi les cas de récidive, dispose *in fine* que les délits de mendicité et de vagabondage seront assimilés au point de vue qui nous occupe.

Pour fixer les idées sur cette matière obscure, donnons deux exemples, l'un emprunté à la grande, l'autre à la petite récidive.

Premier cas. — Un individu a été condamné à treize mois de prison pour vagabondage le 1^{er} juin 1893. Il est arrêté et condamné le 25 mai 1898 pour le même délit ou celui de mendicité : il encourra au moins les six mois de prison qui forment le maximum des articles 270 ou 274, et la peine pourra s'élever

jusqu'à douze mois, sauf l'application toujours possible de l'article 463 pour les crimes et délits du Code pénal.

Deuxième cas. — Un individu (vagabond ou mendiant, peu importe) a été condamné à un mois de prison le 1^{er} juin 1893. Il est repris en mai 1898 pour mendicité ou vagabondage: il encourra une peine d'au moins deux mois d'emprisonnement, sans que cette peine puisse dépasser douze mois. On ferait le même calcul, bien qu'avec un taux de peine différent, s'il s'agissait de vagabondage qualifié.

L'article 271 ajoute à la peine principale d'emprisonnement une peine accessoire de surveillance (aujourd'hui interdiction de séjour). La question de savoir si le tribunal peut, en déclarant un individu coupable de vagabondage, le punir seulement de l'emprisonnement sans le frapper également de l'interdiction de séjour, présente plus de difficulté. Certains auteurs ont soutenu que la peine accessoire de l'interdiction de séjour était obligatoire, et que le juge ne pouvait l'éviter, même en accordant des circonstances atténuantes. Ils argumentent des termes formels de l'article 271.

Depuis longtemps, la jurisprudence s'est fixée en sens contraire. La Cour de cassation,

par un arrêt du 13 septembre 1851, a jugé :
« Qu'aux termes de l'article 271, les vagabonds légalement déclarés tels doivent être cumulativement punis de l'emprisonnement et de la surveillance de la haute police ; que, dès lors, la surveillance (interdiction de séjour depuis 1885), dont l'application est non facultative, mais obligatoire, est une véritable peine, et qu'en affranchissant de cette peine le prévenu, au profit de qui des circonstances avaient été préalablement déclarées, l'arrêt attaqué a donné effet à l'article 463, et fait conséquemment de ce texte une exacte application ¹. »

Aujourd'hui encore, la jurisprudence de la Cour de cassation est fixée dans le même sens, et des arrêts des 19 février 1886 et 19 novembre 1892 ont décidé que, du moment où le tribunal accorde au prévenu des circonstances atténuantes, il peut se dispenser de le condamner à l'interdiction de séjour.

On a voulu aller plus loin et dire que le condamné à qui est refusé l'article 463 peut être dispensé de l'interdiction de séjour. C'est l'opinion de M. Garraud. La Cour suprême a

1. Voir Dalloz, *Jur. gén.*, v^o *Peine*, n^{os} 689 et suiv., et les arrêts rapportés en note.

repoussé cette théorie, en exigeant, pour que le condamné du chef de vagabondage puisse être légalement dispensé de l'interdiction de séjour, une déclaration préalable de circonstances atténuantes. Et c'est pour se dérober à l'inévitable application de cette peine accessoire qu'on voit, dans la pratique, les tribunaux accorder, même aux vieux récidivistes, le bénéfice de l'article 463. Ne serait-il pas anormal et contradictoire de voir la peine principale descendre au taux des peines de simple police, et la peine accessoire rester la même ?

Il peut se faire qu'un individu soit à la fois poursuivi pour vagabondage et pour un autre délit, le vol, par exemple. Si le second délit relevé contre le vagabond entraîne une peine plus forte que celle de l'article 271, que se passera-t-il ? Prenons, par exemple, l'article 401. Le tribunal décide que X... s'est rendu coupable de vol, et le condamne de ce chef à un an de prison. De plus, il retient contre lui le vagabondage, et, pour ce délit, le condamne à six mois : en vertu de la règle du non-cumul, la peine la plus forte seule doit être subie. Mais, si le tribunal refuse, du chef de vagabondage, les circonstances atténuantes, il devra inévitablement prononcer contre le prévenu l'interdiction de séjour. Nous venons de

voir, en effet, qu'au cas de refus de l'article 463, la peine accessoire du vagabondage suit forcément la peine principale. Et la jurisprudence décide que cette solution ne contredit pas la règle du non-cumul écrite dans l'article 365 du Code d'instruction criminelle ; de nombreux arrêts ont été rendus en ce sens ¹. C'est aussi l'opinion de la doctrine ².

Si le tribunal peut aggraver la peine en cas de récidive, il ne peut prendre de mesures administratives pour empêcher cette récidive. Ainsi, il ne pourrait enjoindre à un vagabond de retourner dans sa commune d'origine ou à son domicile de secours. Un jugement qui contiendrait une telle disposition encourrait la cassation, comme empiètement sur l'autorité administrative.

Le sort du vagabond condamné peut être changé par la réclamation ou la caution. L'article 273 décide que tout vagabond peut, après le jugement qui le condamne, être réclamé par la délibération du conseil municipal de sa commune d'origine. Si le gouvernement accueille la réclamation, le condamné sera renvoyé ou conduit, par les soins de l'administration, dans la commune qui l'a réclamé.

1. D. 47, 36, 8 ; D. 53, 1, 308.

2. BLANCHE, n° 307. — GARRAUD, n° 110.

Ce texte, dans la pratique, est demeuré presque lettre morte. Et pourtant, de quelle utilité serait son application ! Comme l'a dit fort bien M. Guillot, dans son livre sur les prisons de Paris, en pratique, « on se contente d'expédients... A peine un vagabond est-il arrêté, qu'on le condamne dans les formes les plus sommaires, sans presque savoir qui il est, d'où il vient, à quel pays, à quelle famille il appartient et pourquoi il est vagabond. Si, au lieu de sévir contre lui sur des renseignements pris à la hâte, on informait la famille, les autorités locales, de son arrestation, si on mettait celles-ci en demeure de le réclamer, bien des individus, évitant la condamnation qui les perdra à tout jamais, seraient rendus à la vie honnête. » Rien n'est plus exact. On cite à ce propos l'exemple de M. de Magnitot, préfet de la Nièvre sous le second Empire, qui avait obtenu d'excellents résultats par l'assistance communale et la réclamation des vagabonds par leur commune d'origine.

Et cependant l'article 273 est à peu près inconnu dans la pratique. Il est la reproduction du principe de l'article 3 du titre 3 de la loi du 24 vendémiaire an II : « Tout citoyen qui déposera entre les mains du receveur du

district une somme de cent livres pour répondre de la conduite ultérieure d'un mendiant détenu sans causes aggravantes, pourra obtenir son élargissement en s'adressant au tribunal compétent. »

Dans l'état actuel de nos lois, la commune d'origine du vagabond ou un citoyen solvable peuvent donc réclamer le condamné. Le Gouvernement a en ce cas un plein pouvoir d'appréciation et un droit de contrôle absolu.

Il est loisible également à un citoyen solvable, et nous ajoutons à un établissement public ou privé, qui réclame le vagabond, de consigner préalablement les fonds. Il suffit qu'il soit solvable, et, ici encore, l'administration exerce un pouvoir discrétionnaire. Quant au montant de la caution, il sera fixé par l'administration d'une part, et le citoyen réclamant de l'autre, contradictoirement.

Il faut de toute nécessité, pour que la caution ou la réclamation du conseil municipal soient agréées, qu'il soit intervenu, dit l'article 273, un jugement même passé en force de chose jugée. Il faut donc un vagabond, non pas en état de prévention, mais déjà condamné. La rédaction du texte ne laisse aucun doute sur ce point, et c'est évidemment à tort que quelques auteurs, notamment Carnot,

ont soutenu que la réclamation ou la caution pouvaient être antérieures à la condamnation. Les offres d'ailleurs ne font nullement disparaître le délit. N'était la rédaction formelle de l'article 273, nous nous rallierions volontiers à l'opinion de Carnot. Car enfin, pourquoi la société, qui a le droit de renoncer à une condamnation qu'elle considère désormais comme inutile en présence de la garantie morale offerte, n'aurait-elle pas celui de renoncer aux poursuites ? Mais, respectueux de la loi, nous préférons nous en tenir à la lettre du texte, et nous estimons que l'article 273, critiquable à ce point de vue, ne laisse aucune place cependant à une interprétation autre que celle-là.

Il faut dans tous les cas que le condamné, de son côté, accepte la réclamation ou la caution.

Les effets de la réclamation et de la caution seront les suivants : la condamnation demeure sans effet, en ce sens que la peine ne sera pas subie. Le vagabond ne peut même pas être astreint à résider dans telle commune ; il reprend son entière liberté.

C. — *Étrangers.*

En ce qui concerne les étrangers, la loi ne saurait être ni trop rigoureuse ni trop vigilante. Les États sont envahis par un nombre véritablement inouï d'étrangers.

Les statistiques à cet égard sont effrayantes. Il y a quelques années, M. le Baron de Livois, alors président de l'Œuvre de l'hospitalité de nuit, constatait que, du 2 juin 1878 au 31 décembre 1887, l'œuvre avait abrité 7.422 Suisses, 15.494 Belges, 17.197 Allemands, 4.371 Italiens, soit, sans parler des autres nationalités, 44.474 individus étrangers, en neuf ans.

De nos jours, l'augmentation s'est encore fait sentir. Il y a actuellement en France, d'après le dernier recensement, 1.130.211 étrangers, dont 465.870 Belges, 286.042 Italiens, 77.000 Espagnols. Sur ce nombre, beaucoup, il est vrai, sont d'excellents ouvriers et forment un contingent utile à notre industrie nationale; mais combien aussi vagabondent sur le territoire et vivent au jour le jour, aux dépens de nos nationaux! La loi pénale assimile, au point de vue de la répression, les vagabonds étrangers aux vagabonds français. Toutefois,

elle permet de les expulser du territoire de la France.

Cette assimilation résulte de l'article 3 du Code civil, qui dispose que les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire de la France. Quant au droit d'expulsion, il est une conséquence de la souveraineté et de l'autonomie des États. Une loi du 28 vendémiaire an VI, article 7, conférait déjà au Gouvernement de la première République le droit d'expulsion, et l'article 272 du Code pénal, dans le même ordre d'idées et à un point de vue plus spécial, permet au Gouvernement d'expulser les vagabonds. Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'expulsion prévue par l'article 272 est une mesure purement administrative, et il n'appartient pas aux tribunaux de l'ordonner. Toutefois, l'administration ne pourra procéder à l'expulsion que lorsqu'il sera intervenu un jugement déclarant l'étranger en état de vagabondage.

Une controverse s'était élevée, sous l'empire du Code pénal, sur le point de savoir si le vagabond étranger expulsé du territoire français, et qui y rentrait sans l'autorisation du Gouvernement, était passible d'une nouvelle peine. Cette discussion n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, et a été définiti-

vement tranchée par une loi du 3 décembre 1849, article 8. « Tout étranger, dit cette loi, qui se serait soustrait à l'exécution des mesures énoncées dans l'article 272 du Code pénal, et qui, après être sorti de France par suite de ces mesures, y serait rentré sans la permission du Gouvernement, sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un mois à six mois. Après l'expiration de sa peine, il sera conduit à la frontière. »

Il est de jurisprudence constante que, depuis la loi du 3 décembre 1849, l'étranger expulsé du territoire après une condamnation pour vagabondage et qui rentre en France, ne commet pas le délit de rupture de ban, mais seulement l'infraction punie par la loi précitée d'un emprisonnement de six mois au plus. Il est incontestable que la loi de 1849, en édictant une peine spéciale pour le vagabond expulsé qui rentre sans autorisation, abroge implicitement les anciennes dispositions à cet égard.

Dans une circulaire du Ministre de la Justice, en date du 18 mai 1858, il était dit que l'étranger expulsé qui, au moment de sa rentrée, était encore sous le coup de la surveillance de la haute police (aujourd'hui interdiction de séjour), devait être considéré comme

en état de rupture de ban, c'est-à-dire devait tomber sous le coup de l'article 45 du Code pénal ; et, dans un but d'ordre public, le Ministre de la Justice recommandait alors aux Procureurs et substituts de requérir contre les vagabonds étrangers la peine accessoire de la surveillance. Mais la Cour de cassation a toujours refusé de se décider en ce sens. La loi de 1849 aurait, si on se conformait aux instructions de la circulaire ministérielle précitée, une portée beaucoup trop restreinte. C'est pourquoi la Cour suprême juge constamment que le vagabond étranger expulsé, qui rentre en France sans l'autorisation du Gouvernement, contrevient, non pas à l'article 45 du Code pénal, mais à l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849.

Nous voulons, en terminant, montrer dans l'article 272 une lacune très regrettable. Ce texte, en effet, ne fait aucune distinction entre les étrangers majeurs et mineurs, et permet à l'administration de les reconduire les uns et les autres à la frontière. Or, ainsi que nous l'avons dit, plus d'un million d'étrangers sont établis chez nous, et s'y livrent au commerce. Beaucoup de ces étrangers résidant en France ont des enfants mineurs ; si ceux-ci se font arrêter pour vagabondage (et le cas est

fréquent), ils sont conduits à la frontière ; mais comme, d'autre part, ils n'ont conservé aucune affinité avec leur pays d'origine et n'en parlent même pas le plus souvent la langue, ils y sont considérés comme Français, et renvoyés chez nous.

La situation de ces enfants mineurs est en effet très flottante. Les articles 7 et 9 du Code civil, modifiés par les lois des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893, disposent que les mineurs nés en France de parents étrangers sont réellement Français s'ils ont leur domicile en France à l'époque de leur majorité, et sauf leur droit de décliner leur qualité de Français à cette époque. De plus, le mineur étranger qui satisfait à nos lois militaires, et prend part aux opérations du recrutement sans opposer son extranéité, devient français. Or, on le voit, le procédé que nous indiquions tout à l'heure, et qui consiste à expulser le mineur dès qu'il se présente en France, met une entrave à l'acquisition par ces mineurs de la qualité de Français. C'est manifestement aller contre le vœu du législateur de 1889, qui pensait avec raison : « Qu'une bonne politique veut qu'on absorbe dans la nationalité française, si forte et si vivante, les étrangers qui viennent se fixer en France, toutes les fois que les cir-

constances de leur naissance et de leur séjour permettent d'espérer qu'ils deviendront des citoyens dévoués à leur nouvelle patrie ¹. »

En présence de ces difficultés, la jurisprudence a subi des fluctuations regrettables, et M. le conseiller Du Puy, après avoir cité, à titre d'exemples, les arrêts contradictoires rendus à la Cour d'Aix en moins de six mois, indique un excellent moyen de remédier à cette situation. Ce serait de soustraire à l'application de l'article 272 les enfants mineurs de parents résidant actuellement en France. Ces enfants sont en quelque sorte dans une période d'attente. Du parti qu'ils prendront au moment de leur majorité dépend leur qualité de Français. Il serait donc juste que, pendant cette période, le Gouvernement les prit sous sa protection ; mais, comme le dit M. Du Puy, « sous la condition résolutoire qu'ils ne déclineront pas la qualité de Français ».

Nous avons vu ainsi quelle est la situation faite au point de vue pénal au vagabond, selon qu'il est majeur ou mineur, français ou étranger.

Nous devons indiquer sommairement les pénalités en ce qui concerne le vagabondage

1. Travaux préparatoires de la loi du 26 juin 1889. — Voir aussi Du Puy, *Vagabondage et mendicité*, p. 77.

qualifié. Ces peines sont prévues par les articles 277 à 282 du Code pénal, dont l'interprétation ne saurait soulever aucune difficulté. Il nous suffira de dire qu'à chaque circonstance aggravante correspond un taux différent de pénalité.

Pour le port d'armes et d'instruments propres à commettre des délits ou pour le travestissement, la peine est de deux à cinq ans de prison. S'il ne s'agit que du port d'effets supérieurs à 100 francs, l'emprisonnement n'est que de six mois à deux ans. L'exercice de violences de la part d'un vagabond entraîne pour lui une peine de deux à cinq ans, et si, de plus, ce vagabond est travesti ou porteur d'armes et instruments, la peine est celle de la réclusion. Enfin, le port de faux papiers n'est pas puni d'une peine spéciale ; mais il entraîne toujours pour le vagabond le maximum de la peine encourue. L'article 282 ajoute que la durée de la peine accessoire de surveillance (lisez interdiction de séjour) est, dans tous les cas où sont relevées contre le vagabond les circonstances aggravantes qui constituent le vagabondage qualifié, de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

Tel est dans son ensemble le système de notre loi actuelle sur le vagabondage. Mais ce

n'est pas assez d'avoir exposé une législation ; il faut en outre l'apprécier. Avant de le faire, nous jetterons un coup d'œil sur les législations étrangères. Rien n'est plus instructif que cet examen. Chaque pays propose contre le vagabondage un remède différent. De plus, il faut bien l'avouer, nos voisins nous ont devancés dans la voie du progrès, et ce court aperçu de droit comparé n'en aura, au point de vue qui nous occupe, que plus d'importance.

CHAPITRE III

DROIT COMPARÉ

A. — *Allemagne*

En Allemagne, le vagabondage n'est qu'une contravention déférée à l'*Amtsgericht* tribunal de police présidé par l'*Amtsrichter*, sorte de juge de paix qui connaît de toutes les contraventions punies d'un maximum de trois mois de prison et de six cents marks d'amende (sept cent cinquante francs).

La définition du vagabondage allemand correspond exactement à celle du vagabondage français. C'est le fait de se déplacer de lieu en lieu sans moyens d'existence et sans gagne-pain. Les vagabonds sont punis de la peine du *Haft*, c'est-à-dire de l'emprisonnement de 1 jour à 6 semaines. Le travail est obligatoire pour le détenu; de plus (art. 362 du c. pénal allemand), il existe une peine accessoire d'internement pour deux ans au plus dans une maison de travail. L'Allemagne pos-

sède en ce moment soixante et une maisons de ce genre ; et, comme on n'y interne que les individus valides, le régime y est très sévère. Le plus important de ces établissements est à Rummelsburg. Les internés sont divisés en quatre catégories :

1° Ceux qui sont bien notés sont employés au service intérieur de la maison ;

2° Ceux qui sont détenus pour peu de temps travaillent à débiter du bois ;

3° On emploie dans les ateliers ceux qui connaissent un métier ;

4° Ceux qui n'ont pas d'état déterminé travaillent dans des fermes.

Les femmes sont employées à la couture, à la cuisine et à la buanderie.

En somme, l'internement dans ces maisons constitue la seule peine sérieuse ¹.

Il y a, à côté de ces maisons où le travail est obligatoire, des établissements d'éducation et de réforme pour les mineurs. Le code allemand de 1871, art. 55, décide que les mineurs de 12 ans ne seront jamais poursuivis. Jusqu'à 18 ans, se pose la question de discernement. L'enfant qui a agi sans discernement sera remis à ses parents, ou placé dans

1. Bulletin pénitentiaire, 1893, p. 1100 ; 1894, p. 49.

un établissement d'éducation, ou même envoyé chez des particuliers.

Les moyens préventifs sont fournis par l'assistance publique et par l'initiative privée.

L'assistance publique allemande est régie par la loi du 6 juin 1870. Cette loi pose le principe du droit au secours. Pour les invalides et les vieillards ce droit est absolu : il permet d'exiger de la commune dans laquelle le vagabond a un domicile de secours « un toit, les nécessités absolues de la vie, l'assistance médicale et une tombe décente. » Pour les valides, au contraire, l'assistance doit correspondre à un travail déterminé, à peine d'emprisonnement¹.

L'organisation de l'assistance a pour base la commune. Quand la commune ne peut suffire, elle se réunit aux communes voisines pour former une « Union de pauvres ». Cette union communale ne s'occupe que des individus qui ont acquis le domicile de secours. Dans chaque état de l'Empire, il existe en outre une ou plusieurs Unions charitables de territoires, qui s'occupent des individus dépourvus de domicile de secours.

Dans toute l'Allemagne, les vieillards et les infirmes sont secourus à domicile ou dans

1. *L'économiste français*, 1889, 2^e vol, p. 414, n^o du 5 octobre 1889.

les hôpitaux. L'assistance à domicile comprend des secours en nature et des secours en argent. Comme on le voit, l'assistance communale tient une large place dans l'organisation des secours publics en Allemagne. Cette organisation est pour les communes une source de très lourdes dépenses. Or, ce sont les communes elles-mêmes qui déclarent s'il y a ou non indigence chez les solliciteurs. Elles sont portées, pour ménager leur budget, ou bien à refuser les secours demandés, ou bien à chasser de leur territoire les vagabonds qu'elles craignent de voir tomber à leur charge. M. Grad, député au Parlement allemand constate cette tendance des communes, dans un article paru dans l'*Économiste français* 1 :

« On ne portera pas de jugement téméraire en affirmant que l'assistance obligatoire imposée par la loi de l'Empire laisse beaucoup à désirer. Ainsi, les relevés faits dans le royaume de Saxe pendant l'année 1880 mentionnent 645 communes rurales dans lesquelles il n'y a pas eu de secours publics donnés à des indigents. »

L'Allemagne possède une institution d'une physionomie très originale : ce sont les au-

1. *L'Économiste français*, 1889, 2^e vol., p. 414, article de M. Grad.

berges hospitalières, où les voyageurs peuvent consommer au prix de revient. Les gens valides dénués de ressources peuvent d'ailleurs être reçus dans les stations de secours, réparties au nombre de plus de deux mille et sur un plan uniforme sur tout le territoire de l'Empire. Mais cette institution périclité de nos jours. Le travail des hospitalisés étant très mal réglementé, et par suite à peu près improductif, les dépenses sont vite devenues exagérées. Une partie notable des frais retombent sur les communes, déjà trop lourdement frappées par les Unions de pauvres. Les stations de secours sont devenues aujourd'hui le refuge des vagabonds fainéants ; et, si l'Empire ne prend soin de les réglementer sévèrement et d'établir d'autres bases budgétaires, elles sont appelées à disparaître.

Une institution qui donne des résultats plus appréciables est celle des colonies agricoles, fondées en 1832, sur l'initiative de M. le Pasteur de Bodelsschwingh. Ces colonies sont ouvertes à tous sans aucune distinction. Mais cette institution relève de l'initiative privée¹.

Si l'on va au fond des choses, la législa-

1. M. le pasteur ROBIN, *Hospitalité et travail*, p. 146 et suiv. — *Le Correspondant* des 10 septembre et 10 octobre 1892. — *Revue pénitentiaire*, 1886, p. 814 ; 1895, p. 846.

tion allemande est loin d'être parfaite, L'exagération de l'idée d'assistance n'a produit qu'une amélioration très relative du sort des pauvres. Les stations de secours périlclitent, nous l'avons dit, et les communes, de leur côté, allègent autant qu'il leur est possible le lourd fardeau des Unions locales. Mais l'initiative privée est très développée. Les bureaux de placement sont largement ouverts ; l'éducation correctionnelle des enfants semble mieux réglémentée que chez nous, en ce sens que le mineur de douze ans n'est passible d'aucune peine. Mais cette éducation est loin de valoir celle de l'Angleterre : la promiscuité la plus défavorable règne, comme chez nous, entre les enfants innocents et les enfants pervers. D'un autre côté, les colonies de travail et les colonies agricoles fonctionnent au mieux. et c'est d'elles que l'on est en droit d'attendre les meilleurs résultats. Enfin, la loi répressive allemande a sagement agi en exigeant des détenus pour vagabondage un travail sérieux qui les épouvante.

B. — Angleterre

L'Angleterre et les États-Unis sont les deux pays du monde qui ont le plus travaillé

pour l'extinction du paupérisme. La loi anglaise du 14 août 1834, actuellement en vigueur, a créé les *workhouses*, que tout le monde connaît de nom ¹.

Le *workhouse* ou maison de travail est un établissement largement ouvert, où est reçu tout malheureux qui vient frapper à sa porte. Non seulement le vagabond isolé y est reçu, mais encore des familles entières y sont admises pour un seul jour comme pour plusieurs mois. Le principe est le suivant : rendre le séjour du *workhouse* le plus dur qu'il se pourra, afin d'éloigner les vagabonds valides de l'envie d'y venir chercher une existence oisive et facile. Aussi, pendant longtemps, le régime des maisons de travail fut-il de la dernière rigueur, à tel point que des hommes qui y avaient été admis commettaient à dessein des infractions à la discipline pour être envoyés en prison.

Un ministre anglais déclarait qu'il emploierait les réfugiés du *workhouse* un jour à creuser des trous et le lendemain à les combler, plutôt que de les laisser à rien faire. Et on a exagéré cette idée au point de mélanger

1. Sur le *workhouse*, Émile CHEVALLIER, *La loi des pauvres et la société anglaise*. Paris, Rousseau, 1895.

des fils de différentes couleurs afin d'occuper les pauvres à les trier. Le moral des réfugiés se ressentit tout naturellement de ce régime, et, en 1863, M. Louis Reybaud, qui a étudié la question de très près, écrivait¹ : « Un *workhouse* est un foyer d'infection dont nos dépôts de mendicité sont loin de fournir l'équivalent. Le sens moral est tout aussi effacé dans ces maisons que dans les prisons et les geôles. »

Les économistes anglais s'émurent de cet état de choses et le critiquèrent amèrement. Le régime des maisons de travail a été depuis quelques années amélioré. Mais on tend de plus en plus à éloigner des *workhouses* les pauvres ou vagabonds valides : c'est faire dévier l'institution de son but primitif, qui est l'assistance par le travail. Depuis le milieu du siècle, tandis que le nombre des vieillards et des infirmes admis dans les *workhouses* n'a cessé de s'accroître, — il était en 1850 de 133,000, en 1870 de 156,000, et en 1890 de 187,000, — le nombre des hommes valides qui y ont séjourné a sans cesse diminué. De 26,000 en 1850 et de 25,000 en 1870, il est tombé à 22,000 en 1890. Le *workhouse* devient une maison de repos.

1. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} juillet 1863.

Nous ne voulons comme preuve de cette assertion que les paroles mêmes d'un écrivain anglais ¹ : « Le *workhouse* est une indignité et une honte pour l'Angleterre. Rien de pareil ne se rencontre sur le continent européen. »

Depuis quelques années, le régime des maisons de travail a été complètement changé. On essaie de donner à l'institution un caractère d'œuvre charitable ; on ouvre la porte du *workhouse* bien plutôt à l'invalidé qu'au pauvre valide. Le *workhouse*, dans ces conditions, est de plus en plus détourné de sa destination primitive, qui était « d'assister par le travail ». Il tend davantage de jour en jour à devenir un hôpital ².

Au point de vue répressif, le vagabond est puni d'un mois de prison pour le premier délit, et jusqu'à un an au cas de récidive. On y ajoute même quelquefois la peine du fouet.

L'éducation des enfants est mieux réglementée que le travail des vagabonds valides. On tend de plus en plus à éloigner l'enfant du *workhouse* pour le placer dans des éta-

1. Cité par M. PÉRIN, *De la richesse dans les sociétés chrétiennes*, II, p. 383.

2. *Le journal des économistes*, n° de mai 1892. — OUBERT, ouvrage précité, p. 79.

blissements spéciaux que l'on peut ramener à quatre types ¹ :

1° Les *Day industrial schools*, où sont recueillis le jour les enfants dont les parents sont occupés au dehors toute la journée ;

2° Les *Truant schools*, pour les enfants de 6 à 14 ans qui font l'école buissonnière ;

3° Les *Industrial schools*, où on apprend un métier aux enfants majeurs de 14 ans dont les parents vagabondent ;

4° Les *Reformatory schools*, où sont placés les majeurs de 12 ans condamnés à plus de quinze jours de prison. Ces enfants restent dans ces établissements jusqu'à 18 ans.

Cette organisation a sur la nôtre l'avantage de séparer les enfants innocents des coupables.

L'institution du *workhouse* existe aussi aux États-Unis ; mais elle n'y est guère plus recommandable qu'en Angleterre. En 1885, une enquête fut faite dans le Maryland par M. Griffiths, président de la Société de patronage des Libérés. Cette enquête a révélé les

1. Bulletin pénitentiaire, 1878, p. 7, article de M. le pasteur Robin. — Bulletin pénitentiaire, 1886, p. 176, article du docteur Fohring. — Bulletin pénitentiaire, 1886, p. 751, article de M. Brueyre. — Bulletin pénitentiaire, 1893, p. 650, article de M. le major Griffiths.

lacunes de l'organisation des établissements qui nous occupent. « Les indigents, dit M. Griffiths, sont très mal logés. Les chambres et les lits sont sales et infestés par la vermine : on pourrait à peine y loger des animaux, et cet état de choses est une honte pour le pays. »

La situation morale n'est pas meilleure que la situation matérielle. La promiscuité la plus éhontée règne dans le *workhouse*, et le rapporteur de l'enquête que nous avons mentionnée, après avoir cité à l'appui de ses critiques l'exemple d'une femme qui avait eu dans ces établissements cinq enfants naturels, deux blancs et trois de couleurs, nous donne la véritable raison de cette organisation défectueuse. C'est le rôle exagéré des influences politiques dans le recrutement des fonctionnaires de l'assistance publique.

C. — *Italie*

Le système italien nous semble en théorie excellent ; en pratique, il donne des résultats détestables, à cause de l'état déplorable des finances de ce pays et de la misère des populations. Voici en résumé l'économie de ce système :

Le vagabondage est une contravention comme en Allemagne, et relève de la juridiction du préteur, ou juge de paix. Mais cette contravention, et c'est ce qui constitue l'originalité du système italien, n'est punie qu'en récidive. Lorsqu'un vagabond est arrêté pour la première fois, on le conduit devant le juge de paix. Ce magistrat lui impartit un délai pendant lequel le prévenu doit choisir un domicile, le faire connaître à l'administration et se mettre au travail. C'est cette injonction qu'on appelle l'*ammonizione*.

Si le prévenu obéit à l'*ammonizione*, et se met au travail dans le délai imparti, il ne sera pas puni. Si au contraire il se dérobe, il est puni de la peine de l'*arresto*, qui consiste à travailler dans des maisons créées dans ce but. En fait, ces établissements n'existent qu'en très petit nombre, et ne sont pas à comparer aux *workhouses* anglais. La loi italienne du 23 décembre 1888 a aussi établi pour les vagabonds la peine de confinement d'un à cinq ans dans telle commune indiquée par le jugement, ou dans les îles. En réalité, en aucun pays, on ne rencontre plus de gens errants qu'en Italie. Le séjour des détenus dans les maisons de travail est oné-

reux pour l'État, et c'est pour cette raison que l'*arresto* est très peu pratiqué.

L'*ammonizione* est le seul côté original de cette législation. Il nous paraît très juste et très utile d'impartir à tout vagabond un délai pour se mettre en règle. En effet, de deux choses l'une : ou bien le prévenu est un paresseux ou un oisif, et alors la loi sévira avec rigueur dès qu'on le reprendra ; ou bien c'est un ouvrier honnête qui ne demande pas mieux que de travailler, et alors il se mettra en règle le plus promptement possible en choisissant un domicile et un métier.

D. — *Hollande*

La Hollande a opposé au vagabondage le remède des colonies agricoles. En 1818, après la chute de Napoléon I^{er}, alors que l'Europe, épuisée par les guerres, commençait à se ressaisir, le Général Jean Van Den Bosch fonda la Société néerlandaise de bienfaisance qui prit pour devise : « Quiconque ne travaille pas ne mange pas. » De vastes domaines furent achetés, sur lesquels travaillent encore aujourd'hui de nombreux vagabonds.

Le but que l'on se proposait était de fournir du travail aux pauvres, et les terrains

incultes avaient été choisis afin que les adhérents pussent les défricher.

En 1819, la première colonie agricole était créée ; elle comprenait 346 colons, répartis en 52 fermes ¹. A l'heure actuelle, il existe en Hollande trois colonies agricoles, dont la situation financière est excellente.

D'abord astreints à un très dur travail et rigoureusement surveillés, les vagabonds dociles voient leur situation s'améliorer peu à peu. Ils finissent même par devenir fermiers à leur compte, et, à cet effet, il leur est alloué des terres moyennant un fermage minime. Il y a des maisons de ce genre à Weterbeeksloot, Ommerschams et Veenhuizen. Dans le même ordre d'idées, il faut signaler à Amsterdam l'existence de la maison des pauvres, où sont reçus les vagabonds après enquête. Cette enquête a pour but de vérifier si l'individu qui sollicite son entrée doit être assisté à domicile ou doit être hospitalisé. Pour les malades qui sortent des hôpitaux, la présentation d'un billet de sortie ou d'un certificat médical suffit à les faire admettre.

1. Sur la législation hollandaise, consulter : FUZIER-HERMANN, *Rép.*, v^o *Assistance publique*, n^{os} 3252 à 3260. — PASTEUR ROBIN, *Hospitalité et travail*, p. 129, et la *Revue pénitentiaire*.

Au point de vue répressif, le Hollande a, jusqu'en 1881, obéi aux règles de notre droit pénal français ; depuis le 1^{er} septembre 1886, elle a une loi nouvelle. Le vagabondage y est défini : « le fait de mener une vie errante, sans avoir de moyens d'existence. » C'est une contravention punie de douze jours de prison. Le vagabondage ne devient un délit que lorsqu'il est exercé en réunion ; alors, il est puni de 3 mois de prison.

En ce qui concerne les enfants, la minorité de dix ans entraîne une immunité absolue ; de dix ans à seize ans, se pose la question du discernement. Le tribunal peut, comme chez nous, tout en acquittant l'enfant, le renvoyer dans une maison d'éducation jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

Le côté le plus original de la législation hollandaise est le système du colonat employé par la société néerlandaise dont nous parlions tout à l'heure. Il est intéressant pour notre pays, qui possède de vastes colonies dont l'exploitation agricole est plus ou moins complète, de voir les vagabonds hollandais suivre dans la voie du travail une marche toujours ascendante. Le nouveau colon, soit isolé, soit en famille, fait d'abord un stage comme ouvrier. S'il donne des preuves de

capacité et d'économie, il peut devenir fermier libre ou *boër*, maître de lui-même, pouvant semer, récolter et vendre ses récoltes, « sauf obéissance au règlement général et paiement de petites sommes mensuelles, représentant le loyer de l'habitation et des terres, les soins médicaux et l'abonnement aux vêtements ». Les trois colonies hollandaises couvrent aujourd'hui un territoire de deux mille cent hectares, et occupent une population de deux mille vagabonds ou colons environ.

E. — *Belgique*¹.

Le 27 novembre 1891, sous l'heureuse inspiration de M. Le Jeune, alors ministre de la justice, les Chambres belges votaient trois lois qui forment, disait le rapporteur au Sénat, « un faisceau de dispositions législatives ayant pour but l'amélioration matérielle et morale du sort des membres de la classe ouvrière que le malheur ou la maladie mettent hors d'état de pourvoir à leurs besoins et à ceux de leur famille ». Ces lois sont celles sur l'assistance publique, l'assistance médicale, et la

1. PASSEMENTIER, *La répression du vagabondage et de la mendicité*, d'après la loi belge du 27 novembre 1891. Paris 1894, in-8.

répression de la mendicité et du vagabondage. Cette législation est sans conteste la plus parfaite de celles qui sont actuellement en vigueur, et c'est pourquoi nous jugeons indispensable de l'étudier avec quelques détails, à titre d'exemple.

Le juge de paix occupe dans cette législation un rôle prépondérant. Dès qu'un mendiant ou un vagabond est arrêté, on le mène devant le juge de paix, qui doit l'interroger dans les vingt-quatre heures. Après cet interrogatoire, l'inculpé est conduit à la prison la plus proche, qui est celle du canton ou de l'arrondissement.

Le juge de paix, de son côté, prend, au moyen du télégraphe, les renseignements les plus complets sur la situation passée et actuelle de l'individu arrêté. Et voici comment il les obtient: au ministère de la justice, à Bruxelles, il existe un casier central du vagabondage et de la mendicité¹. Tout vagabond arrêté ultérieurement fait l'objet d'une fiche spéciale à laquelle correspond un dossier. Les rapports des autorités judiciaires et administratives, les interrogatoires qu'il a

1. Bulletin de la commission pénitentiaire, juin 1895, p. 12.
— Bulletin de la commission pénitentiaire, avril 1895, p. 178 à 185.

précédemment subis, tout ce qui a été fait ou tenté pour son relèvement, les pièces inhérentes à sa précédente condamnation, son pécule de sortie, figurent au casier central. Dès qu'une arrestation survient, tous ces renseignements sont immédiatement communiqués au juge de paix compétent. Celui-ci se renseigne en outre près des autorités locales de la dernière résidence du prévenu.

On le voit, le juge de paix sait, dans un très bref délai, à quoi s'en tenir ; il connaît la condition exacte de l'individu qu'il a à juger, et c'est pourquoi la loi lui a donné la mission la plus étendue au point de vue judiciaire, administratif et social. Le juge de paix peut élargir ou condamner le prévenu ; au cas de condamnation, il peut prononcer jusqu'à sept années d'emprisonnement, et cela même sans appel.

Le juge de paix, lors même qu'il élargit le prévenu au point de vue pénal, peut ordonner l'internement du prévenu dans un établissement de l'État ; il a donc un véritable pouvoir discrétionnaire. Son rôle moral et social est considérable. Des comités de patronage fortement organisés mettent à la disposition du juge de paix des sommes importantes, que celui-ci répartit en connaissance de cause

avec la plus grande sagesse. A celui-ci, il remettra une somme pour regagner son domicile ; à cet autre, un secours passager pour l'aider à attendre du travail.

Il peut aussi faire interner les vagabonds dans des établissements de l'État. Ces établissements peuvent être distingués en trois catégories : les écoles de bienfaisance, les maisons de refuge et les dépôts de mendicité.

Les écoles de bienfaisance sont destinées aux mineurs de dix-huit ans. Le juge de paix, pour les faire interner dans ces établissements, n'a pas à se préoccuper de la question de discernement ; leur âge suffit à les y conduire. Les communes peuvent en outre, avec l'autorisation ministérielle et le consentement de la personne qui exerce sur l'enfant la puissance paternelle, faire admettre dans les écoles de bienfaisance tous les enfants mineurs.

L'organisation de ces écoles est de tous points admirable : le travail y est parfaitement organisé ; des maîtres capables apprennent aux enfants des métiers différents. Le gouvernement peut même autoriser, en vertu de la loi du 9 février 1897, le classement des jeunes pensionnaires chez des laboureurs et des artisans. Ici encore, près des directeurs

d'écoles comme près du juge de paix, se rencontrent des comités de patronage qui aident beaucoup au placement des jeunes détenus.

A côté des mineurs, il y a aussi les vagabonds invalides et les vagabonds professionnels et incorrigibles, que la loi belge a soigneusement distingués, et qu'elle envoie, les premiers dans des maisons de refuge, les seconds dans des dépôts de mendicité.

Le type des maisons de refuge est l'établissement d'Hoogstraten. Au milieu des sables de la Campine anversoise, s'élève une antique demeure féodale à pignons et à tourelles, entourée de fossés et de grands arbres. Ce vaste domaine, d'au moins quinze cents hectares, est celui d'Hoogstraten. Outre l'aménagement excellent de cette maison de refuge, le travail y est fort bien organisé pour ceux qui ont appris un métier et qui peuvent encore l'exercer. Mais, comme les maisons de refuge sont destinées surtout aux vagabonds malades et infirmes, le travail n'y est obligatoire que dans la mesure des forces de chaque individu. Le séjour ne peut y être ordonné pour une durée supérieure à un an ; mais il peut être prolongé, si l'infirmité ou la maladie subsiste après cette période de temps. Les frais de séjour sont, pour un tiers, à la charge

des communes dans lesquelles l'individu arrêté a son domicile de secours, pour un second tiers à la charge de la province dans laquelle cet individu a été arrêté, et enfin pour le troisième tiers à la charge de l'État.

Les dépôts de mendicité sont destinés plus spécialement aux vagabonds professionnels et incorrigibles. Ce sont aussi, il ne faut pas l'oublier, des maisons d'assistance où les indigents peuvent se présenter de leur propre mouvement. Aussi, l'établissement de Merxplas, qui est le type des dépôts de mendicité, prit-il, en 1881, en vertu d'un arrêté royal, le nom de Colonie agricole de bienfaisance.

L'établissement de Merxplas est bâti à neuf, fort bien distribué, d'une propreté remarquable et d'un aspect riant. La proportion des hospitalisés volontaires y est très minime par rapport au nombre des condamnés. En 1883, elle était seulement de 5 %; depuis cette époque, elle n'a cessé de diminuer : en 1890, il y avait trente-huit assistés contre deux mille cinq cent trente-cinq condamnés. Merxplas peut contenir quatre mille individus; et, de 1870, époque de sa fondation, jusqu'à 1891, il a fourni le chiffre colossal de neuf millions quatre cent vingt mille six cent cinquante journées.

L'organisation financière est tellement bien réglée, que chaque vagabond hospitalisé rapporte plus qu'il ne coûte. En effet, le domaine de Merxplas a coûté à la Belgique 1.500.000 francs. On a, dès le début, astreint les pensionnaires à un travail sévère, et ce sont eux qui ont construit les bâtiments actuels, qui valent aujourd'hui plus de 4.600.000. La plus-value est donc, en vingt ans, de 2.500.000 francs. L'entretien est très convenable et la nourriture y est saine et abondante. Les hospitalisés volontaires ou les condamnés peuvent gagner jusqu'à quatre sous par jour, et ils rapportent en outre à l'administration un bénéfice net d'au moins dix centimes ¹.

Malheureusement, la situation morale est moins bonne que la situation financière : si le vagabond travaille à Merxplas, il ne se relève pas. Les députés belges ne se font pas illusion à ce sujet, et l'un d'eux disait : « N'est-ce rien d'avoir un égout collecteur où s'amasse la fange des villes ? Là, elle salirait les villes ; ici, elle reste fange sans doute, mais elle fertilise les terres, ce qui est bien quelque

1. PASTEUR ROBIN, *La colonie agricole de Merxplas*, Revue pénitentiaire, 1891. — BRANTS, *Les mendiants et les vagabonds en Belgique*, *Réforme sociale* du 15 mai 1886.

chose ¹. » Et M. Wœste disait à la Chambre des représentants, dans la séance du 27 janvier 1886 : « Il n'est pas douteux, il est reconnu par tout le monde qu'au point de vue moral l'institution est détestable. Enfermer à la colonie les gens faibles, mais non encore pervertis, c'est les corrompre à jamais, et leur rendre presque impossible de reprendre jamais un rang honorable dans la société. »

Le grand inconvénient de l'établissement de Merxplas, comme des autres dépôts de mendicité, est la promiscuité entre les vagabonds condamnés et les hospitalisés volontaires. Il est vrai que M. Le Jeune a remédié à cet inconvénient en faisant voter une loi aux termes de laquelle le gouvernement est autorisé à fonder des maisons de refuge affectées uniquement aux malheureux que leur âge ou leurs infirmités mettent hors d'état de travailler, ou à ceux dont la commune autorise l'hospitalisation. Mais, en fait, la promiscuité subsiste en grande partie, et le souteneur coudoie souvent l'ouvrier honnête et sans travail.

Telle qu'elle existe, la législation belge a donné de bons résultats. Non seulement le pays est débarrassé des bandes de vagabonds

1. Ouvrage de M. Brants, professeur à Louvain.

qui le parcouraient, mais le nombre des condamnés enfermés dans les maisons dont nous avons parlé diminue sans cesse. Ainsi, en 1891, le nombre des entrées dans les dépôts de mendicité ou les maisons de refuge fut pour les hommes de 16.571 ; en 1892, il s'abaisse à 12.231 et, en 1893, à 7.803 ¹.

En 1894, le nombre des internements à Merxplas était de 48 % inférieur à celui de 1891, et depuis il a encore diminué.

Mais le plus grand avantage est la parfaite organisation financière que nous avons signalée. L'État n'a pas, de ce chef, de dépenses à effectuer ; le vagabond rapporte plus qu'il ne dépense. Il est à souhaiter pour la nation belge que la question morale soit soigneusement étudiée et pratiquement résolue. C'est à notre sens la plus grave critique qu'on puisse faire.

F. — *La Suisse*

Au point de vue répressif comme au point de vue préventif, la législation suisse présente une physionomie très particulière qui peut se caractériser en deux mots : les maisons de répression sont merveilleusement

1. M. DRIoux, Bulletin pénitentiaire, 1896, p. 45.

organisées. Dans certains cantons fonctionne l'assurance obligatoire contre le chômage.

Le 1^{er} janvier 1873, la maison de répression du Devens (canton de Neuchâtel) était ouverte aux vagabonds condamnés. Le code pénal de ce canton avait, en prévision de cette ouverture, modifié les pénalités prononcées contre les vagabonds. Une loi de 1868, modifiée par une de 1874, changea la peine d'emprisonnement en une autre peine d'internement dans la maison du Devens. La durée de cet internement est d'un an au minimum, et le maximum n'est que de deux ans ¹.

Le domaine du Devens se compose de deux parties distinctes : de vastes bâtiments, très sains et bien aérés, et des terres aujourd'hui bien cultivées, mais qui, au début, étaient incultes et stériles. Ce sont les internés eux-mêmes qui ont mis en valeur les terrains. Des routes ont été construites et plantées d'arbres, des canaux creusés pour l'irrigation, les terres fumées et soigneusement cultivées. La plus-value des terrains s'est élevée en vingt-cinq ans au chiffre de 70.000 francs, et encore c'est la première période, c'est-à-dire celle où il a fallu payer

1, Décret du 24 mars 1885, canton de Neuchâtel.

les frais d'acquisition et d'installation, qui ont été très élevés.

A Payerne, dans le canton de Vaud, on a tenté la même expérience qu'au Devens, et les résultats ont été les mêmes. Dans le canton de Vaud, comme dans celui de Neuchâtel, on a commencé par changer en internement la peine d'emprisonnement.¹ La durée de cet internement est de six mois à trois ans. Les condamnés sont envoyés sur la colonie, qui est aujourd'hui très florissante. Le sol a été défriché par les colons, assaini par le drainage et par la fumure, et la plus-value qui a résulté de ces travaux est très considérable. Ce sont les colons qui ont élevé les bâtiments d'habitation.

Les mêmes expériences ont été faites à Orbe et avec le même succès. La colonie a été placée dans un pays où des travaux de la plus grande importance étaient à effectuer. Les deux rivières qui arrosent ce pays ont été détournées de leur lit primitif²; les grèves d'Yvonand ont été défrichées, et des routes ont été construites. Plus de cent colons travaillent aujourd'hui sur ce domaine. Ils sont

1. Décret du 21 janvier 1885. Canton de Vaud, loi 18 mai 1876, art. 6.

2. Le Talent et le Nozon.

occupés à achever les grands travaux dont nous venons de parler, et ils cultivent en outre les vastes terrains qu'ils ont rendus fertiles.

Les résultats financiers sont excellents au Devens, comme à Payerne et à Orbe. La plus-value donnée aux domaines est considérable, et couvre à peu près un cinquième des frais d'entretien de ces établissements. La maison du Devens a été prise à ferme par des communes du canton de Neuchâtel; la maison de Payerne est à la charge de l'État, mais les dépenses sont très minimes. Presque tout, à l'exception des matières premières, est fabriqué par les colons, qui subviennent ainsi à leur propre entretien. Les résultats de la colonie d'Orbe sont encore meilleurs : non seulement les colons ne coûtent rien à l'État, mais celui-ci réalise des bénéfices de plusieurs milliers de francs par année sur le travail produit.

Ces exemples sont de nature à inspirer le législateur français. Et il est bon de noter que, dans les colonies suisses, ce ne sont pas seulement les condamnés qui travaillent; on y admet aussi les indigents qui viennent volontairement y chercher un refuge. Il suffit, pour apprécier les excellents résultats de cette sage organisation, de traverser la Suisse:

on n'y voit pas de mendiants et de vagabonds. Le mal est enrayé par les colonies agricoles.

La Suisse a été moins heureuse dans ses tentatives pour empêcher le chômage de l'ouvrier. De nombreux cantons ont successivement étudié la question des assurances contre le chômage, et quelques-uns de ces cantons ont mis en œuvre des systèmes qui ont donné de mauvais résultats.

Il n'y a qu'un canton de la Suisse où l'assurance contre le chômage ait été obligatoire : c'est le canton de Saint-Gall. Le 19 mai 1894, le Grand Conseil votait une loi autorisant les communes à créer des caisses municipales d'assurances. L'article 1^{er} de cette loi autorisait les communes à introduire l'assurance obligatoire pour un temps déterminé ou indéterminé ¹. Plusieurs communes pouvaient former ensemble un arrondissement d'assurance. Les autorités communales avaient la surveillance de la caisse.

L'obligation d'assurance s'étendait à tous les ouvriers masculins qui ne gagnaient pas plus de 5 francs par jour. Les ouvriers qui

1. *Musée social*, circulaire n° 11, série B, 15 juillet 1897. — *Revue politique et parlementaire*, n° de mai 1896, article de M. Raoul Jay. Voir Louis Egger : *L'assurance contre le chômage et la société moderne*, Neuchâtel, Attinger, 1894.

gagnaient un salaire supérieur à 5 francs, et les femmes, pouvaient faire partie des assurés sur leur demande. La cotisation était de 30 centimes par semaine. Quiconque payait sa prime depuis six mois avait droit à l'indemnité, pourvu que le chômage durât depuis au moins quinze jours. Chaque assuré pouvait recevoir une indemnité de 1 franc par jour pendant un maximum de soixante jours par an.

La caisse d'assurance était alimentée de la façon suivante : d'abord les primes payées par les assurés, ensuite les subsides des communes, les dons et legs faits à la caisse.

Les primes payées par les assurés ne s'élevaient pas toutes à 0 fr. 30. Il y avait un barème de primes proportionné aux salaires. Ainsi, l'ouvrier dont le salaire était de 3 fr. par jour payait 0 fr. 15 la semaine ; celui qui gagnait 3 ou 4 fr. payait 0 fr. 20 de prime, et enfin celui dont le salaire s'élevait à 4 ou 5 fr. payait 0 fr. 30. L'administration de la caisse était confiée à un comité de neuf membres, dont deux élus par le conseil municipal, et les sept autres par les ouvriers eux-mêmes.

Cette organisation a duré deux ans. En juillet 1896, le canton de Saint-Gall, dans une réponse au département fédéral de l'indus-

trie, se prononça pour la suppression de cette assurance. « C'était, écrit M. Numa Droz, ancien président de la Confédération, une douche d'eau froide sur la tête des socialistes d'État. » Le 30 juin 1897, la caisse fut supprimée.

Les critiques que l'on peut formuler contre ce système sont nombreuses. Voici les principales :

D'abord, on rend l'assurance obligatoire pour tous les ouvriers, sans distinction, du moment que leur salaire est inférieur à 5 fr. Or, il y a là une grave injustice. En effet, les risques de chômage ne sont pas les mêmes pour toutes les industries. Il y a des industries qui ne chôment pas ; d'autres ne chôment que très rarement. Et l'injustice s'accroît encore, si on considère que la prime est proportionnée, non pas au risque couru par l'ouvrier, mais au salaire qu'il reçoit. On pourrait ajouter que les indemnités accordées aux ouvriers étaient beaucoup trop fortes, ce qui avait pour effet de favoriser en quelque sorte les abus. Des fraudes de toutes sortes furent commises. On feignit un chômage apparent, ou, mieux encore, on chôma volontairement, et, pour cela, on refusa du travail.

La caisse était devenue très impopulaire.

Un grand journal suisse s'exprimait en 1896 dans les termes suivants ¹: « Au commencement, plus d'un électeur a voté pour l'assurance dans l'idée que, personnellement, il n'aurait rien à faire avec elle, parce qu'il se croyait autre chose qu'un simple ouvrier. Lorsqu'il a dû verser ses cotisations, lorsque, contre son gré, il est devenu membre actif de la caisse, alors sa sympathie pour l'assurance a baissé. » La caisse n'était plus populaire qu'auprès de ceux qui touchaient les indemnités de chômage, c'est-à-dire environ 10 % des membres inscrits (363 sur 4,220 membres).

L'assurance facultative contre le chômage a été tentée dans d'autres cantons de la Suisse.

A Berne, la municipalité a provoqué la fondation d'une caisse qui commença à fonctionner en avril 1893. Elle fonctionne encore aujourd'hui. Elle avait été créée pour deux ans à titre provisoire ; en 1895, le Conseil fédéral a décidé de renouveler, sauf quelques modifications aux statuts.

L'assurance est libre. Il n'y a qu'une

1. Le *Stadtanzeiger*, n° du 14 mars 1896, article de M. Brunner, membre de la commission d'administration de la caisse.

caisse unique pour les ouvriers de toutes les professions. Chaque assuré paie une prime de 0 fr. 40 par mois; la commune paie en outre à la caisse un subside de 7,000 fr. par an. Il faut ajouter à cela les dons volontaires. Pour surveiller cette caisse, une commission a été instituée; elle se compose de sept membres, dont trois sont nommés par la ville, deux par les patrons qui ont fait à la caisse des dons volontaires, et deux par les ouvriers. Les chiffres de l'indemnité payée aux ouvriers en cas de chômage sont les suivants: 1 fr. par jour pour les célibataires et 1 fr. 50 pour les gens mariés. Mais ces indemnités ne sont payées que pendant les trois mois d'hiver, décembre, janvier et février.

En 1895, le conseil municipal de Berne éleva les cotisations de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 par mois, et l'indemnité de 1 fr. à 1 fr. 50, et de 1 fr. 50 à 2 fr. Il n'en est pas moins vrai que les indemnités sont trop élevées en proportion des primes. Aussi le boni réalisé par la caisse diminue-t-il chaque année, et encore la ville a augmenté de 2,000 fr. le montant de sa subvention. Si les dons volontaires n'étaient pas faits, il n'y aurait pas de boni. Toutefois, malgré ses imperfections, ce système est bien

préférable à celui de l'assurance obligatoire du canton de Saint-Gall.

Les cantons de Zurich, de Lausanne et de Bâle ont élaboré des projets de loi identiques. Mais ces projets ne sont pas encore votés. Les abus qui ont été commis dans le canton de St-Gall ne sont pas de nature à encourager les efforts des autres cantons. Le canton de Bâle a préconisé l'assurance obligatoire; un projet en ce sens a été renvoyé à une commission, qui a déposé son rapport en 1896.

Indépendamment des critiques que nous avons faites contre le système de l'assurance contre le chômage, il sera bon de citer l'opinion suivante, qui est celle d'un homme bien placé pour connaître la question qui nous occupe, M. Numa Droz : « Très sympathique à tous les efforts qui se font pour venir en aide aux sans travail, j'estime qu'il n'est pas possible d'organiser contre le chômage une assurance digne de ce nom. Beaucoup de professions n'ont pas de chômages, tandis que d'autres en ont de périodiques. Si les premiers aident aux seconds, c'est de l'assistance et non de l'assurance. » Cette observation est très exacte. Il faut encore ajouter que la caisse d'assurance est disposée à s'appauvrir par suite du refus opposé par certains

ouvriers qui refusent de payer leurs cotisations. Les dons volontaires comblent-ils les déficits ? Alors, c'est encore l'assistance ¹.

L'assurance contre le chômage, qu'elle soit facultative ou obligatoire, a donc donné en Suisse de mauvais résultats. Elle ne fonctionne plus qu'à Berne, où, nous l'avons dit, les fonds de la caisse obligatoire diminuent de jour en jour. Elle semble appelée à disparaître, à moins que les pouvoirs publics ne la rétablissent sur des bases nouvelles. Comme l'écrivait un économiste ² dans le *Journal des Débats*: « L'assurance contre le chômage sera toujours faite contre l'ouvrier, et malgré lui. »

1. Voir, à ce propos, l'ouvrage précité de M. Louis Egger.

2. M. CHAILLEY-BERT, *Journal de Débats*, n° du 5 septembre 1895.

CHAPITRE IV

EXAMEN DES RÉFORMES PROPOSÉES

La législation française sur le vagabondage, telle que nous l'avons exposée, présente des lacunes considérables. Et pourtant, n'est-il pas temps enfin de purger le sol du pays des bandes interlopes qui mettent en péril la sécurité publique ?

« Ce n'est point assez des inondations et des sécheresses, écrit M. Gomot, ancien ministre. Ce n'est point assez des innombrables maladies parasitaires qui détruisent les produits de nos champs et de nos vignes, fléaux sans cesse renaissants, contre lesquels la science reste impuissante. Il est un autre mal qui sévit dans les campagnes, mal social qu'il importe de guérir vite, si l'on veut assurer la sécurité, condition essentielle du travail. Je veux parler de la mendicité et du vagabondage, qui s'étendent comme une

lèpre sur le monde rural, le menacent et le rançonnent sans merci. »

On prend peur avec raison en songeant que les routes ne sont pas sûres. Les campagnes demandent à être préservées du péril de l'assassinat et de l'incendie ; la population rurale demande aide et protection contre la tribu errante des chemineaux. La race des paresseux, des rôdeurs effrontés et insolents, ne fait que s'accroître. On ne peut parcourir les rues ou les routes sans en rencontrer. Et, comme le constate M. Cruppi, député, dans l'exposé des motifs qui précède la proposition de loi qu'il vient de déposer sur le bureau de la Chambre : « Le nombre croissant des chemineaux, des nomades errants de village en village, les menaces et parfois les violences à l'aide desquelles ils prélèvent de lourds impôts, les délits et les crimes commis par cette armée, contre laquelle les forces combinées de la gendarmerie et de la police soutiennent une lutte inégale, tout concourt à jeter l'inquiétude dans les populations. »

Une double observation naît de ces constatations. C'est d'abord que, si le mal augmente sans cesse, il est grand temps de l'enrayer. Et puis, si ce mal augmente, c'est que

les moyens actuellement en vigueur sont tout à fait insuffisants.

Et pourtant, cette question du vagabondage est sans cesse étudiée par les esprits les plus sérieux. Les congrès et les sociétés savantes l'ont inscrite dans leurs programmes. Des commissions ont été désignées pour élaborer des projets, et des députés enfin ont déposé des propositions. Rien encore n'est sorti de tant d'efforts et de si nombreuses études.

Selon nous, le point de départ serait la distinction que tout le monde réclame entre les enfants, les infirmes, les vagabonds accidentels et les vagabonds professionnels. Car la peine doit être proportionnée au délit; et, si la société a le droit de punir les gens errants sans pain et sans gîte, ce n'est qu'après avoir suffisamment organisé l'assistance. Or, qui ne comprend qu'un enfant, un infirme, un vieillard, un ouvrier sans travail, est plus malheureux que coupable, et qu'au lieu de le punir, il faut lui tendre la main ?

Nous allons successivement passer en revue ces diverses classes de vagabonds, et, au sujet de chaque catégorie, nous verrons ce que l'on propose, pour en tirer au fur et à mesure la conclusion.

§ 1^{er}

ENFANTS

Le législateur moderne s'est beaucoup préoccupé des enfants, et nous avons exposé les réformes opérées par les lois de 1874, 1889, 1898. En dépit des louables efforts qu'elles dénotent, ces lois sont loin d'avoir réalisé le but auquel on tend, et des lacunes considérables sont encore à souligner.

Si le tribunal répond affirmativement à la question de discernement, la seule peine applicable au mineur est l'interdiction de séjour. S'il n'y a pas eu discernement, le tribunal ordonne la remise aux parents ou l'envoi en correction. D'abord se dresse la contradiction flagrante que nous avons indiquée, et qui consiste à punir davantage celui qui est moins coupable et qui a agi sans discernement. Et puis, l'interdiction de séjour appliquée au mineur est un véritable non-sens : c'est le seul moyen d'éloigner à tout jamais les enfants, et de leur donner le goût du vagabondage. On chasse le mineur de son lieu d'origine,

c'est-à-dire du seul endroit où il puisse encore espérer trouver des protecteurs.

Si on le remet à ses parents, la critique sera la même ; car ce sont ses parents qui l'ont abandonné au point de le laisser se livrer au vagabondage, qui l'ont laissé sans ressources, et qui ont négligé de lui faire apprendre un métier. Il est vrai que la loi du 19 avril 1898 a remédié dans une certaine mesure à ce mal en permettant, ainsi que nous l'avons dit, au juge d'instruction de statuer provisoirement et au tribunal définitivement sur la garde des enfants, quand des crimes ou délits ont été commis par eux ou sur eux.

Quant à l'envoi en correction, on ne saurait trop le blâmer. L'enfant est livré à la plus déplorable promiscuité, et prend, dans le genre de vie qui lui est imposé, le goût de la paresse et les habitudes du vice. L'organisation actuelle des maisons de correction présente les lacunes les plus désastreuses. M. Muteau, député de la Côte-d'Or, a déposé sur le bureau de la Chambre une intéressante proposition de loi ayant pour but de soustraire les mineurs à la promiscuité avec les enfants foncièrement vicieux qui pullulent dans ces maisons¹.

1. Voir notre appendice.

« Au système actuel, qui est mauvais, il est grand temps d'en substituer un autre. Les générations actuelles ne fournissent plus, hélas ! d'adolescents précoces tels que Pascal ou Condé. Mais on peut dire, en revanche, que le vice n'attend pas le nombre des années, et la police elle-même, qui pourtant n'a pas l'émotion facile, se trouble parfois devant la foule grossissante des petits souteneurs et des petits vagabonds. » Comme remède à ce mal, M. Muteau demande la création d'écoles de réforme où le gardien serait remplacé par l'instituteur, et qui seraient de véritables établissements d'orthopédie morale et des maisons d'éducation dépendant, non de l'administration pénitentiaire, mais de l'assistance publique. Il y a là une excellente idée. Cette proposition est actuellement à l'étude à la commission de la réforme judiciaire.

L'État a compris la nécessité de ces établissements, et il a créé à Chanteloup une maison tenue par des femmes et un instituteur, et consacrée aux mineurs de douze ans. Mais cela est tout à fait insuffisant, car les mineurs de douze ans n'atteignent pas le sixième de la population des mineurs détenus, et ensuite la maison de Chanteloup ne peut recevoir qu'un nombre très minime d'enfants.

L'initiative privée est entrée dans cet ordre d'idées en fondant des maisons analogues à celle de Chanteloup, à Frasné-le-Château près Limoges et à Besançon. L'extension de ces établissements donnerait les plus excellents résultats. Les trente mille enfants qui grossissent chaque année l'armée des vagabonds seraient versés à la ferme et à l'atelier, au profit commun de la moralité publique et du travail national. L'armée trouverait en eux une excellente recrue, puisque aucun lien de famille ne contrarierait leur enrôlement. L'agriculture aussi en profiterait.

C'est ainsi que fonctionne la colonie agricole de Mettray, fondée en 1840¹. L'opinion publique s'intéressait à la condition des mineurs envoyés en correction. M. Demetz et M. le vicomte de Courteilles sacrifièrent à la colonie naissante leurs habitudes, leurs goûts et leur fortune. Le régime était bien fait pour ramener les enfants au sentiment du devoir et du travail : la vie au grand air, le travail fortifiant de l'agriculture, une discipline ferme et paternelle. Depuis sa fondation, la colonie de Mettray a recueilli et élevé plus de six mille enfants.

1. *Le Correspondant*, 10 décembre 1890, article de M. Berlier de Vauplane.

C'est la généralisation de maisons de ce genre que réclame M. Muteau, et qui sont, selon l'expression de M. Bonneville de Marsangy, des hôpitaux moraux. On devrait envoyer également dans ces maisons les enfants vagabonds dont la tutelle est confiée à l'assistance publique, en vertu de la loi de 1889.

Il importe aussi, selon nous, de faire une très large application de cette loi de déchéance, et d'enlever la puissance paternelle à quiconque en est indigne. On constate chez nous qu'à cet égard les progrès ont été arrêtés par un respect exagéré des droits de la famille.

Dans une étude comparative sur la législation française et les législations étrangères se rapportant à la protection de l'enfance, M. Henri d'Alméras a montré combien le souci excessif des droits des parents nous a conduits, peu à peu, à une atténuation du rôle de l'État, désireux de n'intervenir qu'à la dernière extrémité dans les affaires des familles. Ces scrupules ne se retrouvent pas dans les lois étrangères, et notamment le Canada et les États-Unis protègent l'enfance par une organisation énergique et puissante. Ainsi, à Québec, en vertu de la loi de 1884,

l'enfant de 7 à 12 ans échappe d'emblée à l'autorité des parents qui l'ont abandonné, sans qu'il soit besoin d'instruire ni même de prononcer la déchéance. Sans aller jusque-là, on peut réclamer chez nous une application très étendue des lois en vigueur. C'est par ce moyen et par la réforme complète des maisons de correction, dont on fera des maisons d'amendement moral, qu'on arrivera à détruire le vagabondage de l'enfance, qui est la racine du mal.

L'État doit aussi encourager les institutions privées qui travaillent dans le même but et qui obtiennent de grands résultats. Nous avons parlé de Mettray, de Frasnelle-le-Château et de Besançon; mais combien d'autres établissements ont été fondés et rendent les plus importants services ! Nous ne voulons parler ici que de deux d'entre eux.

L'Union française pour le sauvetage de l'enfance, fondée par M^{mes} Barrau et Kergomard, s'est proposée d'intervenir dans un grand nombre de cas où son assistance pouvait suppléer utilement aux lacunes de notre législation. Dès qu'un enfant lui est signalé comme étant victime de brutalités ou témoin de spectacles immoraux, ou enfin exposé ou abandonné par ses parents, la Société fait une

enquête pour se renseigner sur le plus ou moins d'exactitude des charges qui pèsent sur les parents. Si cette enquête prouve leur bien fondé, la Société se trouve en présence de trois solutions : ou bien les parents, momentanément égarés, paraissent amendables, et, dans ce cas, on les fait appeler, on les avertit, et au besoin on les menace de poursuites ; ou bien les parents sont indignes, incapables de venir à résipiscence, et la Société essaie d'obtenir d'eux une renonciation à leurs droits ; ou bien, enfin, les parents ont exercé des sévices graves, et la Société, en prévenant le parquet, lui fournit les premiers éléments de son enquête.

Nous ne voulons pas entrer ici dans le détail de l'organisation et du fonctionnement des Sociétés analogues à l'Union française. Ces Sociétés sont nombreuses. Elles sont l'honneur de notre temps ; car elles viennent en aide, dans la mesure de leurs moyens, aux institutions fondées par l'État, les municipalités, les Conseils généraux, pour subvenir à l'entretien et à l'éducation des enfants vagabonds. La ville de Paris, à elle seule, assume la tutelle de près de 40,000 enfants de un à 20 ans, qui lui coûtent par an plus de huit millions.

Le 6 décembre 1879, le Conseil général de la Seine votait la création d'un service de placement, en province, des enfants de 12 à 18 ans. Appelée à étudier la mise en œuvre de ce projet, l'administration parisienne de l'assistance publique ne se borna pas à trouver à ces petits abandonnés des placements familiaux ; elle fit appel à la bienfaisance privée pour créer les deux établissements de Villepreux et de Montévrain.

L'école Le Nôtre, sise à Villepreux (Seine-et-Oise), est une école d'horticulture. Elle fut ouverte le 6 avril 1882. Le domaine comprend plus de cinq hectares. Toutes les cultures y sont professées, et on y a ajouté un atelier de vannerie et de menuiserie. Le Conseil général de la Seine vient même de louer tout récemment, pour l'école Le Nôtre, un vaste terrain de près de cinq hectares où on pratique la grande culture. N'est-ce pas là le remède ? Quel bel exemple pour l'État, que cet essor de l'initiative privée ! C'est en ce sens que se doivent opérer les réformes. L'État ne se contentera pas de subventionner ; il créera à son tour.

L'exemple de la Belgique est à cet égard des plus instructifs. Les écoles de bienfaisance ont produit d'excellents résultats : telle celle de Beernem.

Dans son rapport sur la loi du 24 juillet 1889, M. le sénateur Roussel disait : « L'assistance libre, la charité, a presque assumé et supporté jusqu'à ce moment la charge sociale des enfants abandonnés. » Et le rôle de l'initiative privée est destiné à grandir encore. L'article 58 du projet de revision du Code pénal est ainsi conçu : « Le mineur de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, sera acquitté. Mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans un établissement d'éducation et de réforme pour y être retenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura atteint sa vingt et unième année. » Ce texte substitue aux maisons de correction de l'article 66 des maisons d'éducation et de réforme. Or, pour l'éducation des enfants, l'État traitera administrativement avec les établissements privés.

Le grand point sera de séparer les enfants pervers et responsables, des enfants qui ont agi sans discernement. Autrement, il ne servirait de rien de supprimer les maisons de correction, si les enfants restent exposés à la même promiscuité. Ce serait le cas de se rappeler la quadruple distinction de la loi

anglaise que nous avons indiquée : Day industrial schools, Truant schools, Industrial schools et Reformatory schools.

Rattacher le mineur vagabond à sa famille, si elle est digne; si elle est indigne ou si l'enfant n'a plus de famille, envoyer le mineur dans les colonies agricoles et les écoles professionnelles, qu'on multipliera : tel est le but à atteindre. Pour cela, le législateur doit non seulement réformer son œuvre, mais s'inspirer largement des idées mises en pratique à l'étranger ; car nous nous sommes laissé devancer dans la voie des réformes.

§ 2

INVALIDES

L'erreur la plus considérable du code de 1810 a été incontestablement de ne pas séparer, au point de vue répressif, les valides et les invalides. Nul n'ignore que, si le vagabondage se compose d'éléments négatifs, qui sont l'absence de profession, de ressources et de domicile, pour beaucoup cet état de fait implique, non pas une culpabilité, mais une série de

malheurs et de misères. Nous parlerons plus tard de l'atonie de l'industrie et du marasme des affaires, pour ne nous occuper ici que des infirmités physiques.

Liés par des textes inflexibles, les tribunaux doivent inévitablement punir. Or, combien de fois les juges eux-mêmes ont-ils senti le besoin de se dérober à l'application des lois ! Les procureurs et les substituts remettent fréquemment eux-mêmes aux vagabonds âgés et infirmes quelques pièces de monnaie pour qu'ils aillent se faire arrêter ailleurs. Il leur répugne de décerner un mandat de dépôt contre des vieillards ou des malades qui tiennent à peine debout. La jurisprudence elle-même a souvent considéré (et elle tend de plus en plus à le faire) l'absence de domicile, de profession et de ressources, comme un cas de force majeure. Ainsi, le tribunal de Château-Thierry a rendu en ce sens des jugements très remarquables. « Attendu, est-il dit dans l'un de ces jugements, que, pour juger équitablement, le magistrat doit s'identifier par la pensée avec la situation lamentable du déshérité. » Ce sont là à coup sûr des idées fort humaines ; mais c'est oublier que le juge doit appliquer la loi et non pas la modifier.

C'est pourquoi ces jugements ont encouru la cassation.

M. le Ministre de la justice, dans la récente circulaire dont nous avons parlé, recommande aux parquets d'épargner l'application inexorable de la loi à nombre de vieillards et d'invalides pour lesquels « la pitié n'est qu'une forme de la justice. » Et M. d'Haussonville a donné à cette idée une forme plus saisissante encore en écrivant : « Ce sont les vaincus du combat de la vie, qu'on devrait recueillir comme des blessés sur un champ de bataille, et qu'on laisse au contraire étaler au grand jour leurs misères et leurs plaies. »

De ce chef, tous ceux qui ont étudié la loi en ont demandé la réforme.

En 1886, la Société générale des prisons étudia la question de répression du vagabondage. M. le pasteur Robin fit un rapport à la fois très complet et très savant sur la question. La discussion publique fut des plus brillantes, et aboutit au vote d'un projet rédigé par M. Duverger, professeur à la faculté de Paris. Or, en tête de ce projet se trouve la disposition suivante : « Les individus infirmes, incurables, incapables de travail, seront hospitalisés dans des hospices départementaux dont la création et l'entretien seront obligatoires. »

Le Conseil supérieur de l'assistance publique, institué par décret du 14 février 1888, examina également la question, et, en janvier 1889, à la suite d'un rapport présenté par M. Charles Dupuy, préconisa pour les invalides la création d'asiles départementaux.

Le Conseil fut saisi une seconde fois de la question par le ministre, et la renvoya à la 2^e commission, qui choisit pour rapporteur M. Félix Voisin, Conseiller à la Cour de cassation. Le rapport de M. Félix Voisin fut pleinement approuvé par l'assemblée. Il distingue entre les invalides et les valides ¹, et renvoie les premiers à l'assistance publique.

Le 26 mars 1887, une commission fut instituée au ministère de la justice en vue de préparer la réforme du Code pénal. Une sous-commission fut chargée d'examiner la question des vagabonds. M. le professeur Leveillé rédigea un rapport où sont adoptées les conclusions du rapport de M. Duverger, en ce qui touche les hospices départementaux.

Sur l'assistance des vieillards et des infirmes, le Conseil supérieur de l'assistance publique fut encore consulté en 1889 par le

1. Actes du Conseil supérieur de l'assistance publique, fascicule, n° 32.

ministre de l'intérieur. La solution des travaux est résumée dans le rapport de M. Sabran ¹. Ce travail établit l'obligation du secours au profit des indigents incurables. Ce secours sera donné dans un hospice ou à domicile. A défaut de domicile communal, la charge incombe au département ou à l'État. Des propositions analogues furent faites à la Chambre des députés par MM. Émile Rey et Lachière. M. Fleury Ravarin fit un rapport dans lequel sont adoptées les conclusions du Conseil supérieur d'assistance².

Enfin, le congrès pénitentiaire de 1895, réuni à Paris, à longuement discuté la question. MM. le pasteur Robin, Paulian, Drioux et Rivière ont successivement démontré la nécessité de distinguer entre les valides et les invalides. « Dans cette masse confuse de vagabonds, a dit en substance M. Louis Rivière, il y a des gens intéressants.... Notre but est de les classer de telle sorte que nous puissions être indulgents et paternels pour ceux qui sont dignes d'intérêt... »

Les infirmes et les vieillards seront envoyés

1. Actes du Conseil supérieur de l'assistance publique, fascicule n°s 32 et 37.

2. Chambre des députés, 6^e législature, n° 1673.

dans les hôpitaux et les asiles. Le congrès a finalement voté cette conclusion, où la distinction est encore préconisée entre les valides et les invalides : « Il est impossible de déterminer dans une formule précise les conditions auxquelles doit être subordonnée la répression. L'examen de la situation individuelle de l'intéressé dans chaque cas particulier dictera seul la solution. »

A l'heure actuelle, la Chambre des députés est saisie d'une proposition de loi qui a été renvoyée à la commission de législation criminelle. Cette proposition émane de M. le député Cruppi, et porte sur les moyens d'assistance et de coercition destinés à prévenir ou réprimer le vagabondage. Dans l'exposé des motifs, M. Cruppi déclare prendre pour point de départ l'œuvre du congrès pénitentiaire de Paris, en 1895 : « Nous adopterons comme base de la réforme que nous proposons la résolution prise par le congrès international.... » Pour parvenir à ce résultat, M. Cruppi pose en tête de sa proposition le principe suivant : le vagabondage n'est un délit que lorsque celui qui s'y livre est apte au travail. L'individu arrêté pour vagabondage ou mendicité est conduit devant le juge de paix, qui décide s'il est ou non apte au travail. S'il

n'est pas apte au travail, il est conduit dans une maison de refuge que chaque département sera tenu d'ouvrir. Voici le texte de la proposition ¹ :

« Art. 1^{er}. — Le vagabondage et la mendicité sont interdits sur le territoire de la République. Ils constituent des délits lorsque ceux qui s'y livrent sont aptes ou travail.... »

.

« Art. 3. — Le juge de paix, après interrogatoire et enquête, s'il y a lieu, décide par sentence motivée si les individus arrêtés sont aptes au travail... S'ils sont aptes au travail, ils seront renvoyés devant le Procureur de la République. Dans le cas contraire, si de plus ils ne sont pas soupçonnés d'autres infractions, et si les délits de vagabondage ou de mendicité relevés à leur charge ne sont pas accompagnés d'une ou plusieurs des circonstances aggravantes prévues aux art. 12, 13 et 14 de la présente loi, ils seront mis à la disposition de l'administration, pour être internés dans une maison instituée conformément à l'art. 9 ci-après, pendant un temps qui ne devra pas dépasser cinq années, et qui

1. Chambre des députés, 7^e législature, annexe au procès-verbal de la séance du 23 janvier 1899.

devra être abrégé par l'administration, soit en cas de cessation d'infirmités, soit en cas de survenance de ressources. »

.

« Art. 9. — Chaque département est tenu d'avoir une maison de refuge pour recevoir les invalides et les infirmes incapables de travailler et dénués de moyens d'existence suffisants. Le département pourra, à cet effet, traiter avec tout hospice public ou privé ; les traités seront approuvés par le ministre de l'intérieur. »

.

« Art. 11. — Le département aura un recours contre la commune du domicile de secours, suivant un tarif fixé par le Conseil général, pour les dépenses faites dans l'intérêt de la personne entretenue dans les hospices... »

Ces textes mettent suffisamment en lumière l'économie de la proposition. L'hospitalisation s'impose pour les invalides ; elle est à la charge de chaque département, qui est tenu d'avoir à cet effet une maison de refuge. L'assistance sera de la sorte régulière et méthodique. Tout individu arrêté pour vagabondage est conduit devant le juge de paix.

Ce magistrat a un plein pouvoir d'appréciation, comme cela se passe en Belgique depuis la loi Le Jeune. Si le juge de paix, qui doit statuer dans les vingt-quatre heures, décide que l'inculpé n'est pas apte au travail, ou, en d'autres termes, qu'il est invalide, il le met à la disposition de l'administration.

C'est alors que, par une mesure purement administrative, l'invalide est placé dans l'asile départemental que chaque département est tenu d'ouvrir.

Il faut remarquer que, dans beaucoup de départements, cette création pourrait être évitée, puisque la proposition de loi laisse à l'administration la faculté de traiter avec les hospices publics ou privés déjà existants, sous la seule condition que le traité soit approuvé par le Ministre de l'Intérieur.

Les charges budgétaires sont supportées par la commune dans laquelle le vagabond a son domicile de secours. C'est le principe de l'assistance communale.

Le domicile de secours est régi par les lois des 24 vendémiaire an II et 15 juillet 1893. Il résulte de ces deux lois combinées¹ que le

1. H. DEROUIN, *Traité du domicile de secours*, p. 28. Paris, Larose, 1899.

domicile de secours s'acquiert par la naissance ou par le séjour. Il s'acquiert aussi par le mariage. Jusqu'à l'époque de sa majorité ou de son émancipation, l'enfant a son domicile de secours dans sa commune d'origine. Toutefois, un séjour habituel, continu et librement choisi dans une commune fait acquérir dans cette commune le même domicile. La femme a le même domicile de secours que son mari. L'enfant mineur aura toujours, on le voit, un domicile de secours, puisque ce domicile est, jusqu'à la majorité ou l'émancipation, le même que le lieu d'origine. C'est contre la commune de ce domicile que le département aura recours pour recouvrer les dépenses consenties pour l'invalidé.

Il peut se faire qu'un invalide majeur n'ait pas de domicile de secours, par suite de l'absence ininterrompue d'une année. En ce cas, le département et l'État supporteront concurremment les charges. La proposition de loi subroge d'ailleurs de plein droit le département et les communes dans les créances alimentaires qui pourraient être dues aux hospitalisés.

Telle qu'elle existe, la proposition Cruppi constitue sur nos lois actuelles un réel progrès. Le plus gros argument que l'on invoque

contre elle est le fardeau budgétaire qu'elle impose. N'est-ce pas là oublier que la société a des devoirs à remplir? Ces devoirs sont doubles. D'abord, la loi doit protéger la collectivité des citoyens contre les maux qui la menacent; et, puisqu'il est reconnu que le vagabondage est un péril social imminent, il n'est pas permis de reculer devant les sacrifices budgétaires. La guerre n'est-elle pas la ruine des finances? Et pourtant on ne voit pas les États reculer devant les dépenses qu'elle occasionne. Eh bien, la guerre est déclarée contre l'armée errante qui nous menace, et si l'État, si l'administration départementale font des sacrifices, c'est l'intérêt social qui l'exige. Mais cette guerre sera pleine d'humanité, puisque les malheureux, les invalides, seront recueillis. Et c'est là le second devoir que la société a à remplir, le devoir de charité. Que si, pour son accomplissement la société consent des dépenses, nul n'a le droit de se plaindre, puisqu'il y a là un devoir.

M. le Conseiller du Puy, dans une brochure toute récente ¹, étudie à son tour la situation faite par nos lois aux vagabonds

1. Hubert DU PUY, *Vagabondage et mendicité*. Paris, Larose, 1899.

infirmes et invalides, et il termine par une proposition de loi. Dans l'article 1^{er}, il pose aussi le principe de la distinction entre les individus aptes au travail et ceux qui ne le sont pas. Il est même plus catégorique que M. Cruppi, car il fait de cette distinction un élément du délit de vagabondage. En d'autres termes, aux trois éléments requis pour l'existence du délit, M. du Puy en ajoute un quatrième : « Le vagabondage est un délit s'il réunit les quatre conditions suivantes : 1° si le vagabond est valide... » C'est bien là faire de la validité du prévenu l'élément essentiel et en quelque sorte la base de l'inculpation.

Nous ne pouvons que nous rallier à cette idée. Il faudrait qu'il y eût au moment où le vagabond est arrêté une double voie à suivre : celle de l'asile pour les infirmes, et celle de la prison pour les vagabonds volontaires. Tout porte à croire que cette réforme est prochaine et que tous les travaux dont nous venons de parler n'ont pas occupé en vain les esprits les plus sérieux, et les plus éminents jurisconsultes.

§ 3

VAGABONDS ACCIDENTELS

Nous appelons vagabond accidentel, par opposition au vagabond professionnel, celui qui s'est trouvé en état de vagabondage par des circonstances indépendantes de sa volonté et qu'on ne doit pas lui imputer, comme par exemple le chômage. C'est le cas de beaucoup d'ouvriers que le malaise de l'industrie a privés de leur travail.

Le chômage est un mal considérable, et on ne pourrait contester qu'il ne soit fréquent. La substitution des machines aux bras de l'homme, le ralentissement des affaires industrielles, la crise commerciale, l'invasion de la concurrence étrangère y contribuent.

Ce serait une chimère que de rêver la stabilité de l'industrie. Sans doute, cette stabilité devrait se rencontrer, grâce au patronage, dans tout atelier prospère. L'illustre Le Play ¹ disait que tout patron devrait « se garder, aux époques de la prospérité industrielle, d'accroître à tout prix sa production,

en appelant à lui de nouveaux ouvriers, pour se ménager ainsi le moyen de conserver du travail, lorsque les débouchés se resserrent, aux ouvriers qu'il s'est une fois attachés. » Mais nous savons qu'il n'en est jamais ainsi. Le patron, aux jours de grande production, embauche de nombreux ouvriers qu'il jette sur le pavé au moment des crises. Encore une source de chômages à laquelle il faut ajouter les grèves, et l'invasion de ces bandes d'ouvriers étrangers, qui font aux ouvriers français une concurrence désastreuse.

Jusqu'à nos jours, la loi n'a pas distingué entre celui qui cherche sérieusement, mais en vain, du travail et celui qui se refuse obstinément à travailler pour vivre. Or, avant d'ériger le vagabondage en délit, il est une question que le législateur eût dû résoudre : l'état social permet-il à chacun de vivre en travaillant ? Nous répondons que non. Sans doute, à un moment ou à un autre, l'ouvrier trouvera à s'occuper ; mais il y a forcément des périodes de chômage. Il y a même des métiers qui demandent entre chaque période d'embauchage de longs déplacements, parce que ces métiers ne peuvent être exercés que

1. LE PLAY, *La réforme sociale en France*, t. II, p. 27.

dans des régions déterminées. Ces ouvriers dont nous parlons se sont eux-mêmes syndiqués, en face de l'insuffisance des secours, sous le nom de « Solidarité des Trimardeurs. » Ils ont loué un local où sont installés quelques lits, à Levallois-Perret, et fondé une feuille quotidienne, *La Camarade*, contenant surtout des offres et des demandes d'emploi, pour faciliter leur embauchage.

La jurisprudence varie de tribunal à tribunal, sur l'interprétation du second élément du délit de vagabondage : l'exercice d'un métier. Quelquefois on accorde un délai de trois ou quatre semaines à l'ouvrier pour trouver du travail. Mais c'est un délai maximum, et, au bout du trentième jour d'inertie, la condamnation est toujours prononcée. C'est, sans contredit possible, une très grande injustice. M. le député Cruppi, dans sa proposition de loi, n'est pas allé assez loin à cet égard dans la voie des réformes. Il faudrait ajouter un élément au délit de vagabondage, la recherche du travail, en ce sens que l'ouvrier, par le fait même qu'il pourrait établir qu'il a cherché sérieusement du travail sans en trouver, devrait être élargi. C'est bien l'idée de M. le conseiller du Puy, qui ajoute immédiatement à l'article 1^{er} de sa proposition de loi la

disposition suivante : «..... Si l'ouvrier ne justifie pas qu'il ait cherché à se procurer du travail. »

Mais que fera-t-on de ce vagabond accidentel? Il faut bien le retirer de la circulation, le mettre à l'abri, puisqu'il n'a pas de ressources et qu'il ne peut s'en procurer. C'est là que le rôle de l'État et celui de l'assistance privée deviennent délicats. L'assistance par le travail s'impose.

L'idée d'assistance par le travail n'est pas nouvelle. Charlemagne la connaissait, et, dans ses Capitulaires, il défend expressément de faire l'aumône au mendiant valide qui refuse de travailler. Une déclaration royale du 16 février 1545, rendue par François I^{er}, ordonne la création d'ateliers de travail forcé pour les gens errants ¹. Depuis cette époque, l'État a presque toujours pratiqué l'assistance par le travail.

Les expériences faites par l'État n'ont jamais donné de bons résultats. Nous voulons toutefois les rappeler sommairement, du moins celles qui ont été tentées au cours de notre siècle.

Napoléon I^{er} avait entrepris de vaincre le

1. *Recueil d'Isambert*, XII, 525.

vagabondage et la mendicité dans son empire. « La mendicité, dit l'Empereur dans une note qu'il adressait le 2 septembre 1807 au Ministre de l'Intérieur, est un objet de première importance. Mais arrêter un vagabond ou un mendiant et le mettre en prison serait barbare et absurde. Il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner sa vie par le travail. Il faut donc une ou plusieurs maisons de charité par département¹. » Dans ce but, le décret du 5 juillet 1808 créa des dépôts de mendicité. Leur construction fut rapidement effectuée, et, en 1812, cinquante-neuf départements en étaient déjà pourvus. L'un des premiers dépôts fondés fut celui de Villers-Cotterets. Les autres départements en restèrent dépourvus. Les dépenses occasionnées par cette institution furent énormes, et les résultats insignifiants. Le vagabondage ne fit qu'augmenter. La Restauration, inclinée à la réaction contre les idées de Napoléon, prit prétexte de ces dépenses pour supprimer la plupart de ces dépôts. Il ne subsista que ceux de la Seine, de l'Aisne, de l'Ariège, de la Haute-Vienne, du Jura et de la Charente-Inférieure. Vers 1840, on chercha à revenir au décret de

1. DALLOZ, v^o *Vagabondage*, n^o 21.

1808. A cette époque, il ne restait plus que sept dépôts. Malgré les efforts du Gouvernement de Juillet, on ne compte en 1848 que quinze dépôts de mendicité. Le second Empire réussit mieux, et, en 1870, il y en avait quarante. Depuis, leur nombre a constamment diminué ; aujourd'hui, on en compte 25. Nous sommes donc bien éloignés de la législation impériale, qui est cependant encore en vigueur.

Souvent, un dépôt est affecté aux départements voisins. Ainsi le dépôt de Beaugency sert à 4 départements (Oise, Eure-et-Loir, Eure, Orne) ; celui de Montreuil-sous-Laon est destiné à recueillir les pauvres de *six* départements (Somme, Oise, Pas-de-Calais, Seine-et-Marne, Marne, Ardennes). Ceci suffit à faire ressortir l'odieux d'une fiction qui permet d'arrêter un mendiant ou un vagabond sous prétexte qu'à 200 kilomètres, ou plus, du lieu où on le rencontre, il existe une maison destinée à le recueillir.

« Les dépôts de mendicité, disait M. Reagnault, au Conseil d'État, dans la discussion du Code pénal, sont des maisons de secours et des asiles où les mendiants peuvent et doivent se retirer, et où ils ne sont pas en

détention¹. » Ce sont des établissements d'assistance par le travail pour les valides, en théorie. En fait, l'institution a complètement dévié de son but. Les dépôts servent de refuge aux vagabonds professionnels et aux infirmes. Et si, par hasard, un ouvrier sans travail s'y présente, on le traite avec la même rigueur que les autres pensionnaires. On ne cherche pas à le faire sortir de sa misère, et ce malheureux sortira « aussi pauvre et souvent moins bon qu'il n'était entré². » D'ailleurs, le travail n'est organisé que dans 14 dépôts, et, même dans ceux-ci, le travail est insignifiant. La moyenne du travail produit est, par tête et par année, de 62 francs, soit 20 centimes par jour. Comme le dit fort bien M. Charles Dupuy : « En réalité, on a affaire, non pas à des maisons de travail, mais à des maisons de repos. Près de la moitié y consomment sans rien produire, et ceux qui travaillent produisent moins du tiers de leur consommation³. »

Les dépôts ont donc manqué leur but.

1. Séance du Conseil d'État du 19 août 1807.

2. Monon, Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique, 1888.

3. Dupuy, Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique, 1889.

On a voulu les supprimer, et, en 1873, on fit dans ce sens une grande enquête. Les Conseils généraux furent consultés, et trente-neuf seulement donnèrent leur avis. Sur ce nombre, vingt-cinq réclamèrent le maintien, et quatorze la suppression. Or, chose étrange, les Conseils généraux hostiles à la suppression étaient précisément ceux qui n'avaient pas jugé bon d'établir chez eux ces dépôts. Ils votaient contre la suppression d'établissements qu'ils ne possédaient pas !

En 1848, le Gouvernement provisoire s'engageait solennellement à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. Il affirmait le droit qu'a tout citoyen d'exiger de l'État un travail proportionné à ses dispositions naturelles, et un salaire proportionné à ses besoins ¹. Par un décret du 27 février 1848², le Ministre des Travaux publics ordonnait que, sur divers points du territoire, des travaux importants fussent entrepris. Tous les travailleurs qui voudront y prendre part devront s'adresser aux maires de Paris, qui recevront leur demande, et les dirigeront vers les chantiers. Ces travaux étaient la construction de gares,

1. *Moniteur* du 26 février, p. 503.

2. *Moniteur* du 28 février, p. 503. — *Moniteur* du 17 mai, p. 1059.

l'amélioration de la navigation de l'Oise, tous travaux de terrassement. Les ateliers nationaux étaient créés. A la fin du mois de mars, il y avait 30.000 inscrits. L'ouvrier gagnait 8 francs la semaine ; et il ne travaillait pas.

Néanmoins, le 15 mai, l'assemblée nationale est envahie par la foule des mécontents. On réclame de l'ouvrage et du pain pour les milliers de citoyens qui en manquent. Le 27 mai, le ministre nomme une commission chargée d'étudier quelles modifications il convient d'introduire dans les ateliers nationaux, dont le fardeau est trop lourd pour l'État. Dès le 29, M. de Falloux lit son rapport à la tribune: « Destinés à fournir du travail aux ouvriers inoccupés, les ateliers nationaux, dit-il, n'alimentent plus que des ouvriers oisifs. Ils ont perdu le caractère élevé et salubre qu'on avait voulu leur donner. » Le ministre, toutefois, ne conclut pas à leur suppression, et la vraie raison en est qu'il craint une émeute. Le nombre des ouvriers augmente sans cesse.

En juin, les ateliers nationaux occupent 103,000 ouvriers, et le gouvernement demande encore pour eux un crédit supplémentaire de 3 millions. Un grand débat parlementaire s'engage. Victor Hugo pro-

nonce un grand discours, et demande « que les ateliers se transforment promptement d'institution nuisible en institution utile. » Léon Faucher s'écrie : « Donnez en aumônes ce que vous distribuez en travail mensonger¹ ! » Et, pour en finir, l'assemblée accorde les 3 millions.

Le 23 juin, M. de Falloux demande dans les 3 jours la dissolution des ateliers nationaux. Le 24, l'émeute éclate, et les tristes journées de juin commencent. Le 3 juillet, un arrêté de Cavaignac décide :

ART. 1^{er}. — Les ateliers nationaux du département de la Seine sont supprimés.

Les ateliers nationaux avaient vécu. Tel avait été le résultat de l'assistance par le travail appliquée par l'Etat.

On voit par ces tristes exemples que l'État a échoué dans ses tentatives d'assistance. Pourquoi donc ? Parce qu'il ne faut pas que celui à qui on donne des secours s'imagine qu'il y a droit. Or, c'est le propre de l'administration que de laisser la sécheresse au cœur de l'assisté. C'est l'initiative privée, aidée par l'État dans la mesure du nécessaire, qui seule peut arriver à des résultats pratiques.

1. *Moniteur* du 24 juin, p. 1441.

D'ailleurs, quel merveilleux essor a pris aujourd'hui l'initiative privée! A Paris, les établissements d'assistance sont en nombre considérable, et la province aussi voit le travail s'organiser. Là, en effet, est le vrai principe. Le meilleur des moyens curatifs est celui qui s'attaque au mal par la racine et le guérit par son contraire. En présence du chômage, deux remèdes s'imposent : la prévoyance et l'assistance.

La prévoyance, sous forme d'épargne, aide à passer les mauvais jours. Mais son rôle est forcément de courte durée; car, pour peu que le chômage se prolonge, le capital épargné se trouve vite épuisé. Ce rôle sera plus efficace encore si la prévoyance revêt la forme d'assurance mutuelle. Les trade-unions anglaises ont versé, depuis qu'elles sont instituées, quatre-vingt-dix millions de francs aux ouvriers sans travail¹. Chez nous, l'assurance mutuelle a pris des développements énormes. Mais elle n'existe pas en ce qui touche le chômage. Pourquoi ? Parce que le risque serait trop mal défini. Pour chômer, il suffirait de le vouloir ; en assurant le chômage, on servirait une prime à la paresse.

Nous avons vu quels essais ont été tentés à cet égard par divers cantons de la Suisse et

nous savons que l'assurance contre le chômage, qu'elle soit obligatoire ou facultative, n'a donné dans ce pays que de mauvais résultats.

L'assistance a une portée bien plus étendue ; elle ne connaît pas de bornes.

Mais, des deux formes qu'elle peut revêtir, les secours en argent et les secours en nature, nous repoussons la première. Nous ne nous occupons en effet que des ouvriers valides. Or, pour ceux-là, l'aumône est dégradante ; c'est une anomalie que de faire l'aumône aux gens valides. Pour celui qui a des bras et des jambes alertes, un seul moyen d'assistance peut être employé : le travail.

Tel était bien l'avis des congressistes de 1895: « La France, a dit en substance M. Louis Rivière, n'a pas encore résolu la question, mais entrevoit l'obligation de l'assistance. » Le Congrès préconise la collaboration des associations ouvrières, des œuvres de bienfaisance privée et de bienfaisance publique, pour procurer du travail aux ouvriers qui en sont momentanément dépourvus.

L'article 10 de la proposition Cruppi est consacré aux vagabonds accidentels. Cet ar-

1. HOWELL, *Le passé et l'avenir des trade-unions*.

ticle est ainsi conçu : « Dans le but d'obvier au vagabondage et à la mendicité, chaque département est tenu d'ouvrir un établissement destiné à recevoir les personnes valides dénuées pour le moment de moyens d'existence suffisants, et dans lequel le travail sera immédiatement obligatoire. Les communes sont autorisées à subventionner ces établissements de travail. Les départements et les communes peuvent traiter avec des établissements privés, autant que possible agricoles, approuvés par des décrets rendus en Conseil d'État. »

Il serait donc créé dans chaque département des maisons d'asile momentané, sorte d'auberges de bon secours, où le travail serait obligatoire dès l'entrée, puisque les hôtes seraient valides. Le travail devrait être évidemment facile, puisqu'il n'y aurait pas d'apprentissage. On pourrait mettre ce travail en adjudication, comme cela se fait actuellement dans les prisons. Cette disposition de la proposition Cruppi a le mérite de distinguer les valides (qu'on envoie dans l'atelier) des invalides (qu'on envoie à la maison de refuge).

La réglementation des maisons de travail demanderait une longue et très minutieuse

étude de la part du législateur. Il faudrait qu'il s'inspirât de la loi belge de 1891, dont nous avons exposé les heureux résultats, et de l'établissement de Merxplas.

La disposition que nous préférons dans la proposition Cruppi est celle qui permet à l'État de confier aux établissements privés le soin de faire travailler l'ouvrier qui chôme. C'est, nous le disions tout à l'heure, l'initiative privée qui seule peut donner à l'assistance un essor vigoureux. Il y aurait en ce sens peu de chose à faire. Dans presque tous les départements, des œuvres se sont fondées dans ce but. Point n'est besoin que l'établissement d'assistance soit créé par le département ou la commune ; un atelier privé remplira bien mieux le but de la loi.

Nous ne voulons pas examiner les œuvres privées d'assistance par le travail. Nous voulons montrer seulement qu'il en existe sur tous les points de la France, et que, conformément à la proposition Cruppi, l'État n'a qu'à les subventionner, plutôt que de leur faire, en fondant des établissements nationaux, une inutile concurrence ¹.

1. Voir sur les œuvres d'assistance par le travail : D'HAUSONVILLE, *Revue des Deux-Mondes* du 15 mai 1894 ; — Maurice VANLAER, *Correspondant* des 10 septembre, 10 octobre 1892,

En 1829, une souscription publique fondait rue de Lourcine l'une des premières maisons d'assistance où était reçu tout venant, pourvu qu'il pût travailler. En 1870, M. Mamoz fondait une œuvre analogue dont il expose, en termes d'une simplicité touchante, les origines : « C'était dans les derniers mois de 1870, pendant le siège de Paris. La mairie du VIII^e arrondissement donnait beaucoup de secours gratuitement. Les nécessiteux y venaient de tous les quartiers de la ville. On satisfaisait à leurs besoins. Vers ce temps, les bataillons de marche et les mobiles, constamment répandus dans la banlieue et dans les fortifications, mouraient autant du froid que du feu de l'ennemi. Pour préserver les hommes, il était tout naturel de faire gagner aux femmes l'argent qu'on leur donnait gratuitement, en leur faisant confectionner des gilets et des ceintures de flanelle. Ainsi naquit l'assistance par le travail. » L'œuvre s'est plusieurs fois agrandie, et s'est transportée de la rue du Colisée rue du faubourg Saint-Honoré.

25 novembre 1892, 10 janvier 1893 ; — Maxime DU CAMP, *La charité à Paris*, Paris, Hachette, 1886 ; — *Hospitalité et travail*, par le pasteur ROBIN, Revue pénitentiaire de 1885 et 1886 ; — Revue pénitentiaire de 1895, p. 110 à 128.

En 1880, M. le pasteur Robin fonda à Belleville la maison hospitalière pour les ouvriers sans asile et sans travail. L'œuvre est pleinement prospère. Les produits du travail des assistés ont payé l'immeuble, et compensent les frais d'entretien.

A la même époque s'ouvrait à Auteuil l'œuvre de l'hospitalité du travail, dont l'existence a été définitivement assurée par la généreuse fondation Laubespain ¹. Elle fournit un asile temporaire et du travail à quiconque se trouve sans emploi et dans la misère. L'accès en est ouvert à tout venant, pour peu qu'il y ait une place vacante. Les hommes sont occupés spécialement aux travaux de menuiserie, et reçoivent un salaire de 2 francs par jour.

Citons encore, à Paris, l'office central des institutions charitables, l'asile de la rue Fessart, fondé en 1888 par M. le pasteur Robin, la colonie agricole de la Chalmelle, fondée en 1891 par la ville de Paris, en faveur des ouvriers ruraux venus à Paris, etc.....

En province, l'initiative privée a organisé des établissements et fondé des œuvres analogues. A Bordeaux, Nantes, Lyon, on les

1. *Correspondant* du 25 mai 1892, p. 772.

retrouve. Dans les ports de mer, au Havre, à Toulon, les assistés chargent et déchargent les navires.

Les bureaux de placement gratuits rendent également les plus grandes services, et servent puissamment à combattre le chômage. Des bureaux de placement gratuits ont été ouverts dans certaines villes par les municipalités, et dans certains arrondissements de Paris. En 1895, ces bureaux étaient à Paris au nombre de quatorze. Ils ont reçu 52.000 demandes d'emploi pour 40.010 offres, et réalisé 27.751 placements, soit, pour cent demandes, 77 offres et 50 placements. Sur ce nombre, il y avait 8.043 hommes (20 %) et 18.708 femme (80 %) ¹.

De nombreuses villes de province ont ouvert des bureaux de ce genre ; il en existe notamment à Bordeaux, Lille, Le Havre, Cambrai, Sainte-Menehould, Vitry-le-François, Flers, etc... ² Dans quelques villes aussi, sans ouvrir de bureau spécial, on a installé à la mairie un tableau public divisé en deux colonnes, réservées, l'une aux offres, l'autre

1. Paul GUILLOT, *Les assurances ouvrières*, p. 299. Paris 1897.

2. *Le placement des ouvriers, employés et domestiques en France*, ouvrage publié par l'office du travail. Paris, Berger, Levrault, 1893, p. 614.

aux demandes d'emploi ; il en est ainsi notamment à Rouen, Poitiers, etc...

Toutes les œuvres de charité privée destinées à opérer le placement gratuit des ouvriers et ouvrières ou des domestiques des deux sexes, sont reliées entre elles par l'office central des institutions charitables, qui sert de lien entre ces œuvres et d'intermédiaire entre elles et le public, auquel il donne les renseignements les plus complets d'une façon désintéressée.

L'office central met en relations avec les œuvres d'assistance tous les malheureux qui viennent lui demander secours. Il rend ainsi les plus signalés services.

La plupart des sociétés de secours mutuels contribuent à procurer du travail à leurs membres par les relations qu'elles établissent entre les ouvriers et les patrons. Quelques-unes même de ces sociétés ont ouvert des registres d'offres et de demandes, et ont ainsi formé de véritables bureaux de placement gratuits. Il en est de même des syndicats professionnels, patronaux et ouvriers, et des Bourses du travail. Il n'est pas jusqu'à certains journaux qui n'aient organisé un système de publicité gratuite pour aider au placement des ouvriers ; dans cet ordre d'idées, on peut

citer : le Moniteur de la Bijouterie et de l'Horlogerie, le Bulletin mensuel de l'Union céramique, le Bulletin des Couteliers, etc... On pourrait ajouter à cette liste certains journaux novellistes et politiques qui, comme le Petit Républicain de Troyes, emploient le même procédé.

On ne saurait trop insister sur la très grande importance des placements gratuits de travail. Il y a là une cause qui contribue très efficacement à la diminution du chômage. De plus, ces placements de travail ont le grand avantage d'être conformes au vrai principe, celui de l'assistance par le travail. Nous le répétons ici : l'aumône dégrade l'homme valide, tandis que le travail le relève.

Là où fonctionnent ces œuvres et ces Sociétés si nombreuses, l'État devra allouer de fortes subventions ; dans les départements où elles n'existent pas, l'administration en établira. Chaque département devra avoir son établissement d'assistance par le travail, de telle sorte que l'on puisse dire sans injustice : celui qui ne travaille pas et vagabonde doit être puni, parce qu'il est vagabond volontaire.

§ 4

VAGABONDS PROFESSIONNELS

Le vagabond professionnel ou incorrigible est précisément ce vagabond volontaire qui refuse systématiquement le travail qu'on lui offre, et s'obstine à vivre aux dépens de la collectivité. Cette catégorie est particulièrement dangereuse, et toutes les assemblées réclament contre elle les mesures les plus énergiques.

En 1895, sur l'invitation que leur avait adressée à ce sujet M. le Ministre de l'Intérieur, les Conseils généraux envoyèrent aux pouvoirs publics leurs doléances. Tous se plaignaient de l'envahissement des communes par les vagabonds menaçants ; mais ils différaient dans l'énoncé des moyens curatifs. Un grand nombre cependant réclamaient le système de l'emprisonnement cellulaire ¹.

La Société générale des prisons et la So-

1. Notamment : Eure-et-Loir, Indre, Isère, Loiret, Haute-Marne, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Jura, etc.

ciété internationale d'assistance formèrent, à la même époque, une commission mixte composée de membres pris dans les deux Sociétés. Cette commission rédigea ses conclusions sous forme de note, qu'elle envoya à tous les Conseils généraux. Cette note peut se résumer en quatre vœux principaux :

1° Développer les asiles et hospices départementaux, même au prix de grands sacrifices budgétaires ;

2° Aider les particuliers à fonder des établissements d'assistance par le travail ;

3° Organiser des abris nombreux ;

4° Transformer les prisons actuelles en prisons cellulaires.

Le Gouvernement s'émut à son tour des progrès incessants du vagabondage. Un décret du 13 novembre 1897 nomma une Commission extraparlamentaire chargée d'étudier « les moyens propres à améliorer la police du vagabondage et des campagnes ». Cette commission fut présidée avec une grande autorité par M. le sénateur de Marcère, qui rédigea un rapport¹. Ce rapport, très documenté, a surtout pour but de perfectionner les rouages déjà existants de la sûreté

1. *Journal officiel* du 29 mars 1898.

publique, sans rien innover en cette matière.

Enfin, dans leur réunion générale du 18 avril 1899, les Agriculteurs de France (section d'économie et de législation rurales) ont abordé à leur tour l'examen de cette grave question, en demandant aux pouvoirs publics protection contre le flot envahissant des vagabonds. La Société a adopté, après une intéressante discussion et un savant rapport de M. Allier, le vœu dont la teneur suit :

1° Que le Gouvernement prenne contre les vagabonds et mendiants étrangers valides les mesures d'expulsion autorisées par la loi ;

2° Que, conformément au rapport de M. de Marcère, la gendarmerie soit moins distraite par une série d'occupations de son rôle primordial, qui est d'assurer la sécurité des campagnes ;

3° Que l'administration dirige tous ses efforts pour amener la suppression des roulettes, qui constituent un danger permanent pour la sécurité et l'hygiène des campagnes ;

4° Que chaque département s'entende avec l'État pour constituer des maisons d'arrêt où sera organisé le système de la séparation individuelle, conformément à la loi de 1875, étant donné que l'expérience a prouvé que l'isole-

ment est la seule mesure efficace pour la suppression du vagabondage professionnel ;

5° Qu'à bref délai le Gouvernement présente au Parlement un projet de loi permettant de mieux et plus efficacement secourir les indigents, mais aussi de traiter plus sévèrement les vagabonds de profession, notamment en les soumettant au travail pendant leur emprisonnement, et en organisant des colonies agricoles de travail analogues à celles qui existent déjà à l'étranger : émet le vœu..... que les moyens préventifs du vagabondage soient cherchés, non seulement dans l'organisation communale, mais encore dans l'organisation professionnelle ¹.

Ce n'est pas sans raison que tout le monde réclame des réformes, et il n'est pas nécessaire, pour faire ressortir à cet égard les lacunes de la loi, d'insister longuement. Le vagabond volontaire est de tous le plus dangereux ; or, la loi s'est montrée à son endroit d'une indulgence impardonnable. Des trois peines applicables aux vagabonds, une seule peut avoir des conséquences pratiques. L'interdiction de séjour n'a aucune portée ; la

1, Bulletin de la Société des agriculteurs de France, n° du 15 mars 1899, p. 368.

relégation est très rarement applicable, puisqu'il faut qu'il y ait vagabondage qualifié, et qu'en aucun cas, le vagabondage simple ne peut entraîner cette peine perpétuelle. Il ne reste donc que la prison.

L'emprisonnement n'est pas pour la répression du vagabondage une peine efficace : tel qu'il existe, loin d'effrayer le vagabond, il est pour lui un but à atteindre. Un grand nombre de vagabonds se font arrêter volontairement. M. Hardelay, fonctionnaire à la préfecture de police, constate que, le 29 juin 1888, on arrêta à Paris, en une seule journée, près de cent vagabonds. Parmi eux, un jeune homme de vingt-deux ans avait à son casier vingt-cinq condamnations, toutes pour vagabondage; un autre en avait dix-huit, et un troisième, dix.

De nombreux exemples pourraient confirmer notre observation. Nous en emprunterons deux à M. le Conseiller du Puy :

Un individu se présente un jour au parquet de C..., se déclarant en état de vagabondage et demandant à être arrêté. Le procureur de la République constate que le délit n'est pas juridiquement établi, et renvoie le nouveau venu. Celui-ci s'éloigne en murmurant. Moins d'une minute après, les vitres du tribunal volaient en éclats. On arrête et on

amène le délinquant, qui n'était autre que le vagabond congédié. Les mains tout ensanglantées, il déclare que, puisqu'on l'a élargi du chef de vagabondage, il s'est fait arrêter pour bris de clôture.

En 1891, un individu demande sur une route, à deux gendarmes qui faisaient leur tournée, de bien vouloir le mettre en état d'arrestation. Ceux-ci s'y refusent sur le vu d'un certificat récent de travail. Immédiatement, l'individu se s'écrier : « Descendez de vos chevaux, canailles; je vous outrage pour être arrêté. » Il fut poursuivi pour outrages.

Ils sont très nombreux les vagabonds qui considèrent leur arrestation comme un moyen facile de se procurer la nourriture et le logement. En 1885 ¹, le parquet de la Cour de cassation avait été frappé de ce que le ressort de la Cour de Rouen fournissait à lui seul près du tiers des pourvois en matière criminelle dans la France entière. M. le Procureur général près la Cour suprême demanda sur ce point des explications à M. le Procureur général près la Cour de Rouen. Ce magistrat fit une enquête, et présenta, le 1^{er} mars 1886, un rapport des plus intéressants. Or, la première

1. *Gazette des Tribunaux*, 1885.

et principale raison qu'il donne du nombre excessif des prévenus est précisément l'aménagement confortable de la prison Bonne-Nouvelle, à Rouen.

« L'installation de Bonne-Nouvelle ne laisse rien à désirer : la préparation des aliments, les ressources de la cantine y sont de beaucoup supérieures à ce qu'elles sont dans les autres prisons. Les détenus ne sont pas insensibles à ces avantages. L'un d'eux, condamné du Havre, m'a dit s'être déterminé à interjeter appel, parce qu'étant jeune et ayant besoin d'une nourriture substantielle, il savait la cantine de Rouen munie de ragoût tous les jours, tandis que celle du Havre ne l'était qu'un jour par semaine. »

Aux termes du décret du 11 mars 1885, qui réglemente le régime des courtes peines, la vie des condamnés est relativement très douce. La nourriture est saine et abondante, et surtout le régime en commun plaît beaucoup aux détenus.

Ce n'est donc pas avec les moyens dont la loi dispose aujourd'hui qu'on arrivera à enrayer le vagabondage ; à ces moyens, il en faut ajouter d'autres plus énergiques. Il faut aussi activer la surveillance des gens errants, afin que personne ne circule en quelque sorte

sans qu'on sache qui il est, où il va et d'où il vient.

Nous diviserons l'examen des mesures à prendre envers les vagabonds incorrigibles en deux sections, l'une consacrée aux moyens de surveillance, et l'autre aux moyens de coercition.

SECTION PREMIÈRE

MOYENS DE SURVEILLANCE

C'est surtout au point de vue de la surveillance des villes et des campagnes que s'est placée la commission extraparlamentaire présidée, en 1898, par M. de Marcère. En effet, la nécessité d'aboutir rapidement à des résultats propres à rassurer l'opinion, fit restreindre notablement la portée des travaux de la commission. Celle-ci, au lieu d'examiner les réformes profondes d'ordre social, comme la question de l'ouvrier vagabond par le chômage, ou celle de l'enfance vagabonde, se borna à proposer des mesures qui permissent de tirer tout le parti possible des forces qui composent actuellement la sûreté publique.

En d'autres termes, sans rien changer au fond des choses, la commission présidée par M. de Marcère se contente de stimuler le zèle des fonctionnaires, et de proposer quelques réformes d'ordre plutôt secondaire. Mais il n'est pas besoin non plus de révolution pour résoudre le problème du vagabondage, et on ne peut qu'approuver les conclusions de la commission de 1898.

Notre police est organisée de la façon la plus imposante. Tous les fonctionnaires d'ordre administratif ont des attributions de police ; mais nous ne saurions voir dans ces personnages une garantie sérieuse pour la sécurité des populations. Ils pourraient cependant beaucoup faire et arrêter dans leurs pégrinations les nomades et les roulottiers. Les préfets ont quelquefois pris des arrêtés en ce sens ; mais ces arrêtés sont inefficaces, parce qu'ils pratiquent ce qu'on a appelé le refoulement. Le refoulement consiste à interdire l'accès d'un département ou d'une commune aux nomades, et à refouler ceux-ci vers la commune ou le département le plus proche. Or, il en est du refoulement comme de l'interdiction de séjour : c'est une mesure absolument inefficace.

Les maires accordent trop volontiers les

autorisations de séjour qui leur sont demandées, et il n'est guère de chemineau, bateleur, chanteur ambulant qui n'obtienne l'autorisation qu'il sollicite. Il y a là un grave abus qui paralyse au plus haut point l'action de la gendarmerie. Si un gendarme vient visiter une roulotte qui stationne sur une route, on lui exhibe, en guise de papiers, une autorisation de séjour délivrée par le maire. Le gendarme doit se retirer, puisque ces nomades ont un domicile et ne sont pas des vagabonds.

Il faudrait que les préfets, auxquels est accordé le droit de se substituer aux maires, prissent des arrêtés formels pour réglementer la surveillance des nomades et faciliter le contrôle. Aucun préfet n'a pris encore d'arrêté de ce genre. C'est ce qui faisait dire au rapporteur de la commission : « Je me demande si les Préfets eux-mêmes remplissent les devoirs de contrôleurs qui leur appartiennent en vertu de la loi de 1881. » Et M. de Marcère indique, à la suite de cette observation, quel devrait être à son sens l'arrêté préfectoral.

Le Préfet,

Vu la loi du 10 vendémiaire an IV, titre III;

Vu l'article 99 de la loi du 5 avril 1884;

Considérant que, dans l'intérêt de la sécu-

rité publique, il est indispensable de prendre des mesures à l'effet d'assurer d'une manière plus efficace la surveillance des nomades de toutes catégories circulant sur les routes, chemins et voies publiques du département,

Arrête :

ART. 1^{er}. — Tout individu exerçant une profession, une industrie ou un commerce ambulancier, doit au préalable en avoir obtenu l'autorisation. L'autorisation ne pourra être donnée que sur la présentation d'un livret de bonnes vie et mœurs émanant des autorités locales de la dernière résidence de l'impétrant.

Elle sera consignée sur un carnet spécial contenant vingt-quatre feuillets cotés et parafés par l'autorité administrative qui en aura fait la délivrance. Ce carnet énoncera le nom et les prénoms de l'impétrant, son âge, le lieu de sa naissance, celui de son domicile ou de sa résidence habituelle et son signalement exact. Il mentionnera le genre d'industrie ou de commerce auquel il entend se livrer ; il indiquera en outre l'âge, le sexe, les noms et prénoms et le lieu de naissance des personnes qui l'accompagnent. Il devra être présenté à toute réquisition des agents de la force publique, et, dans tous les cas, être soumis au visa des maires

dans la commune desquels le porteur se propose d'exercer sa profession ; les droits de police de ces derniers sont et demeurent réservés.

ART. 2. — Tout nomade, sans profession habituelle, errant à travers le département, devra justifier, à toute réquisition des agents de la force publique, de son identité. Cette identité sera légalement établie, soit par un passeport avec ou sans secours de route, un livret d'ouvrier, soit, à défaut de ces pièces, par une carte d'identité individuelle ou collective contenant l'état civil, le signalement exact et l'indication du dernier domicile ou de la résidence de celui qui en sera détenteur.

Sur la production de toute pièce justificative utile, ces cartes d'identité seront mises gratuitement à la disposition des intéressés dans les bureaux de préfectures et sous-préfectures.

ART. 3. — Tout individu visé par le présent arrêté qui ne serait pas en mesure d'établir son identité par la production d'une des pièces susénumérées sera retenu administrativement, à l'effet de rechercher cette identité. Pour le cas où ces recherches resteraient infructueuses, il sera déféré aux tribunaux sous l'inculpation de vagabondage, ou comme

contrevenant aux dispositions du présent arrêté.»

Cet arrêté préfectoral préconise une mesure que nous approuvons pleinement, et sur laquelle nous aurons à revenir : la carte d'identité. Il a aussi un autre grand mérite : c'est de restreindre et de subordonner à certaines conditions l'obtention des autorisations de séjour.

Mais, comme nous le disions, aucun préfet n'a pris encore d'arrêté en ce sens.

Au-dessous des maires et des préfets, se trouvent des auxiliaires très utiles au point de vue qui nous occupe, les gardes champêtres et les gendarmes.

Le garde champêtre serait un auxiliaire d'une grande utilité au point de vue de la répression du vagabondage. Il faudrait d'abord imposer à chaque commune l'obligation d'avoir son garde champêtre. Ensuite, il faudrait réglementer les fonctions du garde champêtre, de telle sorte qu'il devînt un rouage vraiment sérieux de la sûreté générale. La première chose à faire serait d'imposer une limite d'âge, et la résidence dans la commune.

Il y a des gardes champêtres qui habitent à une certaine distance de la commune

dont ils gardent le territoire ; ils deviennent en ce cas inutiles. On pourrait aussi les recruter obligatoirement parmi d'anciens militaires, d'anciens douaniers ou gardes forestiers. Et, pour donner plus de relief et de ressort à cette institution, on enrégimenterait les gardes champêtres d'une façon plus sévère. Ils relèveraient, au point de vue militaire, de la gendarmerie, et seraient inspectés par des agents de la sûreté. On se montrerait plus sévère pour leurs procès-verbaux, qui, la plupart du temps, sont rédigés d'une manière ridicule. En 1894, les 32,000 gardes champêtres qui existent en France n'ont dressé que 8,000 procès-verbaux, soit un procès-verbal pour quatre gardes champêtres, ce qui est assez édifiant sur la capacité et l'utilité actuelle de ces fonctionnaires. Et, si nous insistons, c'est que le garde champêtre, par son occupation habituelle, qui est de parcourir les campagnes, est destiné à rendre les plus grands services au point de vue de la répression du vagabondage et de la surveillance des nomades.

Nous ne citons que pour mémoire les brigadiers et gardes forestiers, les douaniers, les gardes particuliers et les cantonniers. Tous ces agents ont l'investiture judiciaire ; et,

comme le dit M. de Marcère, la nature de leurs attributions les rend propres à la mission de surveiller les vagabonds. Ils pourraient rendre les plus grands services. Les forestiers feraient des rondes incessantes dans les forêts de l'État, et dépisteraient ainsi les nomades traqués, qui se mettent volontiers à couvert sous les bois. Les douaniers, qui circulent incessamment sur nos côtes, purgeraient le littoral des vagabonds qui le parcourent. Enfin, les gardes particuliers assermentés, qui sont si nombreux, interrogeraient tous les individus suspects, et, au besoin, les conduiraient devant l'autorité compétente. De tout ceci, rien ne se fait : c'est négliger et laisser inactifs des concours très précieux.

Le rouage le plus sérieux de la sûreté publique est incontestablement la gendarmerie : « La gendarmerie, dit M. de Marcère, est demeurée un corps intact, dévoué, zélé, discipliné, investi de la confiance publique. » Rien de plus exact. Malheureusement, elle a un double rôle à remplir : rôle civil et rôle militaire.

Le gendarme est un soldat ; il est soumis à des revues, on lui fait des théories ; on exige de lui des heures d'exercice militaire.

Il est aussi un scribe : que de procès-verbaux il copie et recopie ! que de registres il doit tenir à jour ! Il est souvent sur les routes, fait des tournées de surveillance, et c'est ce côté de sa mission que nous voudrions voir se développer et s'étendre. Pour cela, il faudrait alléger tous ses autres services. C'est à notre sens un grand tort d'avoir fait du gendarme le facteur du recrutement. La sacoche du gendarme est le plus souvent remplie de livrets militaires et d'ordres d'appel à distribuer. Les parquets chargent toujours la gendarmerie de leurs enquêtes, en matière civile comme en matière pénale : il y a là un abus ; car, en déchargeant le service de la gendarmerie, on lui permettrait de se consacrer davantage et plus utilement à la surveillance des malfaiteurs.

On a proposé d'employer davantage, pour les services militaires, le concours de la poste ; ce serait une très bonne chose. Il est vrai que l'emploi de la gendarmerie pour les services militaires présente de grands avantages. Le gendarme est obligé de pénétrer dans les hameaux les plus reculés, et sa tournée devient dès lors plus utile. Il parcourt en tous sens les villages, au lieu de se borner à des promenades sur les grandes routes. Mais tout en allé-

geant son service de ce côté, on peut ne pas le supprimer.

Un point important serait d'employer davantage les gardes champêtres pour les enquêtes ordonnées par les Parquets, et cela serait facile, si on recrutait mieux, comme nous l'avons demandé, les gardes champêtres. On pourrait aussi, comme le réclame M. de Marcère, diminuer le nombre des revues de détail, d'équipement, des théories des gendarmes, tout en conservant à la gendarmerie le caractère militaire, qui est essentiel au prestige de cette institution. Une observation enfin a bien son importance. Le gendarme est surchargé d'écritures : ne pourrait-on pas employer davantage la presse à copier ? Le gendarme rend plus de services sur les routes que dans les bureaux.

Et remarquons que toutes ces observations sont essentielles à la surveillance des campagnes et des villes. Dans ces dernières, les commissaires de police et les agents seront également des auxiliaires très précieux, et ne devront pas hésiter à se faire exhiber les papiers de tout individu suspect.

Les divers membres de la milice de la sûreté, étant ainsi reliés les uns aux autres par une organisation puissante, seraient la

terreur des vagabonds. On pourrait même, comme la commission extraparlamentaire de 1898 le demande, créer dans chaque arrondissement un fonctionnaire spécial, « sorte de directeur de la sûreté générale au petit pied », qui concentrerait les renseignements et les recherches.

La loi belge de 1891 a inauguré un système de renseignements que nous voudrions aussi voir introduire en France : c'est le casier central au Ministère de la Justice ¹. Tout vagabond arrêté précédemment y fait l'objet d'une fiche spéciale. Outre les rapprochements que ce casier permet de faire entre les circonstances qui ont accompagné tel crime dont l'auteur est resté inconnu, et les particularités de tel vagabond, il a de plus l'avantage d'inspirer aux nomades une terreur salutaire.

M. Fourquet, juge d'instruction à Belley, qui a instruit contre Vacher, a été effrayé du rapport qu'il y avait entre le nombre des vagabonds et le chiffre des crimes dont les auteurs sont demeurés inconnus ; il propose comme nous la création d'un casier central des vagabonds et gens errants. Une

1. Revue pénitentiaire, 1895, p. 20.

indication quelquefois des plus légères mettrait le magistrat sur une piste utile, et le nombre des criminels retrouvés augmenterait rapidement.

« Nous parlions un jour à M. le professeur Lacassagne, écrit M. Fourquet¹, de l'utilité de la création, au Ministère de la Justice, d'un service chargé de centraliser les dossiers des crimes impunis et d'opérer entre eux des rapprochements qui, en permettant de découvrir les similitudes frappantes existant entre ces crimes, mettraient sur la voie des criminels insaisissables. C'est exactement la méthode suivie dans l'affaire Vacher, et on a pu en apprécier les résultats. » A son tour, M. Tarde se demande, dans un récent article paru dans les archives d'anthropologie criminelle, « si les malfaiteurs ont trouvé plus ou moins de ressources que les juges et la police dans le développement des routes, des postes, des chemins de fer, des télégraphes, de la photographie, de la presse et des connaissances médico-légales ».

Voyons les chiffres. Le nombre des vagabonds arrêtés augmente d'année en année et se développe parallèlement au nombre des crimi-

1. *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1899, p. 426.

nels inconnus. Il y avait, d'après les statistiques, 13,474 vols par auteurs inconnus en 1845; il y en a eu 86,874 en 1895, soit plus de cinq fois plus; il y avait en 1845, 119 assassinats, et en 1895 on en a compté 215, soit plus du double. Cette proportion entre les vagabonds et les criminels inconnus est des plus inquiétantes, et le casier central permettrait de suivre la piste du vagabond, et d'établir souvent sa culpabilité dans telle affaire demeurée mystérieuse.

On pourrait aussi envoyer dans les prisons les signalements des individus en fuite. Les gardiens seraient obligés, dès qu'un vagabond serait amené, de consulter ces états signalétiques et d'opérer des rapprochements. Le service central de l'identité judiciaire serait ainsi puissamment aidé par le casier central. C'est aussi ce système que préconise M. Gilbrin, procureur de la République à Mantes, dans une brochure récente ¹.

Une autre mesure que la création du casier central donnerait également de grands résultats : ce serait le rétablissement des passeports et des livrets d'ouvrier.

1. GILBRIN, *De la création d'un casier spécial pour aider à la recherche et à la découverte des malfaiteurs*. Nantes, Beaumont frères, in-8°.

On avait réclamé la suppression des passeports en se fondant sur le respect de la liberté individuelle ; on n'a réussi qu'à augmenter le nombre des vagabonds : n'est-il pas évident que la présentation obligatoire d'un passeport fait ressortir dès l'abord la situation irrégulière de ceux qui n'en ont pas ? On nous objecte le respect de la liberté individuelle ? Vain argument. La justification de l'identité de chacun est complètement entrée dans nos mœurs : pas un voyageur qui ne soit muni de pièces d'identité avec sa photographie ou sa carte d'électeur, pas un touriste qui ne possède une carte d'abonnement ou de sport, pas un officier en voyage qui n'ait sur lui ses papiers. Les hôteliers exigent que les étrangers s'inscrivent, et les diverses administrations commencent par s'assurer de l'identité de ceux qui entrent en rapports avec elles ; ainsi font, par exemple, les postes et les banques. Seuls les vagabonds, les réfractaires à la loi du travail, ceux en un mot qu'on veut traquer, manquent de ces papiers, que nos mœurs imposent à tout voyageur.

Pourquoi n'en pas faire une obligation ?

Il en est de même des livrets d'ouvriers, abolis par la loi du 2 juillet 1890. Nous voudrions qu'on les rétablît. Quand un vagabond

est arrêté, on lui demande depuis combien de temps il a travaillé. Le plus souvent, il sort de sa poche des papiers qu'il a fabriqués de toutes pièces, et le Parquet doit échanger de nombreuses dépêches pour arriver à connaître l'exacte vérité. Il serait bien plus simple d'imposer à tout ouvrier un livret que la mairie délivrerait gratuitement. Des conseils de prud'hommes se sont associés à notre désir.

M. Cruppi, dans sa proposition de loi actuellement à l'étude, adopte pleinement cette manière de voir, et, sans crainte de blesser la liberté de chacun, impose à tous les vagabonds le port d'une carte d'identité ¹.

« Art. 6 de la proposition: Tout nomade, même invalide ou infirme, sans profession habituelle, devra justifier de son identité à chaque réquisition des agents de la force publique. S'il ne fait pas cette justification, il sera immédiatement conduit devant le juge de paix.

« L'identité sera, à défaut d'autres pièces probantes, légalement établie par une carte d'identité contenant l'état civil, le signalement et l'indication du dernier domicile de celui qui en sera détenteur.

1. Ce système est déjà en vigueur dans le Pas-de-Calais depuis quelques mois, grâce à l'initiative du préfet, M. Alapetite.

Sur la production de toute pièce justificative utile, ces cartes d'identité seront mises gratuitement à la disposition des intéressés dans les bureaux des préfectures et des sous-préfectures.

Art. 7. — Tout individu visé à l'article précédent, qui ne serait pas en mesure d'établir son identité sera, pour ce seul fait, traduit devant le Procureur de la République, et passible d'une peine d'un à six mois d'emprisonnement, indépendamment des peines plus fortes qu'il pourrait avoir encourues pour vagabondage ou mendicité.

Tout nomade, fût-il invalide, devrait donc être muni d'une carte d'identité indiquant son état civil, son signalement et son dernier domicile. Ces cartes seraient distribuées gratuitement dans les préfectures et sous-préfectures, et devraient être exhibées à toute réquisition des agents de la force publique.

Nous reprocherons à M. Cruppi de n'être pas allé assez loin dans la voie de la réforme. On remarquera, en effet, que sa proposition n'exige la carte d'identité qu'à défaut de toute autre pièce probante, quelle qu'elle soit. Cette disposition prêterait à des abus, et on pourrait encore, avec une certaine facilité, se servir

de faux papiers et de faux certificats. Le meilleur moyen d'empêcher cet inconvénient serait d'imposer à tout nomade une carte unique d'un modèle égal pour tous. Cette carte énoncerait l'état civil du porteur, et serait visée dans la mairie des communes par lesquelles passent les nomades. On ne saurait nier que cette disposition ne soit, pour la découverte des malfaiteurs et la surveillance des nomades, d'une grande utilité. Cette mesure aurait de plus l'avantage d'empêcher qu'on ne pût se prêter réciproquement sa carte. D'ailleurs, puisque le port en serait exigé à peine de délit, nul ne voudrait s'en dessaisir.

On objecterait en vain une nouvelle dépense pour le budget ; cette dépense sera en effet très minime. Les indigents trouveraient dans les mairies des cartes de ce genre. Au bout d'un certain temps, cinq ou dix ans par exemple, les cartes seraient périmées et devraient être renouvelées. Pour les indigents, la remise de la carte d'identité serait une forme de l'assistance, comme serait la remise gratuite du livret aux ouvriers. La carte pourrait énoncer en outre des références dans plusieurs villes ou villages.

Nous proposerons enfin la création d'abris ruraux, rappelant, sinon en fait, du moins en

principe, les stations de secours allemandes. Nous avons dit que près de deux mille stations ont été établies sur toute l'étendue de l'Empire ; 250 de ces stations sont dirigées et soutenues par les associations privées, et plus de 1,700 par les communes.

Ce que nous voudrions qu'on créât chez nous, ce serait un abri, un local dans chaque commune, abri où seraient reçus le soir tous ceux qui se trouvent sans logement. Ce serait une forme très utile de l'assistance. Chaque commune aurait une chambre de sûreté qui servirait d'abri rural dans un double but. D'abord, l'ouvrier sans travail, le vagabond involontaire, trouverait, quand la nuit tombe, un lit et un toit dans la commune où il se trouve. Ce serait un moyen de débarrasser les habitants de ces gens qui viennent constamment solliciter une place dans la grange, et qui font courir aux populations rurales toutes sortes de dangers. On les enverrait à l'abri communal. De plus, ce serait la seconde et peut-être la plus grande utilité de ces sortes d'abris, le garde champêtre de la commune viendrait le soir examiner les papiers, les cartes d'identité des réfugiés. Ce serait un moyen de surveillance efficace. Enfin, l'abri rural servirait à enfermer provisoirement les

nomades qui n'auraient pu justifier de leur identité, et on les y maintiendrait jusqu'après vérifications et recherches utiles.

M. Cruppi n'est pas allé jusque-là, et il se contente d'une chambre de sûreté par canton ; mais n'est-ce pas enlever à l'institution toute sa portée pratique ? Le vagabond qui erre la nuit sur les grandes routes aura toujours l'excuse de n'avoir pu parvenir au chef-lieu de canton, tandis que, s'il existe un abri par commune, on pourra toujours faire l'objet d'une inculpation du fait de n'avoir point rejoint cet abri.

C'est d'ailleurs en ce sens qu'a été écrite la circulaire ministérielle du 10 juin 1898. M. Barthou, ministre de l'Intérieur, écrivait alors aux préfets : « Une des servitudes les plus redoutées des populations des campagnes, à raison soit de la charge dont elle les grève, soit des dangers auxquels elle expose les habitants, réside dans l'obligation de fait où elles se trouvent de donner asile durant la nuit aux vagabonds qui traversent la commune. Il serait à souhaiter que les municipalités prissent des mesures pour exonérer les habitants de cette lourde obligation, et elles y parviendraient sans difficulté en installant des asiles de nuit, qu'on devrait rencontrer

aujourd'hui dans toutes les communes. La dépense qu'entraînerait l'entretien de cette sorte d'abri ne saurait mettre un obstacle à la réalisation du projet ; car, d'une part, elle serait minime, étant donné qu'il ne s'agit que d'installations sommaires pouvant, le plus souvent, être effectuées dans des locaux existants, et, d'autre part, cette dépense qui, rationnellement, incombe à la collectivité locale, sera beaucoup moins lourde que celle dont les habitants, rançonnés par les vagabonds, ont à supporter le poids ¹. »

On a dirigé quelques critiques contre l'abri communal : ce sera, a-t-on dit, un foyer d'épidémie. Nous répondrons qu'il n'en sera pas ainsi si l'abri est convenablement installé, et soigneusement entretenu et désinfecté. On a ajouté que ces abris attireraient les vagabonds : nous le savons bien, et c'est précisément le but que nous voulons atteindre. Nous préférons voir tous les vagabonds réunis en un seul lieu que dispersés chez les habitants qu'ils terrorisent ; et, comme nous l'avons dit, la surveillance des nomades serait ainsi singulièrement facilitée.

1. Circulaire de M. Barthou, ministre de l'intérieur, du 10 juin 1898.

Aussi, nous ne pouvons que nous associer au vœu de M. Barthou, qui terminait ainsi la circulaire aux préfets : « Le bénéfice qui doit résulter, pour la sécurité des habitants et pour l'ordre public, de la multiplication de ces abris paraît si incontestable, que je crois devoir vous prier d'insister auprès des municipalités de votre département pour qu'elles se décident à en établir. »

Si nous résumons les observations que nous venons de présenter, relativement à la surveillance reconnue aujourd'hui insuffisante des vagabonds et nomades, on arrive aux conséquences suivantes : deux sortes de mesures s'imposent ; les unes sont d'ordre nouveau et n'ont jamais été employées chez nous ; les autres ne sont que des institutions aujourd'hui abolies et qu'il s'agit de faire revivre.

Parmi les mesures anciennes, le rétablissement des passeports et des livrets d'ouvrier a, selon nous, la plus grande importance pour que l'on puisse suivre l'ouvrier nomade dans toutes les pérégrinations et surveiller, jour par jour en quelque sorte, le travail auquel il se livre. Et, comme nous l'avons dit, cette surveillance serait singulièrement facilitée, si les maires accordaient avec moins de largesse

les autorisations de séjour aux gens qui exercent des professions ambulantes. Il faudrait que ces autorisations ne fussent accordées que sur le vu des pièces d'identité, justifiant non seulement du domicile précédent, mais des bonnes vie et mœurs.

La police actuelle est bien suffisante pour la surveillance des nomades ; mais les divers éléments dont elle se compose ont besoin d'être groupés et coordonnés. Que chacun, dans la limite de ses attributions, travaille à l'œuvre commune au lieu de s'en désintéresser. Les préfets prendront des arrêtés, et les maires les imiteront ; les mesures de surveillance, en effet, sont plutôt d'ordre administratif. Le but à atteindre est nettement indiqué par la conclusion du rapport de M. de Marcère : ce que nous voulons, en ce qui a trait aux mesures de surveillance, c'est « reconstituer les cadres et le personnel déjà existants de la milice de la sûreté publique ; restituer aux divers agents qui la composent leur vraie valeur ; la coordonner dans son action multiple et une à la fois ; lui fournir les moyens d'exécution qui lui manquent ou dont on a perdu l'usage ; rendre plus efficace l'œuvre de la police par le concours de la justice ; susciter chez tous les agents, fonctionnaires,

magistrats, gendarmes, qui concourent à l'œuvre de la police et de la sûreté générale, un renouveau de zèle, la volonté de travailler en commun à cette partie si importante de l'ordre social ; réveiller chez tous le sentiment de la responsabilité ; mettre de la suite dans les idées et de la constance dans l'exécution ; concentrer tous ces services dans une main unique de degré en degré jusqu'au sommet, jusqu'au ministre de l'Intérieur, de manière à ce que la police redevienne ce qu'elle doit être, *une affaire d'État*. ¹ »

Parmi les mesures nouvelles, la plus importante est la création de cartes d'identité. C'est le moyen le plus radical et le plus sur : on évite ainsi les longues recherches, les allégations fausses et les déclarations suspectes. Et on attaque le mal par sa racine, puisque, chacun devant être en mesure de justifier son identité par une pièce spéciale et la même pour tous, le seul fait d'être démuní de cette carte constitue un délit. Ces cartes seront distribuées par mesure administrative dans les bureaux des sous-préfectures.

Enfin, l'abri rural, qui peut être établi sans frais et qu'on réclame depuis trop longtemps,

1. Conclusion du rapport de M. de Marcère.

offrira de grands avantages en ce qui a trait à la surveillance. Il débarrassera en outre les campagnes de ces hôtes redoutables qu'on reçoit parce qu'on en a peur.

SECTION DEUXIÈME

MOYENS DE RÉPRESSION

Beccaria posa le principe suivant, qui depuis a été bien souvent formulé et commenté : « Le délit n'est punissable qu'autant qu'il est évitable. » Voilà pourquoi, avant de poser la question de la répression, il nous a été indispensable de traiter les questions d'assistance. Nous avons vu qu'il y a une distinction à faire entre les catégories de vagabonds : pour les uns, c'est l'hôpital et l'asile; pour les autres, ce sera la maison d'assistance. Or, puisque le travail doit être organisé, puisque les asiles doivent recueillir les infirmes, il s'ensuit que tout vagabond est un vagabond volontaire, et doit être puni. Il doit être d'autant plus sévèrement puni qu'on a pris plus de mesures pour prévenir le vagabondage, et que, d'autre part, il est

grand temps de réagir, par des mesures de rigueur, contre le mal toujours croissant.

Le délit n'existant plus que pour la mendicité d'habitude et le vagabondage professionnel, les tribunaux pourront dès lors prononcer des peines très fortes, de nature à effrayer les vagabonds volontaires. C'est là le but à atteindre. La répression doit être assez sévère pour décourager les instincts du vagabond ; or, nous avons eu occasion de dire quelles étaient à cet égard les lacunes de la loi moderne. Le projet Cruppi lui-même est, au point de vue répressif, d'une grande insuffisance. La peine de l'emprisonnement est si peu terrible, que le vagabond la recherche et la désire. Assurément, si on ne prend soin de changer cet état de choses, le nombre des vagabonds ne fera que s'accroître. Car il y a, même dans le système d'assistance et d'hospitalisation que nous avons proposé, un grand écueil : si on ne punit avec la dernière rigueur les vagabonds reconnus valides et paresseux, beaucoup feindront les infirmités et le chômage pour recevoir un asile et une nourriture gratuits. C'est par une peine très sévère seulement qu'on peut arriver à éviter l'écueil que nous signalons,

Des diverses peines qui peuvent être prononcées, il en est une qu'on doit complètement écarter : c'est l'emprisonnement pur et simple, tel qu'il est aujourd'hui pratiqué. La commission de 1898 a signalé ce point à l'attention du législateur. « Les peines prononcées, écrit le rapporteur, sont en général trop faibles. La prison a perdu pour les vagabonds toute sa valeur comminatoire et de flétrissure ; elle est pour eux un lieu de repos. Il est d'expérience que l'emprisonnement cellulaire est le seul qui soit pour les vagabonds une vraie peine. La loi à faire devra prononcer expressément contre ce délit la peine de l'emprisonnement cellulaire..... La Commission pense que la relégation est un des moyens les plus efficaces que l'on puisse trouver pour guérir la plaie du vagabondage. »

Une intéressante discussion s'éleva à ce propos entre les membres de la Société générale des prisons ¹. Il s'agissait de savoir si l'idée de travail devait ou non prévaloir sur l'emprisonnement cellulaire. M. Rivière, ancien magistrat, avait soutenu cette théorie qu'il est impossible d'amener le vagabond à travailler : « On veut faire travailler le vaga-

1. Revue pénitentiaire, 1886, p. 997.

bond ! Il ne travaillera pas. C'est un être usé, déchu, chez qui tous les ressorts sont, non pas distendus, mais brisés. Son inertie sera toujours plus forte que les mesures les plus savamment combinées pour la combattre ; elle est invincible. Ses facultés ne sont pas entières. Son aversion pour le travail est une véritable infirmité rebelle à toute médication ; c'est un *imbecillis*. » Et M. Rivière a conclu que le vagabond ne travaillera jamais, et se fera tuer sur sa tâche plutôt que de l'accomplir. Beaucoup d'autres criminalistes ont suivi cette idée, et posé en principe qu'il est chimérique de vouloir faire travailler le vagabond.

C'est aller beaucoup trop loin, et la Société des prisons fut la première à reconnaître que l'internement doit être accompagné de travail, et même d'un travail assez long pour permettre au vagabond de se constituer un pécule de sortie, et de donner des preuves d'amendement.

Selon nous, la peine la plus efficace à prononcer contre le vagabond volontaire consisterait dans un emprisonnement cellulaire suivi d'une période de travail obligatoire. Car, d'une part, s'il est bon d'effrayer le vagabond par des peines rigoureuses, d'un autre côté il faut bien tenter encore de lui redonner le goût

du travail. Le travail est le seul facteur possible de reclassement, et on n'a pas oublié la belle parole de Jules Simon : « Partout où on répand le travail au lieu de la sportule, où l'on remplace le mendiant par l'ouvrier, la moralité et le bien-être renaissent. » Il faut, de toute nécessité, que le vagabond soit extrait de sa cellule à certaines heures, et conduit dans l'atelier commun, où il sera astreint à divers travaux. S'il ne connaît pas de métier, le moment est bien choisi de lui en apprendre un ; s'il en a perdu l'habitude, on s'efforcera de la lui faire reprendre.

Les lois qui régissent actuellement le régime pénitentiaire en France sont celles du 5 juin 1875, 11 novembre 1885 et 4 février 1893.

La loi du 5 juin 1875 a précisément mis en vigueur le régime de séparation individuelle que nous réclamons ; mais elle n'a rendu ce régime obligatoire que pour les condamnés à moins d'un an d'emprisonnement. Les individus condamnés à plus d'un an ne sont soumis à ce régime que sur leur demande, et, dans ce cas, la peine se trouve de plein droit réduite d'un quart. Mais, pour que cette réduction s'opère, il faut que la peine soit supérieure à trois mois. La même loi prescrit et réglemente, en vue du régime

qu'elle organise, une série de mesures pour la reconstruction et l'appropriation des prisons. Et il le fallait bien, puisque toutes nos prisons étaient destinées à l'emprisonnement collectif, et ne contenaient que quelques cellules de correction. Aussi, la loi de 1875 porte que l'exécution du régime cellulaire n'aura lieu qu'au fur et à mesure de l'aménagement des prisons.

Un décret du 26 janvier 1882¹ a créé et réglementé le mode de fonctionnement du Conseil supérieur des prisons, et l'a chargé d'examiner « les programmes généraux de construction et d'appropriation des prisons destinées à l'emprisonnement individuel, les projets de règlements généraux concernant l'application de ce régime, les subventions qui peuvent être allouées aux départements pour la transformation de leurs prisons. »

Une loi du 11 novembre 1885 porte réglementation du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun. Mais il faut remarquer que cette loi ne déroge en rien à celle du 5 juin 1875, dont nous venons de parler. La loi de 1885 ne dispose, en quelque sorte, qu'à titre transitoire,

1. Bulletin des lois, 12, S. B. 689, n° 11.666, p. 355.

jusqu'à ce que l'aménagement des prisons permette de mettre en vigueur l'emprisonnement individuel.

Enfin, la loi du 4 février 1893 a très minutieusement réglementé les conditions matérielles de transformation des prisons collectives en prisons cellulaires. Les départements peuvent s'entendre entre eux, à deux ou même davantage, pour créer des prisons cellulaires interdépartementales. Un décret rendu en forme de règlement d'administration publique déclassera les prisons anciennes et équivaldra, pour chaque département, à une mise en demeure d'en construire une nouvelle. La loi dispose même que, si le département met de l'empressement dans cette construction, la subvention qui lui est accordée par l'État sera plus forte :

« ART. 3. — Le département qui exécute volontairement les travaux a droit au maximum de la subvention de l'État dans les conditions fixées par l'article 7. »

Rien n'était donc oublié ; mais, hâtons-nous de le dire, rien n'a été fait. Nous en sommes toujours au régime collectif ; très peu de départements ont reconstruit leurs prisons, par mesure d'économie. Si bien que, malgré la législation actuelle, qui permet

d'exercer le régime cellulaire, ce régime est impraticable, par suite d'un aménagement matériel défectueux. Les décrets destinés à déclasser les prisons des départements récalcitrants n'ont jamais été rendus. En un mot, ces lois sont presque demeurées lettre morte.

Néanmoins, les esprits les plus sérieux réclament la mise en vigueur de l'emprisonnement cellulaire, notamment en ce qui concerne les vagabonds. Le Conseil supérieur des prisons, consulté par le ministre de l'Intérieur sur la question qui nous occupe, vota, en 1892, un ordre du jour aux termes duquel : « La prison cellulaire constitue seule un moyen d'intimidation suffisant pour les paresseux incorrigibles, et il importe de leur appliquer rigoureusement le régime de séparation individuelle prescrit par la loi du 5 juin 1875. » L'expérience aussi confirme cette solution. Il est très remarquable, en effet, que les vagabonds ont déserté les départements trop rares où fonctionne le système d'emprisonnement cellulaire ¹. On se rappelle enfin que, lors de la grande enquête faite dans les

1, Ainsi, à Bourges, Nice, Melun, Augers. Voir à ce sujet M. HÉLITAS, *Le vagabondage et les moyens d'y remédier*. Limoges, 1898.

départements, en 1895, la plupart des Conseils généraux se prononcèrent en ce sens.

Ce serait donc par mesure administrative qu'il faudrait procéder à l'aménagement nouveau des prisons. Les peines seraient longues, subies en cellule, et suivies d'une période de travail dans l'établissement départemental. Il est indiscutable que la perspective d'un long emprisonnement en cellule, suivi d'une longue et laborieuse période de travail, ferait réfléchir le vagabond et découragerait ses instincts. Or, c'est le seul remède possible : il faut effrayer le vagabond professionnel.

On a objecté que ce système est inhumain. Il désespère, il abrutit le prisonnier. C'est une peine atroce qu'on n'a pas le droit d'appliquer pour un délit qui, comme le vagabondage, implique plus de misère que de perversité. D'autant plus que certains médecins se prononcent nettement contre le régime cellulaire, qui, disent-ils, peut aller jusqu'à amener la folie. Nous répondrons que d'abord c'est exagérer singulièrement la rigueur du système. Les directeurs des prisons sont d'accord pour dire que les résultats obtenus par ce régime, loin d'être aussi atroces, sont au contraire plutôt favorables. De 1836 à 1870, c'est-à-dire en trente-trois

ans, il n'y a eu à la Petite Roquette que trois cas d'aliénation mentale pour mille internés¹. Et puis, puisque tous les moyens échouent, et que le mal augmente sans cesse, il faut bien enfin trouver un système efficace, et nous croyons tel celui que nous proposons.

Dans la proposition de loi dont nous avons déjà parlé, M. Cruppi fait suivre aux peines du vagabond récidiviste une progression rapide. Pour le condamné primaire, ce sera l'emprisonnement de 6 jours à 6 mois ; et, pour encourager le vagabond et lui éviter des rechutes, la première condamnation ne figure pas à son casier judiciaire. En seconde récidive, l'emprisonnement est de six mois à deux ans, et, pour toutes les condamnations qui pourraient suivre, la peine sera de deux ans à cinq ans. Nous ne pensons pas que ce soit aller assez loin dans l'échelle des peines, et cela pour plusieurs raisons.

Remarquons d'abord que la proposition de loi ne parle pas d'emprisonnement cellulaire. Il est vrai qu'on peut dire qu'elle n'avait pas à en parler, puisque la loi du 5 juin 1875, qui réglemente ce régime, est applicable à tous les détenus pour courtes peines ; mais il

1. Revue pénitentiaire, 1892, p. 778.

eût été bon de rappeler les termes de cette loi : c'eût été peut-être un moyen d'en hâter l'application.

S'il s'est écoulé trois ans depuis la dernière condamnation, le vagabond n'est plus considéré par la proposition comme récidiviste. Or, un individu ne nous semble pas digne d'intérêt parce qu'il a travaillé trois ans. Nous comprenons très bien l'indulgence pour le condamné primaire, mais non pas pour celui qui revient devant le tribunal sous la même inculpation. Et il est très critiquable de permettre à un individu d'entremêler son existence de périodes de trois ans de travail plus ou moins régulier et de détention plus ou moins longue, sans le déclarer récidiviste et sans aggraver les pénalités. Il faudrait augmenter les délais de la récidive légale.

Enfin, l'article 463 sur les circonstances atténuantes reste en tout état de cause applicable. Or, il est incontestable qu'après la seconde récidive, il n'y a plus lieu à atténuation, et qu'il devrait y avoir un maximum de peine obligatoire.

A sa sortie de prison, le vagabond libéré pourra être envoyé pour un temps plus ou moins long, d'un à cinq ans par exemple, dans la maison de travail du département où

il aura subi sa peine. Là, il continuera à reprendre le goût et les habitudes du travail. Déjà, en 1879, M. de Boëns, médecin en chef de la prison de Charleroi¹, proposait dans ce but la création de maisons de réclusion spéciales, qui auraient l'avantage de développer chez les pensionnaires l'esprit d'activité, et de débarrasser l'État et la société des bouches volontairement inutiles. Cette proposition devient inutile en présence de la proposition de loi Cruppi, qui crée précisément une maison de travail dans chaque département.

Au point de vue de la procédure, on ne saurait trop préconiser le système de la loi belge de 1891. Le vagabondage, en première récidive, n'est qu'une contravention de la compétence du juge de paix. C'est en quelque sorte un avertissement très doux donné au vagabond ; la peine devra être très légère, si le vagabond est valide. Il faudrait quelque chose qui rappelât l'*ammonizione* d'Italie. Ainsi, au lieu de renvoyer le vagabond devant le procureur de la République, comme le veut l'article 4 de la proposition Cruppi, le juge de paix prononcerait en dernier ressort une condamnation minime, en faisant également

1. Revue pénitentiaire, 1879.

pour ce cas une large application de la loi du 26 mars 1891. Comme le disait un éminent criminaliste, « il faut saisir la main du vagabond la première fois qu'il la tend ». La condamnation ne figurera pas au casier. c'est une très sage mesure qui empêche le condamné de se décourager.

Il est une mesure qui doit compléter nécessairement ce système d'ensemble : c'est l'extension de la loi sur la relégation. Or, M. Cruppi n'en a pas parlé. On ne saurait objecter qu'on ne peut prononcer une peine perpétuelle pour un délit de vagabondage, car nous répondrons : la perversité du vagabond est notoire. Nous avons été pour lui de la plus grande indulgence ; nous avons organisé le travail et l'assistance. Le vagabond pouvait frapper à la porte de la maison de travail ; on lui eût ouvert. Il pouvait justifier qu'il a cherché du travail ; on lui eût pardonné. Il ne fait rien de tout cela. A peine sorti de la prison cellulaire et de la maison de travail où on a cherché à corriger son invincible paresse, il recommence à vagabonder ; c'est donc qu'il est volontairement vagabond, et nous pouvons être impitoyables.

La peine applicable à la troisième récidive devrait être la relégation. Nous n'entendons

nullement proposer pour les vagabonds la même relégation que pour les assassins et les voleurs. Nous voudrions une relégation spéciale qui est à créer, et à ce propos nous pouvons utilement jeter encore un coup d'œil sur le système du colonat adopté par la Société néerlandaise, et que nous avons sommairement exposé. Le vagabond hollandais est d'abord soumis, sur de vastes domaines, à un dur labeur et à un régime très rigoureux. Mais libre à lui d'en sortir. Voici que, pour le vagabond actif, la situation s'améliore de jour en jour; il a bientôt mis en réserve un petit pécule, et, moyennant un fermage modique, il loue de l'État les terres qu'il cultive. Il peut désormais cultiver et vendre librement ses récoltes; il est devenu fermier libre ou boër : comment a-t-il acquis cette liberté et cette aisance matérielle? Par les preuves d'économie et de capacité qu'il a données, et dont l'État le récompense.

Ce spectacle est pour nous des plus instructifs. La France possède assez de colonies en friche; les vagabonds devraient les mettre en valeur sous un régime quasi-militaire. Ils prendraient l'habitude d'une tâche quotidienne à accomplir. L'administration prélèverait sur les produits de leur travail les frais

de transport et de séjour, de telle sorte que cette relégation devînt moins onéreuse que celle des autres relégués. Nul doute que leur travail ne soit très productif sur ces terres qui sont encore vierges, mais que la culture rendra si rapidement fécondes. Si la relégation a été jugée trop coûteuse parce qu'elle implique de longs déplacements, il est facile d'en diminuer les frais en organisant une main-d'œuvre pénale en quelque sorte moins éloignée, comme elle le serait en Algérie, où des travaux de défrichement pourraient être utilement entrepris dans de bonnes conditions.

On attribue au gouverneur général de l'Algérie le projet de faire cultiver, par des trimardeurs arrachés au vagabondage, une partie de notre domaine colonial laissé en friche, et de transformer ainsi en utiles propriétaires les chemineaux dont se plaignent les populations rurales. Le projet est excellent, et, mené à bien, il entraînerait les plus heureuses conséquences, dont la première serait de purger le sol de la patrie des bandes errantes. Régénérés par un labeur incessant, intelligent et productif, appelés à de meilleures destinées sociales, les sans-travail de France ne tarderaient pas à constituer un appoint très

appréciable dans la production algérienne. Ce serait là une ingénieuse utilisation de nombreuses forces, si malheureusement perdues.

La relégation, à un autre point de vue, présenterait les mêmes avantages que l'emprisonnement cellulaire, en ce sens qu'elle serait pour les vagabonds un sujet d'effroi. « Nous avons vu, écrit M. Fourquet, le juge d'instruction qui a instruit contre Vacher¹, des criminels endurcis, irréductibles, manifester une horreur profonde, une appréhension excessive de ce genre de condamnation : n'est-ce pas la meilleure preuve de l'efficacité de cette peine, en tant que préventive et répressive à la fois ?

Les tribunaux, beaucoup plus indulgents de jour en jour, et auxquels une circulaire ministérielle récente a encore prescrit une plus grande indulgence, hésiteraient moins à prononcer la relégation, si elle était à la fois moins onéreuse pour l'État et plus apte à relever moralement le condamné, et à en faire un agriculteur utile.

Or, que faut-il pour qu'elle soit moins onéreuse pour l'État ? Il faut que le relégué

1. *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1899, p. 432, article de M. Fourquet, juge d'instruction à Belley.

soit livré à un travail utile et productif. Et, certes, ce n'est pas là une utopie. De sages mesures administratives, en réglementant le travail, arriveraient à ce résultat. L'étranger nous offre de beaux exemples à cet égard. Il suffirait à nos législateurs de jeter un regard sur les colonies suisses, soit celle du Devens, soit celle de Payerne. L'expérience faite à la colonie agricole de Payerne est pleinement concluante au point de vue financier.

Cette colonisation agricole a un autre avantage : c'est qu'elle ne fait pas au commerce national une ruineuse concurrence. C'est là un grand écueil pour les prisons actuelles. Le travail des détenus mis en adjudication est très peu payé, et le prix de la main-d'œuvre fait le plus grand tort à l'industrie. Au contraire, avec la colonisation agricole, on évite cet écueil. On demande au sol une seule chose, c'est de nourrir ses habitants. Le relégué ne coûte plus, dans ces conditions, 1.200 francs à l'État, comme cela se passe aujourd'hui ; c'est la terre qui nourrit le colon et ce n'est plus l'État.

Voilà quelles modifications nous proposons d'introduire dans la loi actuelle pour la coercition du vagabondage. Les mesures proposées sont d'ordre judiciaire ou d'ordre admi-

nistratif. Si nous les résumons en deux mots, voici quel tableau nous pouvons présenter des peines qui seraient alors applicables :

1° *Cas d'une première condamnation.* — Le vagabondage n'est alors qu'une contravention jugée par le juge de paix. Il en est du vagabondage comme de l'ivresse, qui ne devient un délit qu'en récidive. La peine sera très légère, par exemple de six jours à un mois ; elle est subie dans les maisons départementales de travail créées par la loi Cruppi ; elle ne figure pas au casier, ce n'est qu'un avertissement.

Toutefois, comme il faut bien que cette première condamnation soit constatée au point de vue de la récidive, on la fera figurer sur des états ou registres spéciaux tenus dans les parquets. C'est ainsi que les choses se passent actuellement pour l'ivresse. Les parquets ont des registres destinés à enregistrer les contraventions d'ivresse, et font périodiquement des états qu'ils envoient aux procureurs généraux. Il en serait de même des vagabonds. D'ailleurs, la condamnation sera en outre constatée sur une feuille spéciale, jointe au casier judiciaire, mais ne faisant pas corps avec lui.

2° *Cas d'une seconde condamnation.* — Le vagabond est repris pour le même fait. Alors,

le vagabondage devient un délit ressortissant à la juridiction correctionnelle. L'échelle des peines croît rapidement. L'emprisonnement est élevé à une durée de six mois à deux ans, et subi en cellule. Il est suivi d'un internement plus ou moins long, mais obligatoire, et d'une durée minima d'un an dans un établissement départemental de travail.

3^e Cas d'une troisième condamnation. — La loi devient alors impitoyable. La relégation dans une colonie agricole de travail sera inévitablement prononcée. Ces colonies sont à créer sur le modèle de celles qui existent déjà à l'étranger. La relégation ainsi prononcée sera en principe perpétuelle; toutefois, les vagabonds qui donneront des preuves d'amendement, et témoigneront d'une bonne volonté et d'une activité suffisantes, pourront jouir de la libération conditionnelle.

M. le Conseiller du Puy est d'avis qu'il y a lieu de supprimer toute distinction entre le vagabondage simple et le vagabondage qualifié. Peut-être serait-il préférable de maintenir la distinction : ce serait en tout cas plus logique. Le vagabondage qualifié serait puni, pour la première condamnation et pour la troisième, comme le vagabondage simple, et, pour la seconde, d'une peine

d'emprisonnement cellulaire de deux à cinq ans.

M. Cruppi n'a pas fait cette assimilation ; mais il prononce des peines très sévères contre les individus coupables de vagabondage qualifié :

« Article 12 de la proposition: Le maximum des peines édictées par l'article 5 (c'est-à-dire six mois à la première infraction, deux ans à la seconde, cinq ans pour les autres) sera appliqué, et pourra être porté au double si le coupable a simulé une plaie ou une infirmité ; s'il a été accompagné d'un enfant retenu à cet ; s'il a opéré en réunion, à moins qu'il ne s'agisse du mari et de la femme, du père et de la mère et de leurs jeunes enfants, de l'aveugle et de son conducteur ; s'il a proféré des menaces ; s'il est entré, sans la permission du propriétaire ou des personnes de la maison, soit dans une maison d'habitation, soit dans un enclos en dépendant ; s'il a été arrêté en dehors de l'arrondissement de sa résidence.

« ART.13.—Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à cent francs, et qui ne justifiera pas d'où ils proviennent, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans,

« ART. 14. — Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi, ou travesti d'une manière quelconque, ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait pas usé, ni menacé, ou muni de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

« Sera puni de la même peine, sans préjudice des peines plus fortes, s'il y lieu à raison du genre et des circonstances de la violence, tout mendiant ou vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer un acte de violence, quel qu'il soit, envers les personnes.

« Si le mendiant ou le vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer la violence se trouvait en outre dans l'un des cas prévus au paragraphe premier du présent article, il sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

« ART. 15. — Les peines établies par le Code pénal contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, seront toujours portées au maximum, quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants. »

Les vagabonds spéciaux ou assimilés seront frappés des peines d'une extrême rigueur.

Ces vagabonds, en effet, sont aussi dangereux et plus coupables que les autres. Leur paresse est accompagnée du vice ou de la fraude. Aussi, on continuera à les frapper des peines de vagabondage. La première condamnation figurera à leur casier. Il n'y a pas lieu de leur accorder d'immunité ni d'indulgence. A la seconde condamnation, on les punira des peines de vagabondage qualifié (emprisonnement cellulaire de deux à cinq ans). Enfin, à la troisième récidive, ils seront frappés de la relégation. Toutefois, on leur appliquera la relégation telle qu'elle existe actuellement. Mieux vaut éloigner le plus possible de la métropole ces individus dangereux et foncièrement vicieux, et les soumettre au plus dur régime. Les colonies agricoles que l'on créerait seraient trop proches de nous, et le régime y serait trop doux pour qu'on y envoyât les vagabonds spéciaux, souteneurs, bonneteurs et autres qui ne sont dignes d'aucune pitié.

CONCLUSION.

Nous avons jeté un coup d'œil sur l'histoire du vagabondage et sur la législation qui le régit actuellement. Nous avons vu que, depuis les temps les plus anciens, les pouvoirs publics ont eu à lutter contre ce fléau redoutable. Cette lutte se poursuit à l'heure actuelle, et nous avons réclamé qu'elle fût plus active. L'étranger a senti, comme nous, le besoin de se prémunir contre les incursions des vagabonds, et quelques législations dont nous avons parlé, notamment la loi belge, nous ont devancés dans la voie des réformes.

Le système de répression que nous avons présenté en terminant sera-t-il trouvé trop rigoureux ? Nous ne le pensons pas. Car, suivant en cela la pensée de M. Charles Dupuy, qui disait : « Avant de punir le vagabondage et la mendicité, il faut organiser l'assistance », nous avons commencé par

réclamer des distinctions et des mesures qui s'imposent entre les enfants, les invalides, les gens qui voudraient travailler et qui ne le peuvent pas, les vagabonds par paresse invincible, et les vagabonds vicieux. Dès lors, peut-il y avoir excès de rigueur ?

On essaiera de supprimer le mal à la racine en surveillant étroitement l'éducation de l'enfance. La proposition Muteau sera rapidement votée, et des écoles de réforme morale, distinctes des maisons de correction, seront ouvertes dans les départements, comme l'Angleterre et la Belgique l'ont déjà fait.

Les invalides et les vieillards seront assistés, et on supprimera notre législation actuelle qui les punit comme des coupables. Les maisons de secours ou de refuge leur seront ouvertes.

L'ouvrier qui chôme sera assisté par le travail. L'État subventionnera le plus largement les œuvres privées qui se sont fondées dans ce but ; là où il n'en existe pas, il en créera, conformément à la proposition Cruppi. L'État encouragera également les sociétés de prévoyance, en se gardant bien toutefois de prendre l'initiative d'assurance contre le chômage, ce qui est, nous l'avons vu, particulièrement dangereux. Si l'ouvrier n'a pas trouvé

de travail, même après un long temps, on se contentera d'exiger de lui qu'il ait *cherché* du travail, et, dans ce cas, on l'exemptera de toute peine. Et, si l'ouvrier n'a pas trouvé de travail, et même n'en a pas cherché, on emploiera contre lui les mesures très indulgentes dont nous avons parlé, et qui rappellent de loin l'*ammonizione* d'Italie.

Enfin, si le vagabond persiste dans son inertie, s'il témoigne de paresse et de mauvaise volonté, la loi, qui a été indulgente, devient rigoureuse et prononce les peines les plus sévères.

Comment en serait-il autrement ? N'oublions pas que, si la loi est égale pour tous, elle doit aussi protection à tous. Or, si elle doit protéger les pauvres, les enfants, les vagabonds accidentels, elle doit aussi prémunir la société contre les incursions dangereuses des vagabonds volontaires. C'est pourquoi, après la commission de 1897, après tous les jurisconsultes et tous les publicistes, nous avons réclamé une surveillance étroite des nomades, la création des cartes d'identité permettant de les suivre pas à pas, et le rétablissement de pièces spéciales destinées à faciliter cette surveillance.

Enfin, pour les vagabonds incorrigibles,

nous avons réclamé encore une autre distinction. D'une part, on enverra dans des colonies agricoles les vagabonds ordinaires ; d'autre part, on reléguera dans les pénitenciers de droit commun les vagabonds spéciaux, séparant ainsi et traitant différemment les individus, selon qu'ils sont plus ou moins vicieux et plus ou moins dangereux.

Ces mesures suffiraient-elles ? Il y a tout lieu de l'espérer, si on applique fermement les lois nouvelles. Sans doute, l'administration aurait à prendre des mesures, surtout en ce qui concerne les maisons de travail et les colonies agricoles. Mais elle a de bons modèles pour s'inspirer : la Suisse et la Belgique, la maison du Devens ou celle du Merxplas ; qu'elle jette aussi un regard sur les colonies hollandaises.

On objectera les dépenses budgétaires ; mais est-ce que, dans certains cas, les États ont le droit de reculer devant les sacrifices d'argent ? Quand une guerre est déclarée, le pays se ressaisit et ne se refuse à aucune dépense. Or, n'est-il pas temps, après des siècles de lutte inutile, de déclarer la guerre aux vagabonds, qui ont été de tout temps la plaie et la terreur des États ? Pour cette guerre, nulle dépense ne sera trop lourde. Il faut ré-

péter d'ailleurs que, d'après les exemples qui nous viennent du dehors, de sages mesures administratives atténuent singulièrement les sacrifices budgétaires. Une considération d'argent ne peut d'ailleurs arrêter la Chambre. M. Cruppi disait, avec la plus grande exactitude : « En négligeant de prendre depuis bien-tôt cent ans les mesures prescrites par le législateur, les départements ont fait une économie ruineuse. » Et l'un des hommes qui ont le plus sérieusement étudié le vagabondage en Allemagne, M. le baron de Wintzingeroda-Knorr, écrivait : « Quel que soit le prix d'entretien de chaque interné, il est certainement inférieur à ce que cet individu, en état de vagabondage, prélèverait sur la société ¹. »

Et, puisque les pouvoirs publics ont en mains les éléments qui leur permettront de discuter la question, qu'ils se mettent à l'œuvre au plus tôt, et qu'ils s'inspirent dans leurs études des paroles que M. Duverger prononçait à la Société générale des prisons : « Nous ne pouvons pas admettre que la France ne soit pas capable de faire en cette matière ce qu'ont déjà fait plusieurs nations étrangères. »

1. *Die deutschen Arbeitshaeuser*, in-8°, Halle, a. d. Saale, 1885.

APPENDICE

PROPOSITION DE LOI

Déposée le 13 décembre 1898 par M. Muteau, député ¹

ART. 1^{er}. — L'article 66 du Code pénal est ainsi modifié :

« Lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou aux particuliers offrant suffisantes garanties et qui déclareraient consentir à s'en charger, soit confié aux soins de l'assistance publique ou, sous son contrôle, de tout établissement d'éducation ou de bienfaisance dûment autorisé, pour y

1. Chambre des Députés. Débats parlementaires, année 1898
Annexe n° 506, p. 520.

être maintenu pendant tout le temps jugé par l'administration nécessaire à son éducation morale, sans toutefois que l'époque à laquelle il aura accompli sa vingtième année puisse être dépassée.

« ART. 2. — En aucun cas, les mineurs de seize ans acquittés comme ayant agi sans discernement ne seront soumis à la vie et au régime communs avec ceux qui auront été condamnés, et qui seuls seront conduits dans les maisons de correction dépendant de l'administration pénitentiaire.

« ART. 3.—Il sera créé des établissements spéciaux d'éducation et d'instruction destinés à recevoir les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement, et confiés par les tribunaux à l'assistance publique. Ces établissements ressortiront à la direction de l'assistance publique, qui en assurera le fonctionnement.

« ART. 4. —De même que les mineurs acquittés remis à leurs parents ou confiés à des particuliers doivent recevoir l'instruction dans les écoles publiques, ceux qui seront placés dans les établissements ci-dessus indiqués devront la recevoir d'instituteurs délégués à cet effet par le Ministre de l'Instruction publique, qui se conformeront au programme

scolaire établi par les règlements universitaires.

« ART. 5. — Les sommes inscrites actuellement au budget pour le service des maisons de correction, seront dorénavant affectées à l'assistance publique pour toute la partie de ce service concernant les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement. »

PROPOSITION DE LOI

*relative aux moyens d'assistance et de coercition
propres à prévenir ou à réprimer le **vagabondage**
et la **mendicité**, déposée par M. Cruppi.*

(Renvoyée à la Commission de législation criminelle ¹.)

ARTICLE PREMIER. — Le vagabondage et la mendicité sont interdits sur le territoire de la République; ils constituent des délits, lorsque ceux qui s'y livrent sont aptes au travail ou ont des moyens suffisants de subsistance.

ART. 2. — Les vagabonds sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier ni profession.

Sont assimilés aux vagabonds et punis des mêmes peines, les gens sans aveu qui tirent leurs moyens d'existence du fait de

1. N° 651. Chambre des députés. septième législature, session de 1899, annexe au procès-verbal de la séance du 25 janvier 1899.

pratiquer ou faciliter, sur la voie publique, les jeux illicites et la prostitution.

ART. 3. — Les maires, les commissaires de police, les gendarmes, les agents de la police, les gardes champêtres et forestiers, les douaniers, les cantonniers sont chargés concurremment de rechercher les délits de vagabondage et de mendicité.

Ils sont tenus de conduire immédiatement devant le juge de paix du canton les individus surpris en flagrant délit de vagabondage ou de mendicité. Ces individus seront internés dans la chambre de sûreté du canton, et comparaitront, dans le délai de 24 heures, devant le juge de paix.

ART. 4. — Le juge de paix, après interrogatoire et enquête, s'il y a lieu, décidera par sentence motivée si les individus arrêtés sont aptes au travail, ou s'ils ont des moyens suffisants de subsistance. S'ils sont aptes au travail, ou s'ils ont des moyens suffisants de subsistance, ils seront renvoyés devant le Procureur de la République.

Dans le cas contraire, si de plus ils ne sont pas soupçonnés d'autres infractions, et si les délits de vagabondage ou de mendicité relevés à leur charge ne sont pas accompagnés d'une ou plusieurs des circonstances aggra-

vantes prévues aux articles 12, 13 et 14 de la présente loi, ils seront mis à la disposition de l'administration pour être internés dans une maison instituée conformément à l'article 9 ci-après, pendant un temps qui ne devra pas dépasser cinq années, et qui pourra être abrégé par l'Administration, soit en cas de cessation d'infirmités, soit en cas de survenance de ressources.

Le tout sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6 de la présente loi relatives aux justifications de l'identité des nomades.

ART. 5. — Les individus convaincus du délit de vagabondage ou de mendicité seront condamnés, pour la première infraction, à un emprisonnement de six jours à six mois; pour la seconde, à un emprisonnement de six mois à deux ans; pour toutes celles qui pourront suivre, à un emprisonnement de deux à cinq ans.

Les peines prévues pour chaque récidive cesseront d'être applicables, s'il s'est écoulé plus de trois ans depuis l'expiration de la peine précédente.

ART. 6. — Tout nomade, même invalide ou infirme, sans profession habituelle, devra justifier de son identité à chaque réquisition des agents de la force publique.

S'il ne fait pas cette justification, il sera immédiatement conduit devant le juge de paix.

L'identité sera, à défaut d'autres pièces probantes, légalement établie par une carte d'identité contenant l'état civil, le signalement et l'indication du dernier domicile de celui qui en sera détenteur.

Sur la production de toute pièce justificative utile, ces cartes d'identité seront mises gratuitement à la disposition des intéressés dans les bureaux des préfectures et des sous-préfectures.

ART. 7. — Tout individu visé à l'article précédent qui ne serait pas en mesure d'établir son identité sera, pour ce seul fait, traduit devant le Procureur de la République, et passible d'une peine d'un à six mois d'emprisonnement, indépendamment de peines plus fortes qu'il pourrait avoir encourues pour vagabondage ou mendicité.

ART. 8. — Tout étranger convaincu de vagabondage ou de mendicité devra, soit à l'expiration de sa peine, soit à sa sortie de la maison de refuge ou de travail, être conduit, par les ordres du Gouvernement, hors du territoire de la République.

Il sera, en cas de récidive, condamné au maximum des peines édictées par la loi.

ART. 9. — Chaque département est tenu d'avoir une maison de refuge pour recevoir les invalides et les infirmes incapables de travailler, et dénués de moyens d'existence suffisants.

Le département pourra, à cet effet, traiter avec tout hospice public ou privé ; les traités seront approuvés par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 10. — Dans le but d'obvier au vagabondage et à la mendicité, chaque département est tenu d'ouvrir un établissement destiné à recevoir les personnes valides dénuées, pour le moment, de moyens d'existence suffisants, et dans lequel le travail sera immédiatement obligatoire.

Les communes sont autorisées à subventionner ces établissements de travail.

Les départements et les communes peuvent traiter avec des établissements privés, autant que possible agricoles, approuvés par des décrets rendus en Conseil d'État.

ART. 11. — Le département aura un recours contre la commune du domicile de secours, suivant un tarif fixé par le Conseil général, pour les dépenses faites dans l'intérêt de la personne entretenue dans les hospices et pour la répétition des dépenses non

couvertes par le travail des personnes recueillies dans les établissements de travail.

Le département et les communes sont subrogés de plein droit, pour le recouvrement de ces dépenses, aux créances alimentaires qui peuvent appartenir à ces personnes.

ART. 12. — Le maximum des peines édictées par l'art. 5 sera appliqué, et pourra être porté au double si le coupable a simulé une plaie ou une infirmité; s'il a été accompagné d'un enfant retenu à cet effet; s'il a opéré en réunion, à moins qu'il ne s'agisse du mari ou de la femme, du père ou de la mère et de leurs jeunes enfants, de l'aveugle et de son conducteur; s'il a proféré des menaces; s'il est entré, sans la permission du propriétaire ou des personnes de la maison, soit dans une maison d'habitation, soit dans un enclos en dépendant; s'il a été arrêté hors de l'arrondissement de sa résidence.

ART. 13. — Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 francs, et qui ne justifiera pas d'où ils proviennent, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 14. — Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière

quelconque ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait ni usé ni menacé, ou muni de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons, sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement.

Sera puni de la même peine, sans préjudice des peines plus fortes s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence, tout mendiant ou vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer un acte de violence, quel qu'il soit, envers les personnes.

Si le mendiant ou le vagabond qui aura exercé ou tenté d'exercer la violence se trouvait en outre dans l'un des cas prévus au paragraphe premier du présent article, il sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans.

ART. 15. — Les peines établies par le Code pénal contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, seront toujours portées au maximum quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants.

ART. 16. — Les mendiants ou vagabonds qui auront subi une durée d'emprisonnement égale au quart de la peine prononcée, pour-

ront demander à être internés dans un établissement de travail, et, s'il y a lieu, dans une maison de refuge, où ils accompliront le reste de leur peine. Ils seront réintégrés dans la prison si leur conduite donne lieu à une plainte du directeur de l'établissement.

Ils pourront également être réclamés par délibération du conseil municipal de la commune ou cautionnés par un citoyen solvable. Si le Gouvernement accueille la réclamation ou agréé la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les aura réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour résidence sur la demande de la caution.

ART. 17. — Les extraits du casier judiciaire délivrés aux parties ne devront pas relever la première condamnation prononcée pour mendicité ou vagabondage.

ART. 18. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

ART 19. — Les dépôts de mendicité prévus par les articles 274 et 275 du Code pénal sont supprimés.

Ces établissements actuellement existants seront, dès la promulgation de la présente

loi, affectés aux services publics institués par les articles 9 et 10.

ART. 20. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'admission, d'entretien et de séjour dans les maisons de refuge et les établissements de travail ouverts par les départements.

ART. 21. — Les articles 269 à 282 du Code pénal, le décret du 5 juillet 1808 et l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 sont abrogés.

LOI BELGE DU 27 NOVEMBRE 1891

Pour la répression du vagabondage et de la mendicité ¹.

ARTICLE PREMIER. — [Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.]

ART. 2-4. — [Les dépôts de mendicité seront affectés aux individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être enfermés. Les maisons de refuge et les écoles de bienfaisance recevront

1. Chambre des représentants, session 1890-1891, documents parlementaires, exposé des motifs, séance 12 novembre 1890. Rapp. séance 30 avril 1891; discussion, séances 8 août-11 août 1891.

Sénat, session 1891-1892, doc. parl. Rapp., séance 17 nov. 1891; discussion, séance 20 nov. 1891.

les individus dont l'internement sera requis par l'autorité judiciaire ou demandé par l'autorité communale. Dans ce dernier cas, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.]

ART. 5. — [Les individus âgés de moins de vingt et un ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité, y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.]

ART. 6-7. — [Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement. Ils recevront un salaire sur lequel sera prélevé une retenue destinée à former la masse de sortie. Ces masses de sortie seront délivrées partie en argent, partie en vêtements et outils.]

ART. 8-11. — [Tout individu en état de vagabondage *sera* arrêté et traduit devant le tribunal de police. Tout individu mendiant *pourra* être arrêté et traduit devant le même tribunal. Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques. S'il s'agit d'un étranger, il pourra être de suite reconduit à la frontière.]

ART. 12-13. — [Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, etc., des individus traduits

devant le tribunal de police, et mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et les souteneurs de filles publiques.]

ART. 14-15. — [Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la loi pénale ; le ministre de la justice ayant le droit d'abrégier la durée de l'internement.]

ART. 16-20. — [Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances mentionnées à l'article 13.]

Ces individus seront mis en liberté lorsque

leur masse de sortie aura atteint le chiffre fixé pour la catégorie de reclus à laquelle ils appartiendront. Ils ne pourront, en aucun cas, être retenus contre leur gré plus d'un an.

ART. 21-23. — [Les frais d'entretien des individus internés dans les dépôts de mendicité seront supportés, jusqu'à concurrence d'un tiers, par la commune de leur domicile de secours, le surplus étant réparti par moitié entre l'État et la province.]

ART. 24. — [Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police n'aura pas dix-huit ans accomplis, le juge de paix ordonnera, l'état habituel de mendicité ou de vagabondage étant prouvé, de le faire interner jusqu'à sa majorité dans une école de bienfaisance de l'État.]

ART. 25. — [Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de seize ans accomplis au moment du fait, sera traduit devant le tribunal de police, du chef d'une infraction que la loi punit d'un emprisonnement de moins de huit jours, d'une amende de moins de 26 francs ou de ces deux peines cumulées, le juge de paix, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende, mais, selon la nature et la gravité du fait, le renverra de la poursuite

ou le mettra à la disposition du gouvernement jusqu'à sa majorité. Les poursuites exercées en vertu des articles 24 et 25 ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis.]

ART. 26-28. — [Lorsque les cours et tribunaux condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de dix-huit ans accomplis, ils pourront ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. Cet individu sera alors interné dans une école de bienfaisance.]

ART. 29-32. — [Dans les écoles de bienfaisance, on séparera les individus n'ayant pas dépassé l'âge de treize ans au moment de l'internement des individus admis dans un âge plus avancé. Tout individu interné en vertu des articles 24, 25 et 26 ou en vertu de l'article 72 du Code pénal, pourra, au bout de six mois, être mis en apprentissage ou placé dans un établissement d'instruction. Il pourra aussi être rendu conditionnellement à ses parents ou tuteurs.]

ART. 33-37. — [Un individu âgé de moins de dix-huit ans pourra être interné sur la demande du collège des bourgmestres et éche-

vins d'une commune, après justification, s'il y a lieu, du consentement de la personne exerçant les droits de la puissance paternelle à l'égard de cet individu.

[Les frais d'entretien, dans les écoles de bienfaisance, seront pour moitié à la charge de l'État et, pour l'autre moitié, à la charge de la commune du domicile de secours, s'il s'agit d'un internement par voie judiciaire, ou, dans le cas contraire, de la commune qui a demandé le placement. L'État supporte seul les dépenses occasionnées par les individus mis à sa disposition en vertu des articles 25 et 26.]

ART. 38. — Le remboursement des frais d'assistance faits en exécution de la présente loi, est poursuivi soit à la charge des personnes secourues, soit à la charge de ceux qui leur doivent des aliments.

ART. 39. — [Seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois :

1° Celui qui aura habituellement fait mendier un enfant n'ayant pas seize ans accomplis ;

2° Celui qui aura procuré un enfant de moins de seize ans ou un infirme à un mendiant, qui se sera servi de cet enfant ou de cet infirme dans le but d'exciter la commisération publique. En cas de récidive, la peine pourra être portée au double.]

ART. 40-42. — [Un rapport sera adressé aux Chambres, tous les trois ans, sur l'exécution de la loi. Les lois des 13 août 1833, 3 avril 1848 et 6 mars 1866 sont abrogées. La loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1892.]

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,

EDMOND VILLEY.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	13
CHAPITRE I ^{er} . — APERÇU HISTORIQUE.	21
CHAPITRE II. — EXPOSÉ DU SYSTÈME DE LA LOI	37
SECTION I ^{re} . — <i>A quelles conditions on est vagabond.</i>	37
§ 1 ^{er} . — Vagabondage simple	44
§ 2. — Vagabondage qualifié	49
§ 3. — Vagabondage spécial.	52
A. — Souteneurs	58
B. — Bonneteurs	61
C. — Bookmakers.	64
SECTION II. — <i>De quelles peines est puni le vagabond.</i>	67
§ 1 ^{er} . — Français mineurs.	67
§ 2. — Français majeurs.	80
§ 3. — Étrangers	92
CHAPITRE III. — DROIT COMPARÉ.	101
§ 1 ^{er} . — Allemagne	101
§ 2. — Angleterre.	106
§ 3. — Italie	111

	es.
§ 4. — Hollande.	113
§ 5. — Belgique.	116
§ 6. — Suisse.	121
CHAPITRE IV. — EXAMEN DES RÉFORMES PROPOSÉES. . .	135
SECTION I ^{re} . — <i>Enfants</i>	138
SECTION II. — <i>Invalides</i>	147
SECTION III. — <i>Vagabonds accidentels</i>	159
SECTION IV. — <i>Vagabonds professionnels</i>	178
§ 1 ^{er} . — Moyens de surveillance.	185
§ 2. — Moyens de répression	208
CONCLUSION	231
APPENDICE.	237
PROPOSITION MUTEAU.	237
PROPOSITION CRUPPI.	240
LOI BELGE DE 1891	249



